

Le Monde

idées

PRÉSIDENTIELLES

Choisir des individus ou des idées ? Pour un nouveau référendum

L'approche de l'élection présidentielle fait venir au jour les grands débats de fond sur la politique française. Pierre Lefranc aimerait mieux choisir des idées que des individus, mais approuve le régime présidentiel, alors que Claude de Boisanger, qui doute qu'une majorité de Français soient encore favorables à une personnalisation du pouvoir, demande un référendum sur le sujet.

CONSTATER que depuis le départ de son fondateur la V^e République a évolué dans un sens présidentiel, c'est souligner l'importance de l'élection d'avril 1981.

En cette période de crise morale et économique, le résultat déterminera l'avenir de notre pays sans doute de façon irrévocable et pour longtemps. Le choix, prouvé n'en doute, se révèle donc capital.

Certes la campagne est ouverte depuis plusieurs mois déjà, ce qui n'a rien de scandaleux. Si certains partisans, comme aux courses de vitesse, attendent pour démarrer, c'est leur droit ; chacun abordant l'épreuve comme il l'entend. Toutefois ce qui frappe le simple citoyen, c'est que l'affrontement se produit entre des individus et non entre des idées.

Comment allons-nous choisir ? Non pas M. X. de préférence à M. Y. parce qu'il « passe » mieux à la télévision ; au contraire, nous devons choisir entre plusieurs conceptions de notre pays, de ses institutions, de son régime social, des priorités dans les efforts collectifs, des risques qu'il acceptera pour sa survie, en un mot de sa vocation humaine et internationale. C'est de cela qu'il s'agit.

Or jusqu'à présent aucun des

par PIERRE LEFRANC (*)

candidats ne nous a fait connaître avec netteté ni ses vues ni ses intentions quant à l'avenir qu'il concevait pour nous. Bien entendu, nous sommes généralement satisfaits d'analyses critiques, de discours péremptifs et de formules ronflantes, mais, de positions précises, nous n'en avons enregistré aucune, alors que nous sommes en droit d'exiger des engagements sans équivoque sur les dispositions susceptibles de rétablir l'équilibre des pouvoirs, de réaliser un véritable progrès social, de sauver l'économie, d'assurer une défense crédible et de rétablir la position de la France dans le monde. Nous attendons l'annonce de mesures concrètes sous forme d'ébauches de décisions et de projets de lois. Qui donc confierait la construction de sa future demeure à un architecte sans avoir examiné et un plan et un devis ?

Il ne paraît pas une demande excessive de réclamer des candidats cet exposé de leurs intentions. C'est là, semble-t-il, le minimum en démocratie ; c'est même la base sur laquelle repose le système.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

De surcroît, il n'est pas impossible que l'obligation pour chacun de se définir donne une signification élevée aux tristes rivalités qui opposent les hommes d'un même parti. Qui sait, peut-être ces professionnels sont-ils séparés par des divergences honorables ?

S'il est obtenu que les cartes soient posées sur la table, le citoyen pourra alors choisir calmement, en connaissance de cause, et la virtuosité, le métier, le flamboyant des uns et des autres ne constitueront plus que des aspects accessoires de ce grand choix dont nos petits-enfants subiront les conséquences.

Dans ces colonnes il a été, à juste titre, réclamé que les moyens soient réellement égaux pour tous les postulants (1) et que le peuple puisse jouer le rôle qui lui revient (2).

Ces deux souhaits, hautement légitimes, ne sauraient toutefois être exaucés si les candidats se débattaient à l'impérative nécessité d'annoncer solennellement quelles décisions, sitôt élus, ils comptent prendre face à la situation, c'est-à-dire quel sort ils réservent aux Français et quelle idée ils se font de la France.

(1) Bertrand Pessard de Foucault, *Le Monde* du 18 juillet 1980.
(2) Michel Jobert, *Le Monde* du 25 juillet 1980.

par CLAUDE DE BOISANGER (*)

CE ne sont encore, à toute allusion, que des hautes paroles d'épaves, des « que faire ? » sceptiques ou découragés. Personne, ni dans la presse ni dans les réunions de partis, ne se risque à aller au-delà des diktats. Mais, à ces quelques indices, on reconnaît que le principe de l'élection du président de la République au suffrage universel direct a commencé à perdre son caractère sacré. On fait des comptes ; on additionne les mécomptes ; on se pose des questions. La modification introduite en 1962 dans la Constitution a-t-elle été, tout bien pesé, bénéfique ? Ou a-t-elle conduit le pays ? Où en sont, dans la pratique, ses institutions ? Comment plus de trente-cinq millions de Français pourront-ils, au printemps prochain, faire « le bon choix » en négligeant des considérations qui n'ont, le plus souvent, aucun rapport avec les fonctions qu'exercera l'homme qu'ils éliront ? A quel devront-ils se résigner ? A ses qualités personnelles constatées ou présumées, à son intelligence, à son sang-froid en face des périls ou au contenu de son programme ?

Pour les démocrates lucides et d'esprit indépendant, pour ceux qui se sont prononcés en 1962 contre l'amendement de la Constitution, les résultats, hélas ! sont là tels que les prévoyait Paul Reynaud. Le nouveau mode d'élection du président de la République a tué, par ricochet, la démocratie française. Bien que le mot de dictature — qui serait d'ailleurs impropre, les libertés essentielles étant respectées — ait été pudiquement rayé du vocabulaire et remplacé par celui, plus exact, de « pouvoir personnel », nul n'ignore que l'actuel président de la République, accablant la

marque esquissée par ses prédécesseurs, a franchi, dès son installation à l'Elysée, les limites du « domaine réservé ». Il a, peu à peu, concentré entre ses mains tous les pouvoirs. L'excuse : à la place du gouvernement, un cabinet dont les membres, y compris le premier d'entre eux, ne relèvent que de lui. Le législatif : l'initiative parlementaire a, en fait, disparu, le vote bloqué écarte les amendements, la majorité dite « présidentielle » se ressoude automatiquement devant toute menace de dissolution. L'Assemblée nationale, désemparée par les députés, n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Le judiciaire : l'avancement des magistrats, leur affectation à tout poste élevé dépendent, dit-on, de plus en plus, de la manière dont ils sont notés à l'Elysée. Il n'est pas jusqu'à l'information qui ne relève, dans une large mesure, du chef de l'Etat, prompt à paraître et à discourir sur les écrans.

Sans doute, cet état de choses est-il vu avec faveur par bien des gens. Si, à l'exception des giscardiens de stricte obédience, ils ne ménagent pas leurs critiques à l'égard de la politique extérieure, intérieure, économique de l'Elysée, ils n'en trouvent pas moins juste et bon que la tâche de diriger le pays soit assurée par un homme élu pour sept ans et rééligible. Bonapartistes dans l'âme comme leurs arrière-grands-pères n'ont-ils pas, depuis vingt ans, applaudi à la danse du scap devant le cadavre de la IV^e République ? Enfin, sortie une fois pour toutes du marécage parlementaire, dotée d'une Constitution qui la met à l'abri des crises internes, la France jouit d'un régime dont la stabilité est universellement enviée.

Forger une réelle social-démocratie

par PIERRE-ALEXANDRE BOURSON (*)

EN l'absence d'alternance, a-t-on écrit (1), la démocratie court des risques. Qui nierait que le renouvellement du pouvoir est nécessaire, et que sa durée indispensable puisse, à la longue, entraîner un engourdissement ? Mais le pouvoir n'est pas à prendre, il est offert. Et qui donne le pouvoir en France, sinon le peuple, comme il l'a fait en 1972, en 1974 et de nouveau en 1978 ?

Le pouvoir n'est pas un droit réservé, à tout de suite, à tous ceux qui en ont le désir et estiment en avoir les compétences. Le suffrage universel reste le seul moyen démocratique d'y accéder. Dans ces conditions, le président de la République et son premier ministre ne sont pas les seuls responsables du vote des Français, qui, depuis vingt-deux ans, ont dit « non » aux candidats social-communistes à la magistrature suprême.

Non, la France n'est plus celle que concevoient les partis communiste et socialiste avec un monarchisme démocratique. « Il n'est pas juste de dire que la législation discute peu et vote peu », alors que le nombre même d'amendements déposés et votés par les parlementaires est la preuve de leur intensif travail. Il n'est pas juste d'accuser « le journaliste de végéter sous fiction d'indépendance », alors que les maîtres du langage, libres et honnêtes, n'ont eu autant de pouvoirs et de compétences nouvelles données par la loi.

Il n'est pas juste de prétendre que « l'information troque la faculté d'irresponsabilité pour le devoir de révélation », alors que la simple lecture ou la simple écoute de dizaines d'éditorialistes quotidiens démontrent facilement que nos journalistes, en fait, ont un pouvoir discrétionnaire de critique plutôt que le seul souci de plaire.

Les Français, au fond d'eux-mêmes, s'en rendent bien compte, avec un bon sens populaire qui sait faire la part des mots et celle des réalités.

La prise du pouvoir est la saine finalité de tout parti politique, mais ne peut consister en une seule volonté « de tout ou rien », d'un grand bouleversement chaotique. Il ne suffit pas de changer les hommes pour transformer les constantes sociologiques nationales et modifier les pesanteurs économiques internationales. Le parti socialiste avait dû, en 1978, présenter un programme social-collectiviste, parce qu'un programme social-démocrate n'aurait offert que ce qui existait déjà.

Il risque de commettre la même erreur tactique, en 1981, avec un candidat à la présidence de tous les Français qui ne pourra être crédible que s'il réussit d'abord à devenir le président de tous ses partisans.

L'alternance nécessaire, qui doit permettre à ces hommes et à ces femmes écartés des responsabilités, récusés parce qu'ils ont des opinions différentes, de participer aux affaires publiques, ne passe plus par le choix entre deux possibilités violemment antinomiques, et le sens du parti n'est pas toujours le meilleur moyen d'acquiescer le sens de l'Etat.

Au moment où notre pays subit les assauts d'un second choc pétrolier et d'une concurrence extérieure de plus en plus agressive, n'est-il pas temps que la France devienne une réelle social-démocratie puisse être dirigée par une union de tous ces démocrates-sociaux que constituent la majorité des députés U.D.F. et R.P.R. et la majorité des électeurs actuels du parti socialiste ?

L'alternance

par GABRIEL PERONNET (*)

LA France n'a pas connu, à part le timide essai de 1974, de véritable alternance depuis 1958, qu'on qualifie de « cohabitation » car elle ne peut mettre en doute — du président de la République.

La faute en est d'une part à la pesanteur conservatrice de la majorité, d'autre part au scepticisme — ou au scepticisme — dénotant et stérile — comme l'appellait Pasteur — de l'opposition.

Il est bien évident que, dans le système actuel, il ne peut y avoir d'alternance sans le parti socialiste. Or celui-ci ne peut assumer, seul, cette alternance. Quelle que soit l'ampleur du « rassemblement populaire » autour du parti socialiste — qu'appelle de ses vœux François Mitterrand, il ne peut, à lui seul, constituer une majorité.

Personne, en France, ne peut prétendre au pouvoir sans partage.

D'aucuns ne conçoivent l'alternance que dans l'alternative. Il n'y a pas, disent-ils, d'acceptation réelle de l'alternance sans acceptation de l'alternative. Mais où situent-ils l'alternative ?

Dans la résurrection d'une union de la gauche défunte et enterrée par ses propres protagonistes ?

Dans un nouveau programme commun dont l'expérience a prouvé qu'il n'était qu'une vue de l'esprit ?

Dans un gouvernement social-communiste où tout séparerait les partenaires, aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que dans le domaine de la politique étrangère, et que les communistes n'accepteraient que dans la mesure où ils le domineraient ?

Où en serions-nous maintenant si un tel gouvernement avait été amené au pouvoir en 1978 ?

En dehors d'une alliance — dont plus personne ne semble vouloir — avec un parti communiste de plus en plus renfermé sur lui-même, où est l'alternative pour le parti socialiste ?

Nous ne sommes plus en 1972. Tant que le parti socialiste poursuivra la chimère d'arriver au pouvoir avec le parti communiste et grâce à lui, il est perdu d'avance et se condamne à s'enfermer pour longtemps dans une opposition de plus en plus virulente, sectaire, inefficace. L'alternance implique donc, qu'on le veuille ou non, la participation du parti socialiste aux affaires de l'Etat. Mais alors, avec qui ? Aujourd'hui — ou dans quelques mois, une fois passées les élections présidentielles — avec tous ceux, ils sont nombreux, qui souhaitent partager les responsabilités gouvernementales après vingt-deux ans d'absence. Le parti socialiste n'est pas le seul à vouloir le changement, mais le changement ne peut se faire sans le parti socialiste. Il lui faut donc s'allier à ceux qui, au sein d'autres formations ou en dehors d'elles, estiment comme les socialistes et avec eux que « l'alternance implique non seulement un remplacement des équipes, mais une volonté, un effort, un projet vers des rapports économiques, sociaux, culturels, humains diffé-

rents », comme l'a écrit Laurent Fabius. Mais n'est-ce pas le langage maintes fois exprimé avec les efforts — ne que personne ne peut mettre en doute — du président de la République ?

Cui, mieux que les socialistes, peut en participer à l'alternance contribuer à faire avancer ces grands idéaux que sont le progrès social, la justice, la dignité de l'homme ?

« Aller vers l'idéal en comprenant le réel », disait déjà laur.

Mais il ne suffit pas de dénoncer le réel. Il faut lui trouver un remède. Sans nul doute, le retour au scrutin proportionnel, seul système susceptible de mettre fin à la cassure de la France en deux blocs hostiles, serait de nature à favoriser l'alternance.

Réduits en 1981, Valéry Giscard d'Estaing sera-t-il le premier président de la V^e République à réaliser l'alternance ?

Je le souhaite pour la démocratie, je le souhaite pour mon pays.

(*) Ancien ministre, député de l'Ailier, président d'honneur du parti radical-socialiste.

Une majorité ?

Ces Français satisfaits de la personnalisation du pouvoir forment-ils encore une majorité ? On a le droit d'en douter. Ne sont-ils pas chaque jour plus nombreux ceux à qui, sans qu'ils puissent manifester concrètement leurs sentiments — il faut bien s'accommoder de ce qui existe et le taux des abstentions, des bulletins blancs ou nuls peut-être interprétés très diversement lors d'un scrutin présidentiel, — les inconvénients et les dangers de cette personnalisation du pouvoir n'échappent pas, ceux que trouble le climat de dégradation de l'esprit civique qu'elle a engendré, ceux qui constatent que pleins à l'Elysée est devenu la préoccupation majeure de l'administration française, des détenteurs de hautes fonctions notamment, ceux qui se demandent avec angoisse si le virus de la servilité égarnera, à la longue, un seul corps de l'Etat ?

Mais comment, à moins qu'un conflit hypothétique et peu souhaitable — ses suites pouvant être désastreuses — ne surgisse un jour entre le président et l'Assemblée nationale, remédier à notre déchéance en tant que citoyens ? Comment amener, par une voie légale, le président de la République, quel qu'il soit, dans une longue période qu'il sera l'« élu du peuple », à respecter l'esprit et la lettre de la Constitution, à se borner à un rôle d'arbitre, à laisser le gouvernement gouverner ? Et sa désignation directe par tous les Français n'est-elle pas une chose définitivement acquise ? N'est-elle pas, comme on le répète volontiers, « entrée dans les mœurs » ?

Si on y réfléchit un tant soit peu, l'expression « entré dans les mœurs » n'a, en politique, aucune signification précise. De quelles institutions peut-on dire qu'elles sont entrées dans les mœurs, alors que d'autres ne le seraient pas ? Les bénéficiaires de tout nouveau régime ont, du reste, tendance à s'imaginer vite, et souvent à tort, qu'il est entré dans les mœurs. C'était, pour la Monarchie de Juillet, la conviction de Louis-Philippe, d'après ce qu'on rapporte tous ses interlocuteurs, à la veille des journées de février 1848. C'était, pour le Second Empire, celle de Napoléon III, à la veille de Sedan. Seule la III^e République n'a paru assurée de son avenir qu'au bout d'une vingtaine d'années, et c'est, depuis 1958, le seul régime dont la durée n'ait pas été brève.

Il y aurait cependant un moyen de s'assurer que les Français, instruits par l'expérience, tiennent autant qu'on le dit à prendre la lourde responsabilité d'être au suffrage direct le président de la République, et si sa désignation par l'Assemblée nationale et le Sénat réunis ne leur paraît pas un sage retour au passé. Ce moyen, si simple que personne ne paraît y songer, consisterait à le leur demander. Mais, à défaut du président en fonctions, que l'on voit mal prenant une initiative de ce genre, qui, parmi les politiciens, à quelque parti qu'il appartienne, aura le courage de se comporter en homme d'Etat, osera faire campagne en faveur d'une consultation populaire sur un sujet tenu pour tabou et, s'il est candidat à l'Elysée, s'engagera à se démettre de la présidence au cas où le référendum apporterait la preuve que les Français ont, sur le mode de désignation du chef de l'Etat, changé d'avis ? Cet appel au peuple souverain serait d'ailleurs en tout point conforme aux préceptes du fondateur de la V^e République, et l'on peut supposer, puisqu'il est maintenant d'usage d'évoquer à tout propos une grande ombre, que le général de Gaulle n'y serait pas hostile. Comment voterait-il alors s'il sortait de sa tombe ? J'ai bien, li-dessus, mon idée ; mais à quel bon l'exprimer.

(*) Ancien diplomate.

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du numéro du 31 août

- La France jardine.
- Prato, un Hongkong à l'italienne.
- Les enfants vagabonds au dix-neuvième siècle.

- Le passé en cassette.
- Un producteur et son cinéma.
- Philippe d'Iribarne et la société de liberté.
- Les marionnettes de M. Oe.
- Lukacs et l'ombre de Staline.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

L'état du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Jérusalem, par Avraham Yehoshua.
- Jours d'été : les mareyeurs à l'écluse.
- Trait libre : Caillon.
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre XI), par Balhazar.
- Ce fut une très belle apocalypse (onzième épisode), par Gérard Mathieu.
- Sports : le frisbee.
- Une nouvelle de Catherine Aymard.

En vente avec le numéro daté dimanche-mardi : 3,50 F

(1) *Le Monde* daté 10-11 août 1980.

(*) Député des Yvelines (U.D.F.).

هكذا من الأمل

Le Monde

étranger

EUROPE

LA CRISE POLITIQUE EN POLOGNE

La prolongation des grèves en Pologne et la détérioration de la situation économique qu'elles entraînent amènent plusieurs gouvernements occidentaux à envisager de fournir à Varsovie une aide financière et matérielle exceptionnelle.

A Bonn, le chancelier Schmidt, qui s'est montré pessimiste sur l'évolution de la situation internationale, a indiqué jeudi 28 août que le président Carter s'était prononcé pour une aide occidentale en faveur de la Pologne dans une lettre écrite mardi au chef du gouvernement de Bonn. M. Schmidt a déclaré qu'il était « entièrement d'accord » avec M. Carter sur ce point. Rappelant qu'un consortium bancaire ouest-allemand avait décidé récemment de fournir un crédit de 1,2 milliard de marks (environ 2,8 milliards de francs) à Varsovie, il a remarqué qu'une telle assistance était indispensable « pour des raisons politiques ».

Du côté américain, on confirme que le gouvernement polonais a officiellement demandé aux États-Unis pour l'an prochain une augmentation de 22 % des crédits pour l'achat de céréales et de produits alimentaires. Cette requête a été présentée lundi 25 août à M. Bergland, secrétaire à l'Agriculture, par M. Spasowski, ambassadeur de Pologne à Washington. L'acceptation de cette demande

porterait les crédits annuels américains de 530 millions de dollars à 670 millions de dollars.

Le gouvernement américain, qui souhaite examiner les besoins de Varsovie sans donner l'impression à Moscou de s'engager dans la crise pour en tirer profit, subit la pression de différentes associations de citoyens des États-Unis d'origine polonaise. Au cours d'une réunion en début de semaine au département d'État, les dirigeants de ces organisations ont soumis aux responsables américains un mémorandum destiné à « établir immédiatement un programme de forte assistance économique à la Pologne ». Outre l'augmentation des crédits pour l'achat de céréales, ce document préconise un nouveau calendrier pour le paiement de la dette polonaise, un plan alimentaire d'urgence et un doublement du quota du volume de la pêche autorisée dans les eaux riveraines de l'Alaska. On se contente officiellement à Washington d'indiquer que ces propositions sont à l'étude.

Plusieurs organisations syndicales ont pris position au cours des dernières vingt-quatre heures sur les événements de Pologne. La Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), qui a son siège à Prague, à la suite de la visite d'une délégation à Varsovie, « appelle les travailleurs

du monde à être vigilants devant les attaques actuelles qui frappent la Pologne ». En revanche, la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) estime qu'elle pourrait offrir ses bons offices pour aider à la réalisation concrète des réformes promises aux grévistes afin qu'elles se fassent dans l'esprit des conventions de l'Organisation internationale du travail. Enfin, une délégation de la Confédération unitaire des syndicats italiens a quitté Rome jeudi pour Varsovie afin d'apporter aux travailleurs polonais « la solidarité du mouvement syndical italien » et insister sur la nécessité de maintenir l'« esprit d'ouverture et de négociation ».

En Europe de l'Est, où se poursuivent les préparatifs des prochaines manœuvres en R.D.A., les observateurs notent le retard ou la lenteur des troupes polonaises à se mettre en place. — Les milieux officiels manifestent une inquiétude grandissante devant l'évolution de la situation en Pologne. L'agence de presse est-allemande A.N. souligne les dangers que représentent les « éléments antisocialistes de moins en moins cachés » et indique que de nombreuses réunions se sont tenues au niveau local au sein du parti polonais pour débattre de cette menace.

A Bucarest, « Scinteia », l'organe du P.C. rou-

main, condamne par avance une éventuelle intervention extérieure dans les affaires polonaises. Le journal affirme le « droit souverain et inaliénable du peuple polonais de résoudre lui-même, sans intervention extérieure, les problèmes intérieurs qui se posent ». L'organe du P.C. souligne cependant que le règlement de ce qu'il appelle les « problèmes sociaux-économiques » de ce pays « réclame un travail incessable, un esprit d'ordre, le renforcement de la discipline et l'union étroite des efforts du peuple entier ». Les interruptions de travail et les grèves ne peuvent que compliquer les problèmes, estime « Scinteia ».

A Paris, trois dissidents soviétiques en exil apportent, dans une déclaration, « leur soutien plein et entier aux ouvriers polonais en grève ». « Nous espérons et croyons que la lutte aujourd'hui des Polonais sera demain celle des peuples d'Union soviétique », écrivent-ils. Parmi les signataires figurent l'ancien général Piotr Grigorenko, Léonid Pliouchitch, C. Lubarsky, D'autre part, Vladimir Borissov et Victor Fainberg, membres de l'Union interprofessionnelle des travailleurs libres (I.S.M.O.T.), organisation illégale fondée en U.R.S.S., saluent « la lutte héroïque des ouvriers polonais pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques ».

Un commentateur dénonce « les éléments anti-socialistes »

(Suite de la première page.)

Dans la soirée, M. Jankowski, le nouveau président du Conseil central des syndicats, a annoncé à la télévision que la majorité des revendications des grévistes avaient été acceptées, mais que la Pologne « doit préserver l'unité des syndicats ». « Une rapide compréhension est absolument nécessaire comme la soit de profondes réformes », a-t-il dit.

La confusion a été accrue par des tractations de couloirs sur un appel que le M.K.S. voulait lancer d'abord avec la commission Jagielski, puis seul, par la radio à toutes les entreprises de Pologne, afin qu'elles ne se mettent pas en grève, de façon à ne pas « pousser le pays à la limite de l'effondrement ». Dans cet appel, le M.K.S. déclarait notamment : « Nous ne sommes pas pour l'extension des grèves qui risquent de pousser le pays à la limite de l'effondrement, n'entreprenez pas de nouvelles grèves. » Il a ajouté que si de nouvelles grèves devaient se produire, cela constituerait un « danger » pour le pays. Le comité inter-entreprises « remerciait » les travailleurs qui lui ont manifesté leur solidarité et précisait que, parmi ses vingt et une revendications, celle

qui est la plus importante concerne les « syndicats indépendants ». M. Walesa a expliqué qu'il « n'est pas bon que la Pologne soit terrorisée. Les gens doivent manger. Si nous n'obtenons pas de résultats d'ici trois ou quatre jours, alors, que les grèves s'étendent ! » En fin de compte, devant le risque de donner l'impression que le véritable pouvoir s'était déplacé de Varsovie à Gdansk, les autorités ont refusé de céder l'antenne au M.K.S., tout ce pour une bonne cause. La réunion M.K.S.-commission Jagielski du soir fut annulée et ajournée à vendredi. Dans la capitale, où le bureau politique, tantôt au complet, tantôt constitué en état-major de crise, continue à siéger pratiquement sans discontinuer, les rumeurs persistent sur la démission de M. Gierak, le premier secrétaire, ont provoqué un démenti catégorique de source autorisée : un changement à ce niveau, rappelait-on, ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une session du comité central.

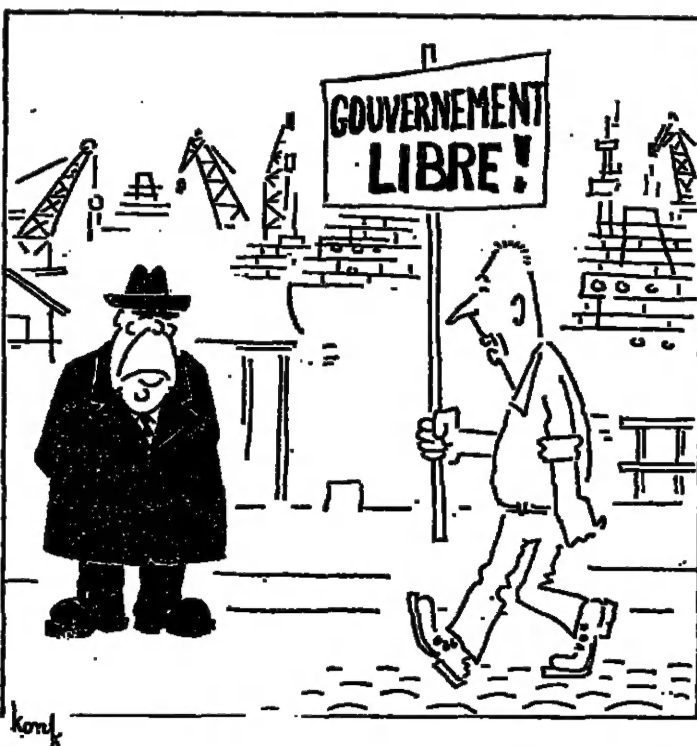
« Éléments antisocialistes et groupes extrémistes »

Dans les milieux proches de la direction politique, on laisse entendre qu'une démission du premier secrétaire, outre qu'elle risquerait de n'avoir aucun effet sur la crise, pourrait donner l'impression que le pouvoir central a perdu le contrôle de la situation. Dès lors, estimait-on, M. Gierak n'a d'autre choix que de rester en fonctions jusqu'au retour du pays à une situation normale. Mais les rumeurs sur son remplacement par le nouvel homme fort du bureau politique, M. Olaszowski, continuent à courir de plus belle.

La réflexion la plus inquiétante de la journée est venue du directeur de l'agence officielle Interpress, M. Mirosław Wojciechowski, dont les interventions en cas de crise sont habituellement dictées par le bureau politique. Devant un groupe de journalistes étrangers très sur le vif, il a dénoncé « l'escalade » à laquelle se livrent en Pologne « les éléments antisocialistes et les groupes extrémistes ». Il a décrit une situation comme « très grave et de nature à provoquer une situation anormale dans tout le pays » : le nombre d'entreprises en grève augmente de jour en jour, le nombre de celles qui sont contraintes d'arrêter le travail par manque de matières premières augmente dans

les mêmes proportions. « Cette situation ne peut durer », a-t-il ajouté. La commission gouvernementale chargée d'examiner les revendications des grévistes de Gdansk, a-t-il poursuivi, est allée « très loin » dans les concessions, sans parvenir à aucun résultat visible.

Enfin, à Varsovie, Mme Anka Kowalska, porte-parole du KOR (Comité d'autodéfense sociale - dissident) a lancé dans la soirée de



(Dessin de KONK.)

jeudi un appel à la presse internationale en faveur de ses camarades emprisonnés depuis neuf et dix jours dans des conditions qu'elle a décrites comme « épouvantables ». Mme Kowalska a indiqué que huit membres du KOR, appréhendés il y a neuf jours pour les uns et dix jours pour d'autres, sont encore sous les verrous. Il s'agit de MM. Andrzej Bulc, Mirosław Chojnacki, Ludwik Dorn, Wiesław Kacik, Sergiusz Kowalski, Jacek Kuron, Jan Litniewski et Adam Michnik. Les autorités ne prennent même pas la peine de les relâcher à l'expiration du délai légal de garde à vue de quarante-huit heures pour les arrêter de nouveau aussitôt, mais les transfèrent directement d'un commissariat à un autre.

La situation a été fort bien résumée par M. Rakowski, rédacteur en chef de Polityka, qui définit ainsi à la télévision les deux possibilités : « le chaos et l'auto-destruction ou un renouveau en profondeur, sérieux et sincère, de tous les domaines de la vie où sont apparues de nombreuses déformations ». Et d'ajouter que le pouvoir ne peut pas procéder à « genoux » aux « importantes corrections du système ».

Désormais, le Monde des PHILATÉLISTES paraît le 25 du mois

TÉMOIGNAGE

Sur la voie du « printemps de Prague » ?

par PAVEL TIGRID (*)

ment au pouvoir pompe le pouvoir exclusif indispensable à sa survie. Cela ne signifie pas pour autant que les Polonais devraient renoncer à formuler des revendications politiques. Bien au contraire, s'ils ne le faisaient pas, leur bataille serait perdue d'avance parce qu'une réforme sociale et économique, valable et durable, n'est pas possible sans une réforme politique en profondeur et, partant, sans des changements de la structure du régime (cela aussi est une des expériences du « printemps de Prague »). Est-ce alors un cercle vicieux ? Dans une certaine mesure, assurément — mais, en même temps, il faut constater une différence essentielle, historique, entre le « printemps de Prague » 1968 et l'été polonais de 1980 : à la tête de la révolution polonaise, il n'y a ni des représentants de l'établissement qui voudraient améliorer un régime qui a fait faillite, ni des communistes réformistes

romantiques, même pas des intellectuels qu'il est aisé de réduire au silence, mais des ouvriers dans leurs usines, des centaines de milliers d'entre eux. Et à leurs côtés, invités par eux, des intellectuels experts. C'est une coalition qui inspire le respect, que l'on ne saurait ignorer ou sous-estimer à condition qu'elle tienne, qu'elle croisse et qu'elle se renforce. Lénine ne se trompait pas à cet égard et, à Varsovie comme à Moscou, on le comprend aussi. C'est pourquoi la révolution polonaise est moins menacée par les chars que par la tactique du « saut » de l'établissement : fatiguer les ouvriers par des négociations interminables, briser leur unité, les attirer par des promesses qui ne seront pas tenues « fin de compte ».

(*) Journaliste et écrivain d'origine tchèque (Printemps de Prague, Le Seuil, Amère révolution, Albin Michel).

Union soviétique

Le prêtre orthodoxe Gleb Yakounine a été condamné à cinq ans de camp

Moscou (A.F.P.). — Le Père Gleb Yakounine, fondateur du « Comité chrétien pour la défense des croyants », a été condamné jeudi 28 août à cinq ans de camp à régime sévère suivis de cinq ans d'assignation à résidence pour « activités antisoviétiques ».

Ordonné prêtre en 1962, à l'âge de vingt-sept ans, le Père Yakounine est devenu très vite l'un des chefs de file de la dissidence au sein de l'Eglise orthodoxe. En 1968, il dénonça, dans une lettre au patriarche Alexis, la collaboration d'une partie du clergé avec les autorités pendant les persécutions religieuses de l'époque khrouchchévienne. Cette lettre lui valut d'être interdit l'année suivante, et il servait depuis 1966 comme chantre et lecteur dans diverses églises de la région de Moscou. En 1976, il rédigea avec un laïc, M. Lev Regelson, une lettre à l'assemblée œcuménique des Églises, à Nairôbi, dans laquelle il appelle les chrétiens à s'unir pour la défense de « leurs frères persécutés ». En 1976, il fonda, avec l'archidiacre Haïoulène et M. Viktor Kapitanevitch, le « comité chrétien pour la défense des croyants », qui depuis quatre ans, informe l'opinion publique et les journaux occidentaux à Moscou des procès intentés pour des motifs religieux aux orthodoxes, aux catholiques lituaniens, aux adventistes du septième jour, aux baptistes. Depuis l'arrestation du Père Yakounine, en novembre 1978, celle du physicien Lev Regelson en décembre et de celle de M. Kapitanevitch, quelques mois plus tard, le comité n'a plus guère d'activités.

Ni les journaux occidentaux ni les amis du prêtre dissident n'ont pu assister au procès. L'agence Tass a annoncé le verdict jeudi et affirmé que des « preuves irréfutables des liens criminels de Yakounine avec les centres subversifs de l'étranger » ont été présentées au tribunal. Le département d'État américain s'est vivement élevé, dès jeudi, contre la condamnation. « Nous déplorons ce procès, qui revient à une persécution religieuse, ainsi que la condamnation du pape », a notamment déclaré son porte-parole. D'autre part, une peine de quatre ans de camp suivie de

A Alma-Ata

M. LEONID BREJNEV DÉNONCE LA POLITIQUE « EXTRÊMEMENT DANGEREUSE » DES ÉTATS-UNIS

Moscou (A.F.P.). — Dans un discours télévisé prononcé à Alma-Ata, M. Brejnev a déclaré, vendredi 29 août, la politique « extrêmement dangereuse » des États-Unis et a mis l'accent sur le fait d'analyser les initiatives soviétiques en matière de désarmement. « C'est également déclaré que l'Union soviétique « ne sera jamais isolée » par des embargos ou des boycottages. Ses récentes rencontres avec des dirigeants français et ouest-allemands en sont la preuve, a-t-il dit. M. Brejnev a encore déclaré que la position soviétique sur l'Iran est « inacceptable », que l'Union soviétique est disposée à développer des relations « importantes et fructueuses » avec le Japon, mais que des forces « extrémistes » poussent Tokyo à une militarisation et que la politique chinoise reste hostile à l'égard de l'Union soviétique, en dépit de certains changements intérieurs en Chine. M. Brejnev, rentré récemment de vacances en Crimée, semblait en bonne santé.

● Le parti communiste marxiste-léniniste, qui appuie son « appui total » à la lutte des travailleurs polonais pour les libertés démocratiques, considère que le combat (qu'ils mènent) est dirigé contre un pouvoir étranger au socialisme, un pouvoir qui n'est pas celui de la classe ouvrière, mais qui s'exerce contre la classe ouvrière. Le P.C.M.L. affirme : « La solidarité internationale s'impose aussi bien pour soutenir la classe ouvrière dans ses revendications démocratiques que pour prévenir une éventuelle intervention de l'U.R.S.S. contre ces revendications. En luttant pour ces libertés, la classe ouvrière polonaise lutte aussi pour l'indépendance de la Pologne. »

● Les comités communistes pour l'autogestion (trotskistes) soulignent que « la lutte des travailleurs polonais constitue un formidable encouragement pour tous ceux qui luttent à l'Est ou à l'Ouest pour un socialisme authentique démocratique, autogestionnaire, et qui y voient la seule réponse à la double crise des blocs capitalistes et bureaucratiques, qui risquent de préci-

pter le monde dans la guerre ». Les C.C.A. indiquent qu'ils prendront « les initiatives nécessaires pour que se constituent en France un large mouvement unitaire d'information et de solidarité avec la lutte des travailleurs polonais ».

● Le syndicat C.G.T. des correcteurs de Paris et de la région parisienne dans un télégramme à l'ambassade de Pologne en France, « affirme son soutien résolu aux travailleurs polonais en grève, notamment pour l'obtention de syndicats libres ; il demande la libération de Jacek Kuron et des membres du KOR emprisonnés ».

● D'importantes retards allant jusqu'à vingt-quatre heures perturbent, depuis plusieurs jours, l'activité des aéroports de Moscou qui accueillent le trafic intérieur à l'Union soviétique. Officiellement, les autorités mettent ce chaos sur le compte du mauvais temps. Les observateurs militaires occidentaux n'excluent pas, pour leur part, que des appareils de l'Armée, la compagnie aérienne soviétique, aient pu être réquisitionnés pour le transport de soldats devant participer aux manœuvres en R.D.A. — (A.F.P.)

AFRIQUE

LA FAMINE EN OUGANDA

L'aide étrangère a permis d'assurer pour six mois le ravitaillement des populations

هكذا عن الأسماء

PROCHE-ORIENT

Israël

La Turquie ferme ses deux consulats généraux à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Les conséquences de l'adoption par Israël de la loi sur la réunification de Jérusalem ne se limitent pas au seul départ des ambassades installées dans la ville sainte. Alors que la Colombie annonçait à son tour le transfert de son ambassade à Tel-Aviv (1), la Turquie a décidé le jeudi 28 août de fermer ses deux consulats généraux à Jérusalem. Comme la plupart des pays, dont la France, qui disposent d'une représentation consulaire à Jérusalem avant l'indépendance d'Israël et le partage de fait de la ville, la Turquie avait un consulat général dans le secteur israélien, et dans le secteur arabe administré jusqu'en 1967 par la Jordanie. L'annonce de la mesure prise par le gouvernement d'Ankara a été accueillie avec consternation en Israël, parce que non seulement c'est la première fois que des consulats ferment leur porte depuis la relance du débat sur le

(1) Sur les autres pays qui avaient le siège de leur ambassade à Jérusalem, seuls trois d'entre eux (la Belgique, le Canada et la République Dominicaine) n'ont pas encore pris de décision (le Monde du 28 août).

statut de Jérusalem, mais aussi et surtout parce que la Turquie est le seul pays du monde islamique (avec l'Égypte maintenant) qui entretient des relations officielles avec l'État juif. À ce sujet, les Israéliens soulignent ce vendredi que la Turquie conserve à Tel-Aviv une mission (en anglais légation) diplomatique dirigée par un chargé d'affaires. La Turquie ne jamais eu d'ambassade en Israël.

Après le vote de la Knesset le 30 juillet, le gouvernement israélien avait rappelé à Ankara « pour consultation » son chargé d'affaires en poste à Tel-Aviv.

Autre effet de la vague de protestations internationales contre la politique israélienne, la Suisse, selon des sources israéliennes, aurait ajourné la conclusion d'un accord avec Israël concernant le régime de versement des pensions de retraite entre les deux pays, parce que ce document devait être signé à Jérusalem. L'ambassade de la Confédération helvétique est installée, comme la plupart des autres représentations diplomatiques, à Tel-Aviv.

FRANCIS CORNU.

Liban

LES ÉTATS-UNIS CONDAMNENT À NOUVEAU LES RAIDS ISRAËLIENS DANS LE SUD

Les États-Unis ont condamné, jeudi 28 août, le nouveau raid lancé mercredi soir par les forces israéliennes au Sud-Liban. Le porte-parole du département d'État, M. John Taitner, a déclaré que « toutes les parties concernées devraient immédiatement mettre fin à leurs initiatives militaires, qui ne font qu'aggraver le cycle de la violence ».

Cette mise en garde intervenait au lendemain de la déclaration de M. Moshé Arens, le président de la commission parlementaire de la défense, qui a affirmé dans une interview à la radio de l'armée qu'« Israël ne pourra pas supporter longtemps encore l'existence d'un mini-État palestinien au Sud-Liban, dont la seule raison d'être est de nous faire la guerre ».

Jordanie

M. MOUDAR BADRANE PRÉSIDE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Le roi Hussein de Jordanie a changé de gouvernement le jeudi 28 août. Il avait maintenu en fonction pendant deux mois celui du chérif Abdel Hamid Charaf, après la mort subite de ce dernier le 3 juillet 1980. Il s'était contenté alors de nommer un nouveau premier ministre « intérimaire » en la personne de M. Kasseb Rimawi, qui a présenté jeudi sa démission.

Le nouveau cabinet, qui comprend vingt et un ministres, dont sept d'origine palestinienne, est présidé par M. Moudar Badrane, qui, avant d'être remplacé par M. Charaf, avait hérité tous les records de longévité en demeurant à son poste plus de trois ans d'affilée (juillet 1976 - octobre 1979).

Aucune modification de la position jordanienne, en particulier étrangère dite de « refus positif » (des accords de Camp David) n'est attendue. Dans ses directives au nouveau gouvernement, le roi Hussein insiste sur deux points : encourager l'Europe à persévérer dans la voie « estimable et bienvenue » qu'elle est engagée vis-à-vis de la cause du Proche-Orient, et préparer le prochain sommet arabe, qui doit, pour la première fois, se tenir à Amman, en novembre.

Le souverain jordanien a sans doute voulu disposer à ses côtés, pour cette occasion, d'un homme ayant l'expérience du pouvoir, de l'organisation et de la sécurité (M. Badrane a été directeur des renseignements généraux jordanien de 1968 à 1970).

Dans sa réponse à l'adresse royale, M. Badrane a déclaré, entre autres, que le nouveau gouvernement « respectera les principes de l'islam sans fanatisme ni extrémisme ».

LUCIEN GEORGE.

(Les principaux nouveaux ministres sont, à part le chef du gouvernement, M. Moudar Badrane, qui assume également le poste de la défense, M. Marwan El Kassab, affaires étrangères), Salem Massadeh (finances) et Salehman Arar (intérieur).

Iran

Amnesty International lance un appel pour que cessent les exécutions et les arrestations arbitraires

L'organisation humanitaire Amnesty International a publié, le vendredi 29 août, un appel au nouveau premier ministre iranien, M. Mohamad Ali Radjail, afin que soit mis un terme « aux exécutions et aux arrestations dont sont victimes des personnes en raison de leur origine ou de leurs convictions ».

Dans la lettre adressée à M. Radjail le 19 août, Amnesty International « exprime sa profonde inquiétude devant les violations répétées des droits de l'homme commises depuis la révolution et particulièrement devant le grand nombre d'exécutions qui ont eu lieu. Le droit à un procès juste et équitable a constamment été dénié aux personnes détenues devant les tribunaux révolutionnaires islamiques ».

La lettre d'Amnesty International était jointe un volumineux rapport sur les problèmes de la législation et des droits de l'homme en Iran. Ce rapport, fondé sur les constatations d'une mission qui s'est rendue en Iran en 1979 et sur l'étude de centaines de procès, conclut que de nombreuses personnes ont été exécutées sans avoir eu droit à un procès juste et équitable. Le rapport avait été adressé, avant publication, aux autorités iraniennes en janvier dernier, mais l'organisation n'a, à ce jour, reçu aucune réponse aux différentes questions soulevées.

La lettre au premier ministre

exprime également l'inquiétude d'Amnesty International « devant le nombre croissant d'arrestations de personnes considérées comme des opposants par les autorités iraniennes et parmi lesquelles figurent même des membres du Parlement. Dans de nombreux cas les personnes arrêtées avaient été des opposants actifs au régime du chah et certains avaient été emprisonnés en raison de leurs convictions politiques ».

« Les arrestations de membres de communautés juives, zoroastriennes, chrétiennes, semblent remettre en question l'esprit de tolérance religieuse qui était censé régner après la révolution et que reflète la nouvelle constitution iranienne. Certains membres de ces communautés ont dû subir une longue détention sans inculpation ni procès et d'autres ont été emprisonnés en raison de leur appartenance à une communauté religieuse », affirme encore Amnesty International avant d'indiquer qu'elle accueillera avec satisfaction toute possibilité de s'entretenir avec les autorités iraniennes, qui affirment vouloir démontrer leur premier ministre iranien ou avec les représentants diplomatiques de son pays.

M. Dom Mintoff, premier ministre de Malte expulse les cinquante conseillers militaires libyens

« Malte considère l'attitude libyenne comme celle d'un ennemi et, dans une première étape, tous les militaires libyens servant dans le pays seront expulsés car ils représentent un danger pour la liberté de l'île », a annoncé mercredi soir 27 août, un communiqué du ministère maltais des affaires étrangères. Les conseillers militaires, au nombre d'une cinquantaine, entraîneraient les Maltais à l'utilisation et à l'entretien d'hélicoptères. Ainsi prend fin la trêve de miel qui avait commencé en 1974 entre Tripoli et La Valette et qui avait atteint son point culminant en 1978.

Quelques années après l'indépendance de Malte, en 1964, le premier ministre travailliste, M. Dom Mintoff, qui venait d'être porté au pouvoir, avait décidé d'affranchir l'île de l'emprise britannique et de celle de l'OTAN pour en faire un « pont entre l'Europe et l'Afrique ». Il avait, entre autres, amorcé un rapprochement avec la Libye voisine. En 1975, à l'occasion d'une visite officielle à La Valette, le colonel Kadhafi proposa une « exploitation en commun des eaux » du plateau continental entre les deux pays. Deux ans plus tard, le ministre maltais demanda que le « partage à l'amiable » soit confirmé par la Cour internationale de La Haye.

En attendant, Malte interrompit, en signe de bonne volonté, les recherches pétrolières effectuées par trois compagnies, Elf-Aquitaine, Texaco et Amoco. Le colonel Kadhafi faisant la sourde oreille, M. Dom Mintoff se rendit à Tripoli en octobre 1979 : l'inabordable colonel le renvoya aux conseils populaires qui posent toutes sortes de conditions, notamment la propagation de l'islam et l'enseignement de l'arabe dans l'île et l'octroi de bases à la Libye. Le premier ministre maltais accepte certaines conditions mais se rend compte que la grotte commence à se

faire entendre dans la population maltaise. Il y a trois mois, en mai, il retourne à Tripoli, où le colonel Kadhafi ne le reçoit pas, mais le renvoie cette fois au numéro deux, le commandant Jalloud. Dans l'intervalle, la Libye avait promis de verser, en cinq ans, quelque 40 millions de livres pour compenser le manque de pétrole de l'île, qui avait obtenu en 1979 le retrait définitif des forces de la Grande-Bretagne et de l'OTAN. Il semble toutefois que les promesses libyennes ne se soient pas concrétisées. Constatant la mauvaise volonté de Tripoli sur toute la ligne, M. Dom Mintoff passe à la contre-offensive début juillet : il ferme la Voie de l'amitié et de la solidarité, poste libyen émettant à partir de Malte depuis 1974, et, par le biais de l'ENI, demande à la Libye de reprendre la prospection pétrolière.

Entre-temps, le 6 juillet, un attentat avait détruit les locaux de la Libyenne Airlines et ceux du centre culturel libyen. Il est revendiqué, dans un communiqué adressé à Jeune Afrique, par le Fronte national libyen, qui affirme « vouloir démontrer les activités expansionnistes et nationalistes de Kadhafi à Malte ».

La Libye riposte et exerce des pressions. Le 25 août, l'Office national des hydrocarbures (ONH) publie à Rome un communiqué annonçant qu'une semaine plus tard, deux unités de la marine libyenne, dont un sous-marin, ont menacé la plate-forme pétrolière Salpinx II, installée sur le banc de Medina, au sud de l'île de Malte. Les Libyens affirment que les recherches étaient effectuées dans leurs eaux territoriales, l'ENI et la Texaco prédisent avoir suspendu provisoirement leurs travaux. C'est dans ce contexte que M. Dom Mintoff a fait expulser les militaires libyens.

PAUL BALTA.

ASIE

Chine

M. Deng Xiaoping insiste sur une meilleure utilisation des compétences pour réaliser les « quatre modernisations »

M. Deng Xiaoping, vice-premier ministre, a insisté, jeudi 28 août, devant la Conférence politique consultative du peuple chinois, sur la nécessité d'utiliser au mieux les compétences afin de réaliser les « quatre modernisations ».

Une assemblée de barbes blanches

De notre correspondant

Pékin. — La Conférence politique consultative du peuple chinois est un des hauts lieux politiques de la nouvelle Chine. C'est cette assemblée qui adopta en 1949 la première charte de la République populaire, elle est encore censée incarner l'union de tous les patriotes de Chine et, si le rôle directeur du parti communiste y est expressément reconnu, elle demeure le lieu où se retrouvent — par désignation ou cooptation — les représentants des diverses familles spirituelles constituant cette vaste nation.

Trente ans après la fondation du régime, cette assemblée a sensiblement vieilli. Plusieurs membres de son présidium doivent être assistés pour gagner leurs places et le poids des ans pèse visiblement sur une partie de cet assemblée.

Et là, un peu isolés parmi les autres membres et les barbes blanches, quelques silhouettes plus jeunes : un effort a été accompli pour sélectionner dans de nouvelles générations les représentants des minorités nationales.

La plupart sont en cos-

tales. Il faut, a-t-il dit, améliorer progressivement la vie matérielle et culturelle des Chinois, tout en renforçant une situation politique « caractérisée par la stabilité, l'unité et le dynamisme ».

tumes traditionnels et se répètent de loin. Mais un examen attentif des rangs des députés révèle aussi de nombreuses surprises. Si le bloc vert des militaires en uniforme se distingue aisément, il faut y regarder de plus près pour reconnaître à leurs vêtements leur couleur les représentants des Chinois d'outre-mer — principalement de Hongkong et Macao — invités à siéger sous les vastes plafonds du Palais du peuple.

Un rôle de vedette, en cette séance inaugurale, est dévolu à M. Deng Xiaoping, président du comité permanent de la conférence. L'homme fort du régime sourit à la ronde, fume cigarette sur cigarette, évite — volontairement ou par nature — tout effet oratoire et prononce un bref discours d'ouverture du style le plus classique. Il y est question de la « démocratie socialiste », mais aussi de « la pensée de Mao Tse-tung », de la modernisation du pays comme de la lutte contre

« l'hégémonisme » et — inévitablement — du « retour de Taïwan à la mère patrie ».

Le bilan d'une année d'inter-session est dressé par un vétéran des premières étapes de la révolution chinoise, M. Xu Deheng. Les annuaires américains les mieux documentés lui donnent plus de quatre-vingt-cinq ans, et rappellent qu'il étudia à Paris et à Londres dans les années 20. S'il n'a jamais milité les armes à la main, M. Xu Deheng incarne, comme « intellectuel de gauche », l'esprit dans lequel se réunissait jeudi la Conférence politique consultative.

Dans une Chine qui a rebogé la révolution culturelle au rang des cauchemars, la force réprouvée du mandarinat est telle que la caution d'une assemblée aussi vénérable que peu engagée, dénuée de toute initiative politique comme l'est la Conférence consultative, contribue à sa manière à l'établissement d'un équilibre au sein des organes du pouvoir.

ALAIN JACOB.

Thaïlande

Bangkok rouvre sa frontière avec le Laos

De notre correspondant

Bangkok. — La Thaïlande a annoncé, le jeudi 28 août, la réouverture de sa frontière avec le Laos et la levée partielle du blocus économique imposé depuis deux mois à ce pays sans débouchés maritimes à la suite d'un incident naval survenu sur le Mékong le 17 juillet.

La décision de mettre un terme aux représailles imposées unilatéralement par les Thaïlandais a été prise par le Conseil national de sécurité réuni en présence du premier ministre, le général Prem Tinsulanonda. Elle a été justifiée, de façon particulièrement vague, par « des actions jugées satisfaisantes » du gouvernement de Vientiane. Cependant, aucun détail n'a été fourni à ce sujet et le premier ministre lui-même a paru infirmer l'explication officielle en déclarant que la levée du blocus avait été décidée « pour le peuple laotien et non pas pour le gouvernement » communiste.

En effet, le geste de Bangkok ne paraît pas être l'aboutissement d'une nouvelle négociation ni de concessions majeures de la part de Vientiane. En juillet, après l'échec d'une tentative négociée entre les deux parties, les dirigeants thaïlandais, et le premier ministre en particulier, avaient adopté une position intransigeante, exigeant que la partie laotienne reconnaisse ses torts, présente ses excuses et paie les dommages subis en échange d'une réouverture de la frontière au commerce international. Ces conditions avaient paru d'autant plus inacceptables aux Laotiens qu'ils rejetaient sur Bangkok

toute la responsabilité des incidents.

Le caractère volontariste de la déclaration officielle thaïlandaise, intervenant après une nette réduction de la tension frontalière, et, parallèlement, à un apaisement des propagandes antagonistes, permet de trouver une issue apparemment satisfaisante pour tous, puisqu'elle a reçu la sanction des militaires du Conseil national de sécurité. La partie laotienne devrait être satisfaite, sur le fond et dans la forme, de cette volonté de conciliation qui doit se traduire, ce vendredi, par la réouverture du point de passage frontalier de Nong-Khai par où transitent 80 % du commerce international du Laos.

Le blocus affectait également les projets de coopération et d'aide internationale, notamment des Nations unies, avec le Laos. On souligne, dans les milieux diplomatiques de Bangkok, que sa levée intervient à deux semaines de l'ouverture de la session de l'Assemblée générale des Nations unies au cours de laquelle les pays de l'ASEAN (1), les membres de la politique thaïlandaise, vont s'efforcer de rallier le plus grand nombre de voix pour maintenir la légalité internationale du régime déchu des Khmers rouges et pour s'opposer à l'offensive diplomatique de Hanoi et de ses alliés en vue d'entériner le fait accompli vietnamien au Cambodge.

R.-P. FARINGAUX.

(1) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Inde

Mme GANDHI SE PROPOSE DE MODIFIER LA CONSTITUTION POUR FAIRE FACE AUX TROUBLES RELIGIEUX ET ETHNIQUES

Le gouvernement de Mme Indira Gandhi a décidé mercredi 27 août de présenter au Parlement un projet de modification de la Constitution autorisant le pouvoir central à prendre des mesures d'exception pour faire face aux troubles ethniques et religieux qui se poursuivent dans plusieurs régions du pays.

Cet amendement prévoit que New-Delhi peut déclarer « zones troubles » n'importe quelle partie du pays, que le gouvernement local soit d'accord ou non. Le pouvoir central pourra envoyer dans ces zones des forces armées et mettre en place de tribunaux spéciaux chargés de juger les fauteurs de troubles.

Ce nouvel amendement devrait être promulgué sans difficulté, le parti de Mme Gandhi, le Congrès-Indira, disposant d'une majorité des deux-tiers à l'Assemblée. En vertu de la Constitution actuelle, qui avait été amendée en 1977 par le gouvernement précédent du Janata, seuls les gouvernements des États de l'Union peuvent décréter l'état d'urgence sur le plan local : le gouvernement central ne peut exercer cette prérogative qu'en cas de rébellion armée ou de péril extérieur.

L'initiative de Mme Gandhi est considérée par l'opposition comme une atteinte aux droits constitutionnels des États de l'Union. L'opposition s'inquiète de mesures qui rappellent en partie la législation d'exception adoptée par Mme Gandhi pendant l'état d'urgence qu'elle avait imposé en 1975. — (U.P.I., Reuters.)

OCÉANIE

Vanuatu

CHEF DE LA RÉBELLION DE L'ÎLE D'ESPIRITU SANTO

M. Jimmy Stevens aurait décidé de déposer les armes

On annonce de source officielle à Port-Vila que le chef des rebelles du Vemaran dans l'île d'Espiritu-Santo, M. Jimmy Stevens, a déclaré jeudi 28 août à des représentants du gouvernement central qu'il avait décidé de déposer les armes ce vendredi.

M. Stevens avait rencontré ces représentants à Luganville, la principale localité de Santo, pour négocier sa reddition. Il est ensuite rentré dans son quartier général du village de Vanafo — qui serait encerclé par le cordon de soldats de Papouasie — Nouvelle-Guinée — pour informer ses partisans.

Si cette reddition a effectivement lieu, elle devrait mettre fin à la tension qui se poursuit depuis des mois à Santo et qui s'était accentuée avec l'insuccès mercredi près de Luganville d'une unité de traitement de la noir de coco par les séparatistes. Cette destruction a causé un dommage considérable à l'économie de l'île. En dehors de Santo, la situation tend à se normaliser.

dans le reste de l'archipel. Le flux des rapatriés vers Nouméa s'est réduit à quelques personnes et les prisons se vident progressivement à Port-Vila et à Luganville.

D'autre part, le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a protesté jeudi auprès de la France au sujet d'émissions de Radio-Nouméa. M. Paulus Matane, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a remis au chargé d'affaires français, M. Jean-Paul Schriber, une note dénonçant l'utilisation de cette radio « comme arme de propagande dans le but de créer un sentiment anti-populaire en Nouvelle-Calédonie ». Ce texte dénonce les accusations d'« atrocités » qui, selon Radio-Nouméa, auraient été commises par les parachutistes papous à Santo, ainsi que la présence dans cette île de « ressortissants français engagés dans des activités subversives ». — (A.F.P., A.P., Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE PROCÈS DE TROIS ANCIENS NAZIS, qui auraient participé à la déportation de dizaines de milliers de juifs polonais vers les camps de la mort entre 1942 et 1944, s'est ouvert le 28 août à Hambourg. Il s'agit de Ernst Bensen, soixante-dix-huit ans, Walter Stegemann, soixante ans, et Ludwig Schroeder, soixante-sept ans, qui risquent une peine maximum de quinze ans de prison. D'autre part, un ancien journaliste, M. Werner Edgar Geiss, a été condamné le 28 août à Stade, en Basse-Saxe, à quinze mois de prison ferme pour avoir distribué lors du procès de l'ancien chef de la Gestapo parisienne, Kurt Lischka, en février, des tracts réfutant l'existence de chambres à gaz sous le régime hitlérien. — (A.F.P., U.P.I.)

Espagne

UNE DIZAINE DE VILLAGES proches de Séville se trouvaient totalement paralysés, jeudi, par une grève générale dont le but est de protester contre l'indifférence du gouvernement face au chômage en Andalousie. La grève déchaînée à l'initiative du Syndicat ouvrier de la campagne (S.O.C.), a été suivie par les

ouvriers agricoles, les travailleurs des usines de la région, les commerçants et les employés.

Pérou

MINIÈRES ET EMPLOYÉS DE BANQUE EN GREVE. — Seize mille mineurs de Cuajone, la plus grande mine de cuivre du Pérou, exploitée par la compagnie américaine Southern, ont entamé jeudi 28 août une grève. Par ailleurs, vingt-cinq mille employés de banque devaient débrayer ce vendredi dans tout le pays pour une durée indéterminée.

Tchad

M. GIBRARD D'ESTANG a reçu à déjeuner, le jeudi 28 août, M. Sanghor, chef de l'État sénégalais, avec lequel il s'est notamment entretenu de la question libyenne. À l'issue de cette rencontre, M. Sanghor a déclaré que les chefs d'État africains, ayant échoué dans leurs efforts pour mettre sur pied une force neutre dans le cadre de l'O.U.A., avaient dû se tourner vers les Nations unies, et se pencher qu'à la fin de septembre, on mettra en place une force des Nations unies, a-t-il précisé, ce qui permettra d'arriver à faire respecter le cessez-le-feu au Tchad. —

JUSTICE

UN HOMME «CASSÉ» PAR LA PRISON

Dix-sept mois de détention pour un viol non commis

Blaye (Gironde). — M. Jean-Claude Grégoire, vingt-neuf ans, accusé du viol d'une femme âgée de quatre-vingt-onze ans, aujourd'hui décédée, pensionnaire d'une maison de retraite dont il était directeur, a été acquitté au mois de juin par la cour d'assises de Charente-Maritime.

Il avait à peine vingt-huit ans, et la vie « un peu stupide », dit-il maintenant, dans une belle maison de retraite, à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime). Il possédait plusieurs voitures, des chevaux et des chiens qui effrayaient tout le village. Il était marié depuis dix ans à une fort jolie femme avec laquelle il ne s'entendait plus. Ils avaient trois enfants.

En deux jours, entre le 21 et le 22 janvier 1979, cette image de réussite, façade de l'homme d'un couple, s'est effondrée. Mme Christiane Grégoire et son mari se sont violemment querellés. Mme Grégoire a quitté la maison familiale. Peu après, une pensionnaire, Mme Marie Gailard, quatre-vingt-onze ans, s'est plainte, affirmant avoir subi des sévices sexuels. Elle portait des traces de coups sur le visage et des maculures au cou et au coude. Mme Gailard n'avait pu voir son agresseur. Elle désignait pourtant aux gendarmes le directeur, M. Grégoire, avant de varier dans ses déclarations au cours de l'instruction.

Le 23 janvier 1979, M. Grégoire était convoqué à la gendarmerie et arrêté pour viol. Déféré au parquet de Rochefort, il était présenté à M. Daniel Duchemin, juge d'instruction, qui l'inculpait et le plaçait sous mandat de dépôt. Forcé à la maison d'arrêt de Saintes, M. Grégoire allait rester en détention pendant les dix-sept mois d'une instruction « longue et difficile », selon le magistrat, « insuffisante et de parti pris », pour M. Grégoire.

Par deux fois, ses avocats, M^{rs} Serge Renaudaud, de Rochefort, et Pierre-Claude Lavialle, de Périgueux, déposèrent des mandes de mise en liberté, qui étaient refusées par le juge d'instruction.

Le jeune homme jovial et un peu trop corpulent, entré en prison en janvier 1979, est devenu sec et nerveux, très affecté par ses dix-sept mois de détention, au cours desquels il a perdu 40 kilos.

Le huis clos ordonné par le président des assises fait dire aujourd'hui à M. Grégoire, déclaré non coupable au terme des débats : « J'ai été privé d'un débat public et d'une reconnaissance publique de mon innocence. La justice ne doit pas être rendue ainsi, en cachette. »

Après des débats à huis clos et onze minutes de délibération, il était resté dix-sept mois en détention provisoire. Revenu à Blaye, sa ville natale, il demande à la justice, « un dédommagement, pas une réparation, car rien ne pourra jamais remplacer ces mois de liberté perdue ».

Coupable au terme des débats : « J'ai été privé d'un débat public et d'une reconnaissance publique de mon innocence. La justice ne doit pas être rendue ainsi, en cachette. »

« Cassé » par la prison, « une chose inimaginable, dure, trop dure, même pour les coupables, car elle est destructrice et inutile, elle ne répare rien », il rêve d'une nouvelle vie, où il pourrait « repartir de zéro ».

truction, puis par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers. « Le magistrat instructeur était persuadé de la culpabilité de mon client, indique M^{re} Renaudaud. Au départ, il semblait y avoir, en effet, des éléments de preuves matérielles, en particulier les lunettes de M. Grégoire et une culotte, censée appartenir à Mme Gailard, retrouvées sur les lieux de l'agression. Ce n'est qu'après treize mois d'instruction qu'on a ouvert ce dossier pour le présenter à une audience employée de la maison de retraite. Celle-ci a affirmé que cette culotte n'appartenait pas à Mme Gailard. »

Pour M. Grégoire, toute cette affaire est « une machination », à laquelle son épouse ne serait pas étrangère. « Sans le problème du couple, il n'y aurait pas eu d'affaire Grégoire », souligne son avocat. Pendant la détention provisoire de M. Grégoire, son entreprise, en liquidation de biens, a été vendue, ainsi que les voitures et les chevaux, « très au-dessous de leur valeur », estime leur ancien propriétaire. Il est poursuivi pour banqueroute simple, et son épouse — placée en détention provisoire pendant quatre mois, — pour banqueroute frauduleuse, détournement d'actes — elle a vendu des chevaux et des meubles en dépit de la liquidation de biens, — vol, abus de confiance.

Le jeune homme jovial et un peu trop corpulent, entré en prison en janvier 1979, est devenu sec et nerveux, très affecté par ses dix-sept mois de détention, au cours desquels il a perdu 40 kilos.

Le huis clos ordonné par le président des assises fait dire aujourd'hui à M. Grégoire, déclaré non coupable au terme des débats : « J'ai été privé d'un débat public et d'une reconnaissance publique de mon innocence. La justice ne doit pas être rendue ainsi, en cachette. »

« Cassé » par la prison, « une chose inimaginable, dure, trop dure, même pour les coupables, car elle est destructrice et inutile, elle ne répare rien », il rêve d'une nouvelle vie, où il pourrait « repartir de zéro ».

Faits et jugements

HUIT CENT SOIXANTE EXÉCUTIONS CAPITALS DANS LE MONDE EN 1979

Caracas. — Au moins huit cent soixante personnes ont été exécutées en 1979 dans le monde, a déclaré, mercredi 27 août, à Caracas, un dirigeant d'Amnesty International. Le nombre de morts est toujours en hausse dans ce monde où dix-sept pays ont exécuté des personnes en 1979.

Amnesty International souligne qu'un certain nombre de personnes exécutées ont été condamnées sans procès, notamment l'escroquerie, le vol, l'adultère ou la prostitution.

Amnesty International a également dénoncé le fait que l'application de la peine de mort soit généralisée contre les opposants politiques. — (A.F.P.)

Hot-dog et poursuites dans le XV^e arrondissement de Paris.

Une fusillade, qui n'a pas fait de victimes, s'est produite jeudi 28 août vers 15 heures dans le 15^e arrondissement de Paris entre un car de police-secours et un groupe de sept jeunes gens qui venaient de commettre un hold-up dans une agence du Crédit Lyonnais, 68, rue Biquet à Paris (7^e).

C'est à ce moment que le second véhicule a stoppé, que l'un des occupants en est descendu et a tiré une rafale de pistolet mitrailleur en direction du car, dont le conducteur a été blessé.

Un proxénète fait la grève de la faim depuis cinquante-six jours.

Marseille. — Un détenu de nationalité portugaise, M. Manuel Fernandes-Pereira, 36 ans, condamné le 1^{er} juillet dernier à quatre ans d'emprisonnement pour proxénétisme aggravé, observe la grève de la faim depuis cinquante-six jours à la prison des Baumettes, à Marseille.

Un restaurateur de Palerme (sicilienne), M. Carmelo Ianni, âgé de cinquante ans, a été assassiné jeudi 28 août au cours d'un règlement de comptes qui paraît être lié au démantèlement du réseau de trafiquants de drogue (le Monde des 28 et 29 août). Les enquêteurs ont établi que l'établissement de la victime avait été fréquenté notamment par le chef de la brigade des stupéfiants, M. André Bonquet, considéré comme le « chimiste », qui raffinaient l'héroïne aux environs de Palerme. Les policiers considèrent que ce meurtre est une mesure d'intimidation à l'égard de ceux qui savent quelque chose dans cette affaire. — (A.F.P.)

SPORTS

TENNIS AUX INTERNATIONALS DE FLUSHING-MEADOW Gerulaitis victime d'un artilleur

New-York. — Près du tiers des têtes de série éliminées au tournoi messieurs avant même la fin du deuxième tour : cette fois la grande explication a commencé dans la foulée de Flushing-Meadow, Doucizant quelques peu la hiérarchie au prix de farouches empogues. Après Gene Mayer et José-Luis Clerc, trois nouvelles têtes de série sont en effet tombées, jeudi 28 août : Peter Fleming (n° 9) a été « écarté » en une heure et trois sets (6-4, 6-2, 6-0), par le Sud-Africain Johan Kriek, auquel la surface synthétique continue de résister (il fut quart de finaliste des deux dernières années), Eddie Dibbs (n° 8) inlassable balayeur de fond de court a cédé en cinq sets au beau jeu d'attaque de l'Indien Vijay Amritraj, et surtout Vitas Gerulaitis (n° 5), qui, lui, n'a pas pu venir à bout du Californien Hank Pfister, vainqueur en force d'un match nocturne, qui a tenu en haleine trois heures durant près de dix mille spectateurs.

Côté français, Yannick Noah s'est débarrassé sans mal de l'Américain Bruce Manson, se qualifiant ainsi pour le troisième tour. Pascal Portes et Thierry Tulasne devaient jouer, quant à eux, ce vendredi, leur second match du tournoi contre Tim Wilkison et Mike Grant.

Grinier en bataille et tête basse, Vitas Gerulaitis a vite ramassé ses bagages, traversé le court à grands pas et disparu, rageur. La foule, debout, acclamait son tourneur. C'était trop. Lui, un habitué des finales — tel même l'an dernier, au Masters en janvier, et à Roland-Garros en juin — lui un homme du gotha, grand seigneur au Who's Who du tennis mondial, collectionneur de Rolls et favori du prince (Borg, bien sûr) ; lui, donc, défilait par un piège, un de ces gains-petit (simple question d'échelle) toujours évident, au gré des tournois, d'épingler n° 1 haut de gamme à leur tableau de chasse.

Où, il regardait le New-Yorkais, abattu, par le feu incessant d'un artilleur qui l'avait piégé trois heures durant de coups droits tout simples, tout plats, mais tous cassants et souvent meurtriers. Un peu frustes, mais tellement efficaces ! Hank Pfister, vingt-sept ans, tassé sur sa chaise, é-té-né, se souvenait son exploit.

Gerulaitis, long et se mettre en jambes, mal réglé et mal inspiré, avait laissé filer le premier set sans trop s'inquiéter. Mais voilà que, dans le second, il a senti le moulin du bras, en face, le Californien se sent des ailes, venant cueillir au filet, régulier comme le troisième set, ce qu'il reste en retour de sa complicité. Le New-Yorkais devient fébrile et perd son service d'entrée dans un deuxième set très vite copié conforme du précédent.

Pfister, lui-même surpris peut-être, sent que sa chance passe là. Au troisième set il lui faudra finir en force et remonter : c'est le blitz ou l'usure fatale. Il maintient sa pression, frappe et allonge son deuxième service et se jette aussitôt sur le filet. En outre, de lever le pied court, passant-shots de Gerulaitis qui, réveillé, a retrouvé son touché de balles et son intelligence du jeu. Compé dans son élan, cloué sur place par les subtilités du New-Yorkais, Pfister s'effondre, ses volées se font moins tranchantes et ses coups droits volent loin des lignes. Gerulaitis, fringant, assure le troisième et le quatrième set sans coup férir.

Personne alors ne donnait cher d'un Pfister ému. Par deux fois pourtant il prend le service de son adversaire. Simple sursaut d'énergie ? Gerulaitis, il est vrai, les lui reprendra sans tarder en quatre balles sèches. Le géant ploie, crie de fatigue en voyant les passing-shots lui fuser sous le ventre. Mais il ne change rien, sert et monte, monte encore et frappe comme un sourd. Les échanges se font épuisants. Pfister ne cède pas. Son dernier refuge : le tie-break pour faire parler la poudre qui lui reste. Et cela ne manque pas : après trois heures de combat, Gerulaitis est tombé.

Peut-être aurait-il dû suivre

VOILE Dans la Coupe de l'America

LE DÉBUT DU MATCH «FRANCE-III» - «AUSTRALIA» EST RETARDÉ D'UN JOUR

Le comité de course de la Coupe de l'America a accepté le jeudi 28 août à Newport (Rhode-Island) de reporter d'un jour le début du match qui doit opposer en finale des challengers France-III et Australia. La première régate devrait donc avoir lieu samedi 30 août. C'est à la demande du propriétaire de France - III, M. Marcel Bieh, que ce report a été accordé, le barreur du bateau français, M. Bruno Troublé, ayant appris le décès de son père. Le bateau vainqueur de quatre régates affrontera pour la Coupe de l'America le champion des 12 mètres américains qui sera soit Freedom soit Clipper.

ISABELLE VICHNIAC.

AÉRONAUTIQUE

Paris-New-York en 1930

LES CÉRÉMONIES COMMÉMORATIVES DU VOL HISTORIQUE DE COSTES ET BELLONTE.

Les 1^{er} et 2 septembre 1930, les aviateurs Costes et Bellonte relient pour la première fois, à bord de leur monomoteur «Point d'interrogation», Paris à New-York. Voici les cérémonies commémoratives de cette performance :

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE A l'aéroport du Bourget : 10 h 30. Maurice Bellonte et ses amis s'installent devant le monument élevé à la mémoire de Lindbergh et de Nungesser et Coli :

Dans le hall du Musée de l'air du Bourget : 11 h. Ouverture de l'exposition du cinquantenaire «Costes et Bellonte» :

Sur la piste d'honneur du Bourget (devant le «Point d'interrogation» et le «Concorde») : 11 h 30. Allocution de Maurice Bellonte ; allocution de M. Raymond Barre, premier ministre.

MERCREDI 3 SEPTEMBRE Départ de Maurice Bellonte pour New-York en Concorde. Réception au City-Hall (la mairie de New-York), pèlerinage à Amyville, lieu de l'atterrissage, où se situait Curtiss Field, réception au Wing Club de New-York en présence des aviateurs américains.

VENDREDI 5 SEPTEMBRE Réception de Maurice Bellonte à l'ambassade de France à Washington ; visite du Musée de l'air et de l'espace.

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE Meeting aérien du souvenir à Saint-Valéry-en-Caux.

● Une timbre spécial émis par les P.T.T. est mis en vente anticipée à l'hôtel de ville du Bourget (65, avenue de la Division-Leclerc) les 30 et 31 août. Une exposition philatélique de poste aérienne se tiendra dans le hall de l'hôtel de ville du Bourget les 30 et 31 août et 1^{er} septembre. MM. Bellonte et Juhert (graveur du timbre) signeront les différents souvenirs.

● Une exposition photographique et philatélique est organisée dans la salle des sports de Méru (ville dont Bellonte est originaire) les 13 et 14 septembre, avec notamment une maquette du «Point d'interrogation». Un bureau temporaire fonctionnera pendant ces deux jours. Pour tous renseignements, s'adresser à M. Jean Bettier, 47, rue Saint-Blanc-Contarier, à Méru, dans l'Oise.

L'ARMÉE DE L'AIR BRITANNIQUE ÉTUDIE LA POSSIBILITÉ D'ACHETER UNE CENTAINE D'AIRBUS

Londres (A.F.P.). — L'Airbus pourrait avoir un nouveau client important, peut-être pour plus d'une centaine d'appareils : la Royal Air Force (l'armée de l'air britannique).

L'air vice-marshal (général de division aérienne) David Harcourt Smith, chef adjoint de l'état-major de l'air, a révélé, jeudi 28 août à Londres, que la Royal Air Force étudie la possibilité de remplacer ses gros avions de transport et de reconnaissance maritime par des versions de l'Airbus. Actuellement, elle est dotée d'appareils de divers types : Hercules américains pour le transport de gros matériel ; Viscount VC-10 pour le transport de troupes ; bombardiers Victor pour les avions-citernes ravitaillant les appareils en vol et Comet-Nimrod pour la reconnaissance maritime.

L'Airbus permettrait de standardiser ce matériel et d'unifier l'entretien grâce à l'adoption à la base d'une cellule unique. Une telle standardisation est déjà en cours de réalisation, malgré de très importantes difficultés financières, pour les avions de combat grâce au biréacteur à flèche variable Tornado, appareil polyvalent qui prend la relève de quatre types d'avions : les bombardiers Vulcan, les intercepteurs Lightning et Phantom et les avions d'attaque au sol Buccaneer.

Le chef adjoint de l'état-major de l'air britannique n'a pas précisé quel type de réacteur serait installé à bord de la version militaire de l'Airbus. On sait que Rolls-Royce est en mesure de propulser un Airbus avec ses réacteurs RB-211 au cas où un client, sous influence anglaise, s'intéresserait à un tel programme. Néanmoins, l'Airbus devra subir des modifications.

La compagnie aérienne de Taiwan, China Airlines, a passé commande de trois exemplaires de l'Airbus européen A-300, qui lui seront livrés à compter de 1981. A ce jour, et non compris le contrat de China Airlines, le constructeur Airbus dispose de deux ventes fermes de cent soixante et onze Airbus A-300 et A-310, et il a reçu cent cinquante options.

Dans une interview au «Quotidien de Paris» PAUL TOUVIER DÉCLARE QU'IL EST «HEUREUX D'AVOIR VÉCU CE QU'IL A VÉCU».

Le Quotidien de Paris publie depuis une semaine un long entretien du milicien Paul Touvier au cours duquel celui-ci raconte ses activités de représentant de la guerre ainsi que la manière dont il a vécu après la Libération en se cachant. Paul Touvier avait été condamné deux fois à mort par contumace : le 10 septembre 1946, par la cour de justice de Lyon, et le 4 mars 1947, par la cour de justice de Charleville. Le 28 août 1979, Georges Pompidou l'avait fait bénéficier d'une grâce concernant la confiscation de ses biens et son interdiction de séjour. Depuis, six plaintes ont été déposées contre lui pour crimes contre l'humanité. Le dossier a été confié à un juge d'instruction, M. Lefebvre, sans résultat. Les plaintes ont été déposées par des particuliers. Le magistrat a entendu les plaignants et le dossier a été nouveau transmis au parquet où il se trouve actuellement. Paul Touvier a été entendu par le magistrat instructeur.

Dans son interview au Quotidien de Paris, Paul Touvier indique qu'il a refusé de représenter le régime de Vichy pendant la guerre d'Algérie malgré les propositions qui lui auraient été faites pour lutter contre les partisans de l'Algérie française. Paul Touvier explique ce refus par ses convictions politiques. Le milicien indique qu'en dépit d'une vie passée à se cacher, il est «heureux même de s'être caché».

Le journal l'Humanité, dans son édition du 28 août, proteste contre l'opération à laquelle se livre le Quotidien de Paris qui traite de ce four pour jour après la Libération, nous invite à passer l'éponge. De son côté le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, interrogé jeudi 28 août par l'Antenne 2, propos de «la résurgence de l'extrême droite», avait déclaré «qu'il ne fallait pas grossir ce dossier».

Mme DISSARD A NOUVEAU ÉCROUÉE Mme Laure Dissard, une femme d'affaires impliquée dans maintes escroqueries depuis la Libération et écrouée de multiples reprises (le Monde du 3 mars 1977), a été une nouvelle fois, à soixante-dix ans, placée sous mandat de dépôt, le jeudi 28 août, par M. Jean-Louis Beauguette, juge d'instruction à Paris, qui l'a inculpée de tentative d'escroquerie. Se faisant appeler «Mme Duffin», elle avait fait croire à ses prétendues de vastes propriétés immobilières, basées sur des fausses déclarations, et avait fait croire à son mari, M. Fernand Dissard, qu'elle n'était pas propriétaire et sur des revenus tout à fait illusoire.

Un restaurateur de Palerme (sicilienne), M. Carmelo Ianni, âgé de cinquante ans, a été assassiné jeudi 28 août au cours d'un règlement de comptes qui paraît être lié au démantèlement du réseau de trafiquants de drogue (le Monde des 28 et 29 août). Les enquêteurs ont établi que l'établissement de la victime avait été fréquenté notamment par le chef de la brigade des stupéfiants, M. André Bonquet, considéré comme le «chimiste», qui raffinaient l'héroïne aux environs de Palerme. Les policiers considèrent que ce meurtre est une mesure d'intimidation à l'égard de ceux qui savent quelque chose dans cette affaire. — (A.F.P.)

Sauver le passé pour l'avenir

dans le périmètre: THAIS-BELLE-ÉPINE PATHE VERSAILLES-CYRANO EVRY-GAUMONT
ROSNY-ARTEL CHAMPIGNY-MULTICINE PATHE VELIZY 2 ASNIÈRES-TRICYCLE
ENGHIEN-FRANÇAIS PARNY-ALMA RIVET-ARTEL, SARCÈLLES-FLAMADES
PANTIN-CARRÉFOUR VILLENEUVE-ARTEL ARCEUTEUIL-GAMMA CDF (CINÉMA DÉFINITION)

**E21 VERSAILLES - ARTEL CRETEIL
ARTEL PONT NOGENT - ENRIEN - VELIZY 2**

Un trait d'union entre les États-Unis et l'Europe

ndra. Une femme les sépare et les
ue au malheur. Inspiré d'une
uvelle de Jorge Luis Borges, le
m du Brésilien Carlos Hugo Chris-

1941, pour entrer l'année suivante (il avait trente-quatre ans), chez Fred Quimby, à la M.G.M. Il y resta deux ans et fut le premier à

■ Le deuxième concours international de harpe Marie-Antoinette-Carafa, organisé à Gargilese (André), a été remporté par Ritsch Yamahata (Japon).



SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Alceste (332-70-78), 20 h. 30 :
Délire à deux ; 22 h. : Prospectus.
Antelle-Théâtre du XIX^e (202-34-31),
20 h. 30 : Les Bonnes.
Carré du Temple (524-53-25),
21 h. : Le Cirque de Molère.
Comédie-Française (231-22-22), 21 h. :
La Locandiera.
Conciergerie (523-81-77), 21 h. :
Eau et le Feu.
Espace (278-46-42), 20 h. 30 :
Histoires vraies.
Folies (274-74-40), 20 h. 45 :
Tupac - Toco, la Saison de la
Mémoria.
Gaiety - Montparnasse (322-16-18),
20 h. 15 : Rufus.
La Bruyère (274-76-89), 21 h. : On
est qu'à des matras.
Lycée (544-57-34), Théâtre noir.
18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ;
20 h. 30 : Histoire surréaliste ;
22 h. 15 : Le Journal de

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 29 août

Nijinsky. — Théâtre roffia.
18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la
Double inconstance ; 22 h. 30 :
Molly Bloom. — 18 h. 15 :
Parlons français ; 23 h. 30 :
Notre-Dame de l'Information.
Marigny (228-50-74), 21 h. : Eternel.
Salle Gabriel, 20 h. 45 : Les Deux

Suisse ; 22 h. 30 : les Frères
ennemis.
Montparnasse (322-89-90), 20 h. 30 :
le Cœur aux folles.
Nouveautés (278-52-75), 21 h. : Un
clochard dans mon jardin.
Œuvre (274-12-32), 20 h. 45 : Un
habit pour l'hiver.
Palais des glaces (207-48-52), 20 h. 30 :
Le Père siffle trois fois.
Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h. 30 :
En plein dans le mille.
Théâtre - Étoile (207-88-14),
20 h. 30 : Bula clo.
Théâtre de Poche (588-82-97),
20 h. 30 : le Premier.
Théâtre de l'Union (770-80-94),
21 h. : l'Avaro.
Variétés (233-02-22), 20 h. 30 : Je
veux voir Moussov.

Théâtre du Marais (278-50-97), 21 h. :
Phébé à repasser.
Théâtre des Quatre - Cœur - Compas
(233-33-07), 20 h. 30 : Paris à deux
oreilles. Mes pieds sont en vacances ;
21 h. 30 : J. Blot ; 22 h. 30 :
J.-C. Monella.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45),
21 h. : Sans le mot d'ordre, monsieur,
le dialogue n'est plus possible.

Le danse

Mairie du IV^e (278-60-56), 21 h. :
Ballets historiques du Marais.

Les comédies musicales

Boffes - Parisiens (296-60-24),
20 h. 30 : Fa bouche.
Mégador (285-28-80), 20 h. 30 : Cent
ans d'opéra.
Renaissance (208-18-50), 20 h. 45 :
Viva Mexico.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Shalom
Israël 80.
Dauvau (261-89-14), 21 h. : Papa
Corio et sa Fiesta flamenco.
Olympia (245-25-48), 21 h. : Magic
and Co.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : J.-L. Tupin,
M. Clément (Haendel, Bach,
Vivaldi, Villa-Lobos).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Montagne (354-82-39),
21 h. 30 : M. Bastien, M. Gaudry,
A. Jean-Marie.
Chapelle des Lombards (238-85-11),
21 h. 45 : Les Salses.
Cour des Miracles (548-89-50),
20 h. 15 : Mico Nismo Groupe.
Dauvau (261-89-14), 21 h. : Musique
ouverte.
Petit-Opportun (238-01-36), 23 h. :
E. Lelann, B. Maury, A. Collas,
B. Dervieu.
Rivertop (325-83-71), 22 h. 30 :
G. Marais, J. Cohen et U. Mon-
thana.

XV^e Festival estival

de Paris

(329-37-57)
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre
philharmonique du Brabant, dir.
C. Kote (Ch.).
Salle Gaveau, 18 h. 30 : Trio Fischer
(Beethoven, Brahms, Schumann, Brahms).

V.O. : OLYMPIC ENTREPOT
MOVIES LES HALLES
STUDIO DE LA HARPE

Une jeune fille tout à fait comme il
faut... rangée, docile... Et ce
même qui terrorise les braves gens
la nuit venue ?

LA NUIT... UN RÔDEUR



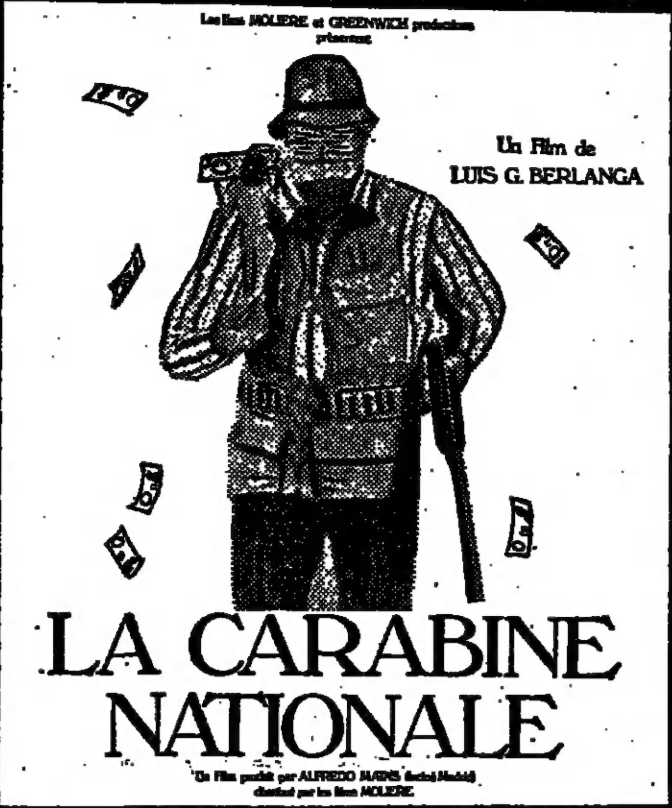
MERCREDI 3 SEPTEMBRE



INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

V.O. : HAUTEFEUILLE - ÉLYSÉES LINCOLN - 7 PARNASSIENS
V.F. : BERLITZ - 3 NATION - GAUMONT CONVENTION
GAUMONT LES HALLES - ARGENTEUIL

On rit fort, de ce même rire qui nous saisit
chez BUNUEL et MEL BROOKS. L'EXPRESS



BALZAC ÉLYSÉE v.o. - QUINTET v.o. - LA PAGODE v.o.



PUBLICIS ÉLYSÉE VO (Son Dolby stéréo) • PARAMOUNT ÉLYSÉE VO • PARAMOUNT ODEON VO
PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT OPÉRA • PARAMOUNT MARVAUX • PASSY • PARAMOUNT BASTILLE
PARAMOUNT MONTMARTRE • CONVENTION ST CHARLES • PARAMOUNT MONTPARNASSE • PARAMOUNT ORLÈANS
PARAMOUNT GODELINS • PARAMOUNT GALAXE • GAUMONT LES HALLES
Philips : PARAMOUNT La Vierge • VILLAGE Mandy • PARAMOUNT City • CLUB Calmar
BUDY Boney St Antoine • ARTEL Villeneuve • CARRÉFOUR Paris • ALPIA Argenteuil • CYRANO Versailles



THEATRE DE L'ŒUVRE CLAUDE PIEPLU
LOCATION 874.42.52 GEORGES WILSON
Prix LUGNE-POE 1980 CLAUDE RICH
UN HABIT POUR L'HIVER
de CLAUDE RICH
Mise en scène de GEORGES WILSON
UN TRIOMPHE !
300° Prix de la Critique 1980

OPERA NIGHT DISCOTHEQUE
30, rue Gramont (angle Bd. des Italiens) Metro: Richelieu-Drouot
Tel: 298.82.58 et 296.87.35
LA NOUVELLE DISCOTHEQUE DE PARIS
Fête lumineuse - Light show - Diaporama
Lasers - Jeux électroniques - Films musicaux - Bars - Attractions.
Pour recevoir une entrée gratuite envoyez une enveloppe timbrée à votre
adresse. La Direction se réserve le droit de refuser les personnes ne présentant
pas un aspect ou une attitude convenable.
Entrée à l'Opéra Night 5 Bd des Italiens 75002 PARIS.

GAUMONT AMBASSADE - FRANCE ÉLYSÉES - PARAMOUNT OPÉRA
GAUMONT RICHELIEU - MONTPARNASSE PATHE - 7 PARNASSIENS - WEPLER
CONVENTION GAUMONT - FAUVETTE - VICTOR-HUGO - GAUMONT GAMBETTA -
3 NATIONS - GAUMONT HALLES - SAINT-LAZARE PASQUIER
SAINT-GERMAIN STUDIO - HAUTEFEUILLE - Périphérie - MULTICINE PATHE
Champs-Élysées - BELLE-ÉPINE Taxis - GAUMONT Envy EVRY - TRICITY Asnières
CYRANO Versailles - VELIZY - AVIATIC Le Bourget - LES FLANDES Sarcelles -
LE FRANÇAIS Eugénie - RUEIL - ARTEL Bussy - ARGENTEUIL

elle soutient...
LA BANQUIÈRE
il traque...
LA BANQUIÈRE
il défend...
LA BANQUIÈRE
il trahit...
LA BANQUIÈRE
il affronte...
LA BANQUIÈRE
il est aimé de...
LA BANQUIÈRE
il protège...
LA BANQUIÈRE
UN FILM DE FRANCIS GURD
avec GEORGES CONCHON
Interdit aux moins de 13 ans

La mort de Tex Avery

cinémas

La Cinémathèque

La Cinémathèque

Les exclusivités

CONTES PEREVES (P.) () :**
 Hausmann, # (770-47-55) ;
DON GIOVANNI (P.-L.) (v. L.) :
 L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A. v.o.) : Gaumont, Les Odéons, # (237-49-70) ; U.G.C. Halles, # (237-49-70) ; Marigny, # (237-49-70) ;
 (92-82) ; V. v. : Berlitz, # (742-90-32) ; Rex, # (236-43-33) ; U.G.C. Odéon, # (237-49-70) ;
 Montparnasse - Patiné, # (322-19-22) ; Gaumont-Bud, # (4) (322-19-22) ;
 15 (54-25-23) ; Convention, 15# (82-42-27) ; Wepler, 18# (387-50-10) ; Gaumont - Cambesia, 20# (696-10-96)
ENQUETE SUR UNE PASSION (ANG. S.) : Palace Croix-Nivert, 19# (774-55-35)
EXTASE (Tch. v.o.) : Olympia, 14# (562-67-67)
LES FEMMES DE SUISSES (Suis.) : Marais, # (278-67-86)
LA FEMME INTEGRALE (P.) ():** (54-25-23) ; (54-25-23) ;
FERNCE POSTCARDS (A. v.o.) : Luxembourg, # (632-97-77) ; Gaumont-Bud, # (4) (322-19-22) ;
 Elysees Point-Show, # (226-37-59) ; V. v. : Berlitz, # (742-90-33) ; Gaumont-Convention, 15# (82-42-27)
GIMME SKEETER, THE ROLLING STONES (Ang. S., v.o.) : Videoline, # (322-80-34)
LES HERITIERS (Hong. v.o.) : Gaumont-Bud, # (4) (322-19-22)
JE VAIS CRAQUER (P.) : Biarritz, # (723-59-39)
JE VAIS PHOTOGENIQUE (I.) : V. v. : Colosse, # (359-28-48) ; V. v. : Montparnasse, # 3# (544-14-14)
KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.o.) : Marignan, # (359-92-82) ; Farnborough, # (359-92-82) ;
 19# Capt. # (508-11-69)
MAIS QUEST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIOU POUR AVOIR UNE FEMME ? (Ang. S.) : Les Odéons, # (237-49-70) ;
CAPES AVEC LES BONNEMES (P.) : Gaumont Bichelieu, # (233-56-70) ; Montparnasse, # (322-19-22) ;
 15# (54-25-23) ; (359-28-48) ; Athens, 15# (343-07-48) ; Gaumont-Bud, 14# (327-94-90) ; Clitny-Patiné,
LA MALEDICTION DE LA VALLEE

DES ROIS (A. v.): Paramount-
Opéra, 9 (742-56-31).
MANHATTAN (A. v.o.): J. Cocteau,
14 (239-88-43).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN
(All. v.): Cluny-Palace, 9 (354-
07-78).
L'ONCLE DANICHOFF (F.):
Hautefeuille, 6 (853-79-38); Ely-
sees-Lincoln, 9 (259-38-14); E-
lysees-Louis, 14 (239-88-43);
Parnassus, 14 (329-82-17).
P.L.M. St-Jacques, 14 (350-68-43).
LES MONSTRES DE LA MER (A.
v.o.): U.G.C. Danton, 6 (329-
82-14); U.G.C. Danton, 14 (329-
82-14); V.F. Rex, 2* (326-83-93); U.G.C.
Gare de Lyon, 12* (345-01-59);
U.G.C. Gare de Lyon, 14 (345-01-
59); U.G.C. Gare de Lyon, 14*
14* (829-52-63); Magic-Corvention, 15
(329-82-64); Secrétan, 19*
(329-82-64).
RETOUR VERS L'ENFER (A.
v.o.): U.G.C. Marbeuf, 6 (725-
57-97); U.G.C. V.F. J. Cocteau, 2*
(261-50-32).
NEW YORK CONNECTION (A.
v.): U.G.C. : Masséville, 9 (770-
57-97); U.G.C. : Masséville, 14
(770-57-97); U.G.C. Gare de Lyon, 12*
(345-01-59); Miramar, 14* (329-89-82);
Tourelles, 14 (345-01-58); Tourel-
les, 19* (345-01-58).
ODDO TOUM (Suis.): La Clef, 8*
(337-90-90); Lusernaire, 8* (844-
44-44).
LA PETITE SILENE (Fr.): U.G.C.
Danton, 6 (329-82-14); U.G.C.
Odéon, 6 (329-71-98); Brétigny,
6 (222-57-97); U.G.C. Marbeuf, 8*
(725-57-97); Biarritz, 8* (725-
57-97); U.G.C. Gare de Lyon, 12*
14-Juillet-Bastille, 11* (357-80-03);
Paramount-Oalaxie, 13* (380-
82-14); U.G.C. Gare de Lyon, 14*
14-Juillet-Beaugrenelle, 15* 1575-
79-79); Murat, 16* (651-99-73).
PILE OU FACE (Fr.): Rex, 2* (239-
82-14); U.G.C. Gare de Lyon, 12*
50-32); Brétigny, 6 (222-57-97);
U.G.C. Danton, 8* (329-82-63);
Miramar, 14 (329-89-82);
U.G.C. Gare de Lyon, 14* (345-01-
59); Biarritz, 8* (725-57-97);
U.G.C. Gare de Lyon, 12* 82-63);
U.G.C. Gare de Lyon, 14* 14-Juillet-
Bastille, 11* (357-80-03);
Paramount-Malliot, 17* (651-
99-73).
PILE OU FACE (Fr.): Rex, 2* (239-
82-14); U.G.C. Gare de Lyon, 12*
50-32); Brétigny, 6 (222-57-97);
U.G.C. Danton, 8* (329-82-63);
Miramar, 14 (329-89-82);
U.G.C. Gare de Lyon, 14* (345-01-
59); Biarritz, 8* (725-57-97);
U.G.C. Gare de Lyon, 12* 82-63);
U.G.C. Gare de Lyon, 14* 14-Juillet-
Bastille, 11* (357-80-03);
Paramount-Malliot, 17* (651-
99-73).

Les festivals

PANORAMA TRUFFAUT, 14-Juillet
Parasense (38-58-00) : Domicile
conjugal.
WILM ROIE (v.o.) Grands-Augus-
tins (38-22-13) : la Femme au
portrait.
HUMPHRY BOGART (v.o.) Action
drame, 9 h 17-30-00 (30).
Passagers de la nuit.
P. C. FIELDS (v.o.), Action Chris-
tianisme (38-65-78) : Police
pluques.
ROCKY REGGAE MOVIES (v.o.)
Musique, 10 h 15-30-00 (30).
En alternance : Jubilee - Bob Mar-
ley Live.
MARCEL VIVETTIQUES (v.o.) Comé-
die (54-23-30), 18 h : Cinq so-
ciétés (30 h) ; Paritition inachève-
e (30 h) ; Les Femmes d'Alfred
l'Esclave de l'amour.
STUDIO DE L'ETOILE, 17 (38-
60-10) : 18 h : L'Ain 01 ; 21 h : 45
le Locataire.
GRAND-PAVOIS, 15 (34- 46-85)
(v.o.), L 20 h 10 : Mort sur le
pont (30 h) ; Le Dernier des
Indiens (30 h) ; Play Time ;
20 II, 18 h 30 : L'année dernière
à Marienbad (30 h) ; New York
New-York : 20 h 30 : Kiss contre
les fantômes.
THEATRE NATIONAL TROCERIO, 15 (5-
94-14) (v.o.), L 18 h 5 : Ameri-
can Graffiti ; 20 h 5 : Un cran-
cra (30 h) ; 21 h 15 : Les
+ samn. 0 h 10 : Vol au-dessus
d'un nid de coucou ; 0 h 10 :
Les Femmes de l'air ; 21 h 15 :
+ samn. 0 h 25 : II ; 20 h 10 :
Marathon Man ; 22 h 15 : Love
Story.
STUDIO GALANDE, 5 (34-72-10)
(v.o.), L 20 h 10 : Les Femmes
Homme ; 20 h 10 : Salo ; 22 h 10 :
et 24 h : Rocky Horror Picture
Show.
LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD
(v.o.), Olympic 14* (34-67-42) :
Le Dernier des Indiens.
BENJAMIN BENJAMAN (v.o.), Per-
des Usuelles, 5 (34-39-13) : Sté-
phane.
LINDA REVE ET REALITE (v.o.)
Action Républicaine, 17 (805-51-23)
Lundi : Cinéma photographique.
FRISSON (v.o.), U.C.C. Marbut, 5*
(22-47-18) : La Fille de Franken-
stein ; 20 h : Trolz ; Hausmann, 5*
(770-55) : 20 h : L'Amant
interdit.
DAMNÉS, 5 (34-63-97) (v.o.) Les
Criminelles du Calvaire.
ET TOP : la Malédiction ; Damien.
REGARD SUR L'OMOSexualité, 5*
(34-65-95) (v.o.).
A Bigler Splash.

PRESSE

Au Canada

La concentration de la presse entraîne le sabordage de deux grands quotidiens

De notre correspondant

Montréal — Le phénomène de concentration de la presse écrite a fait deux nouvelles victimes cette semaine, avec l'annonce, coup sur coup, de la fermeture de deux journaux anglophones, le *St. John's Evening Telegram* et le *St. John's Daily News*. Les deux quotidiens le *Sun* et le *Province* et qui en échange abandonnent à son concurrent la capitale, ont des tirages de 100 000 exemplaires, ce qui est énorme pour une ville de 100 000 habitants. Les deux titres viennent d'être fusionnés.

La disparition soudaine du *St. John's Daily News* et du *St. John's Evening Telegram* d'Ottawa, le 10 octobre, a fait l'effet d'une véritable bombe dans les milieux journalistiques et politiques qui ont été surpris par la décision. La tâche difficile des deux titres mais n'osaient pas croire à une opé-

Dans les deux cas, les propriétaires ont évoqué « les difficultés financières chroniques » dans leurs publications, mais il semble évident que dans le monde que les deux grands groupes de presse (The News Group et Southam Press) qui se disputent le marché au Canada viennent en fait de créer, en se battant, gagnant une opération concertée en vue de créer de véritables monopoles régionaux. Dans la capitale d'Ottawa, le *Ottawa Journal* et le *Ottawa Citizen*, qui devient ainsi l'unique quotidien anglais dans une ville où, jusqu'en 1977, trois journaux en français étaient publiés, ont été rachetés par Southam. Dans la capitale du Manitoba, c'est exactement l'inverse qui se produit : avec la fermeture du *Winnipeg Tribune* (Southam rachète le quotidien) et la création du *Winnipeg Free Press* (rachat de ce genre. On n'hésite pas à parler du 27 août 1980 comme d'un jour de naissance de la presse canadienne. Le gouvernement fédéral qui n'a guère réagi dans le passé aux nombreux appels à la nationalisation de la presse écrite, a montré cette fois-ci son inquiétude et envisage de légiférer pour empêcher que si les deux groupes n'ont pas commis une infraction à la loi antitrust. Le gouvernement dispose maintenant d'un pouvoir réglementaire limité pour intervenir dans ce domaine. La législation sur les monopoles, qui date de 1910, est totalement dépassée et il est très difficile de prouver que la restructuration en cours dans la presse va à l'encontre des intérêts de la collectivité. Les autorités préféraient donc décider de verser une allocation à quelques centaines de chômeurs supplémentaires plutôt que de venir en aide aux journalistes qui peinent en difficulté.

se trouve maintenant en situation de monopole. Enfin Thomson Newspapers laisse les marchés de Montréal (*The Gazette*) et de Vancouver à Southam Press qui, dans cette dernière ville, détient les deux quotidiens le *Sun* et le *Province* et qui en échange abandonne à son concurrent la capitale de Colombie-Britannique, Victoria, où les deux titres viennent d'être fusionnés.

La disparition soudaine du *Winnipeg Tribune* et du *Ottawa Journal* a fait l'effet d'une véritable bombe dans le monde politique qui connaissait pourtant la situation officielle des deux titres mais n'osait pas croire à une opération de ce genre. On a pu lire le lendemain du mardi 30 août 1980 comme du « mercredi noir » de la presse canadienne. Le gouvernement fédéral, qui n'a guère réagi dans le passé à certains nombreux abus, a maintenant subi une dévotion de plus en plus poussée de la presse écrite, a montré cette fois-ci son inquiétude et envisage d'ouvrir une enquête pour révéler les raisons de la disparition. On a commis une infraction à la loi antitrust. Le gouvernement dispose cependant de moyens extrêmement limités pour intervenir dans une situation où les relations des monopoles, plus que de 1910, est totalement évasée et le plus il sera très difficile de prouver que la restructuration en cours dans le secteur des journaux a des effets néfastes sur la collectivité. Les autorités préfèrent sans doute verser une allocation à quelques centaines de chômeurs supplémentaires que venir en aide financièrement à des journaux en difficulté.

L'introduction de nouveaux procédés

Southam Press et Thomson Newspapers détiennent maintenant à eux deux plus de la moitié des quotidiens publiés au Canada anglais et douze des quatorze plus grands titres. Avec 1 300 000 exemplaires par jour, le groupe Southam Press occupe la première place, suivi de près par son concurrent qui, en janvier dernier, a racheté la *Star*. La Publication (huit titres dont le prestigieux *Globe and Mail* de Toronto qui, avec environ 300 000 exemplaires par jour, est le plus à diffusion nationale), les deux plus grands journaux de Toronto, le *Star* et le *Sun* n'ont pas encore été touchés par le phénomène de la fusion. Mais, au cours des derniers mois en raison de l'introduction de nouveaux procédés technologiques dans la production, les deux quotidiens français *Montréal-Matin* avait cessé de paraître suivi, en septembre 1978, du *Journal de Québec*. Le groupe Thomson venait d'acheter pour mieux le liquider.

pire financier, détient environ 25 pour cent des actions de la compagnie, et possède également des domaines dans ces trois pays, dont le Times de Londres. Son père, qui débuta avec une station de radio dans une petite ville minière de l'Ontario, fut un des premiers à venir au Canada. Il occupa la Chambre des lords à Londres. Parallèlement à leurs activités dans le domaine de la presse, les Thomson ont investi dans le pétrole, les mines, les assurances, les magazines à périodiques multiples (Compagnie de la bale d'Hudson, Simpsons), au Capéda, le groupe contrôle environ 25 cents manufacturières qui ont de bien plus précieux acheteurs de publicité dans la presse. C'est une arme redoutable qui a déjà permis d'éliminer des concurrents moins souples, et de pouvoir annoncer la qualité de l'information.

BERTRAND DE LA GRANGE

UNE NOUVELLE REVUE :
« MÉDIAS »

La revue *Medias*, nouvelle publication mensuelle, publie son premier numéro au début de septembre, à 20 000 exemplaires. Edité par Les Temps Médias (association loi 1901), le journal est groupé autour de M. Turc. D'après l'auteur du livre « Ça c'est l'affiche », *Medias* se veut « le journal des moyens de communication de masse », 16 pages (format newsmagazine).

Le premier numéro comporte notamment un article sur « Les conditions de la vie des médias » de Point, une analyse de l'impact de « Apostrophes » et de son audience, ainsi qu'une étude du phénomène « *Now I the behoove insensé* de *Medias* » : n'est venu que par abonnement : 308 francs par an, ou 28 francs d'abonnement mensuel. Les Temps Médias, 75000 Paris, tél. 245-18-12.

PROTOCOLE D'ACCORD AU « QUOTIDIEN DE LA RÉUNION »

(De notre correspondant.)
Saint-Denis. — Au Quotidien de la Réunion, après les deux jours de grève du personnel technique (le Monde 23 août), le directeur de la Réunion a signé le protocole d'accord. Il est signé le 26 août entre la direction de l'entreprise et la section C.F.D.T. Le texte prévoit une augmentation de 10 % à compter du 1^{er} novembre, ainsi que leur révision chaque année au 1^{er} janvier sur la base de l'indice INSEE Réunion. Une prime de 140 000 francs de 1980 à 1981 sera accordée et de 140 000 francs sera accordée en 1980 et sera augmentée annuellement de 500 francs jusqu'à l'obtention de 100 000 francs. Les horaires seront réaménagés pour respecter la semaine de quarante heures. Des stages pour la formation continue des employés seront effectués. Les fonctions des membres de l'entreprise et après consultation des délégués du personnel. Enfin, la direction de la Société anonyme de fabrication et d'impression du Quotidien et le Quotidien ont établi un dialogue avec les délégués du personnel et à leur communiquer progressivement les informations sur la marche et le développement de l'entreprise. — R.R.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
 Gérants :
 Jacques Favret, directeur de la publication.
 Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
S. r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

LES FILMS NOUVEAUX

ANTIRACISTE, film français
d'Edouard Niermann, — Gau-
mont Les Halles, 1^{re} (297-
48-70), Impérial, 2^e (743-72-50),
Salut (743-72-50), Gaumont-
78-28), Marguerite, 8^e (358-
92-82), Nation, 12^e (343-94-47),
Sélect (343-94-47), Gaumont-
Parnassien, 14^e (372-50-11), Cam-
bronche, 15^e (742-43-36), Mu-
sic-Hall, 16^e (742-43-36).

LA BANQUIÈRE, film français
de Francis Girod, — Gau-
mont Les Halles, 1^{re} (297-
48-70), Gaumont-Saint-Jacques,
2^e (333-54-70), Richelieu, 3^e (333-
54-70), Saint-Germain
Studio, 5^e (333-72-12), Haute-
ville, 6^e (333-72-12), Gaumont-
Cassandre, 8^e (358-10-08), France-
Riviera, 9^e (752-71-11), Salu-
t (743-72-50), Gaumont-Opéra,
10^e (358-10-08), Gaumont-
11^e (742-56-31), Nation, 12^e (343-
94-47), Sélect (343-94-47),
Gaumont-Parnassien, 14^e (372-
50-11), Montparnasse-Patbé, 14^e
(333-54-70), France-Riviera, 9^e
(752-71-11), Gaumont-Opéra,
10^e (358-10-08), Gaumont-
Convention, 15^e (828-42-27),
Victor-Hugo, 16^e (727-15-65),
Gaumont-Parnassien, 14^e (372-
50-11), Gaumont-Bambetta, 20^e
(636-10-36).

LA BÊTE, UN BOUDIER, film
australien de Jim Sharman
— 1^{re} — Morier Les Halles, 1^{re}
(297-48-70), Gaumont-
78-28), Harpe, 3^e (334-34-63), Olym-
pie, 14^e (743-67-42).

LE BAR DU TÉLÉPHONE, film
français de Claude Ruy,
U.G.C. Danton, 8^e (329-42-62),
Gaumont-Riviera, 9^e (752-
71-11), Gaumont-Opéra, 10^e
(358-10-08), Gaumont-
(720-71-22), Gaumont-Opéra,
9^e (742-56-31), Max-Linder, 9^e
(742-56-31), Gaumont-
Parnassien, 14^e (372-50-11),
Gaumont-Galerie, 15^e (500-
10-08), Gaumont-Morier-
Parnassien, 14^e (372-50-11),
Gaumont-Orléans, 14^e (340-45-11),
Gaumont-Saint-Jacques, 2^e (333-
54-70), Gaumont-Opéra, 10^e
(358-10-08), Gaumont-Mellior,
11^e (734-24-34), Gaumont-
Convention, 15^e (828-42-27),
Gaumont-Parnassien, 14^e (372-
50-11), Gaumont-Opéra, 10^e
(358-10-08).

LE PONTONNESE, film français
de Claude Ruy, Gaumont-
Parnassien, 14^e (372-50-11).

mde. 9° (246-66-64) ; Bienvenue
Montparnasse, 15° (544-28-38).

LE SAUT DANS LE VIDE (12 v.f.) :
14-Juillet-Beaugrenelle, 15° (537-00-12) ;
BISEROLLE HOLMES ATTAQUE
L'OHNET EXPRESS (A. v.o.) ;
14-Juillet-Beaugrenelle, 15° (537-00-12).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2°
(508-11-36) ; Mariugan, 3° (559-32-
82) ; Montparnasse-Patbé, 14° (322-
50-12).

THE ROSE (A. v.o.) : Kinopanora-
ma, 15° (308-50-56) (70 mm) ;
Bauteufeuille, 6° (532-79-38) ; Bal-
connet, 15° (337-40-90) ; Kinopanora-
ma, 15° (742-72-82) ; Mariugan, 15°
(525-27-06).

LE TROUFEAU (Tur. v.o.) : Raci-
na, 6° (583-43-19) ; 14-Juillet-
Beaugrenelle, 15° (537-00-12) ; 14-Juillet-
Bastille, 11° (357-00-81) ; 14-Juillet-
Beaugrenelle, 15° (573-73-
79).

LES SEMAINE DE VACANCES (Fr.) :
Studio Alpha, 5° (354-30-47) ;
Paramount-City, 9° (582-45-78) ;
Paramount-Opéra, 9° (742-56-31) ;
Montparnasse-Montparnasse, 14° (329-
90-16).

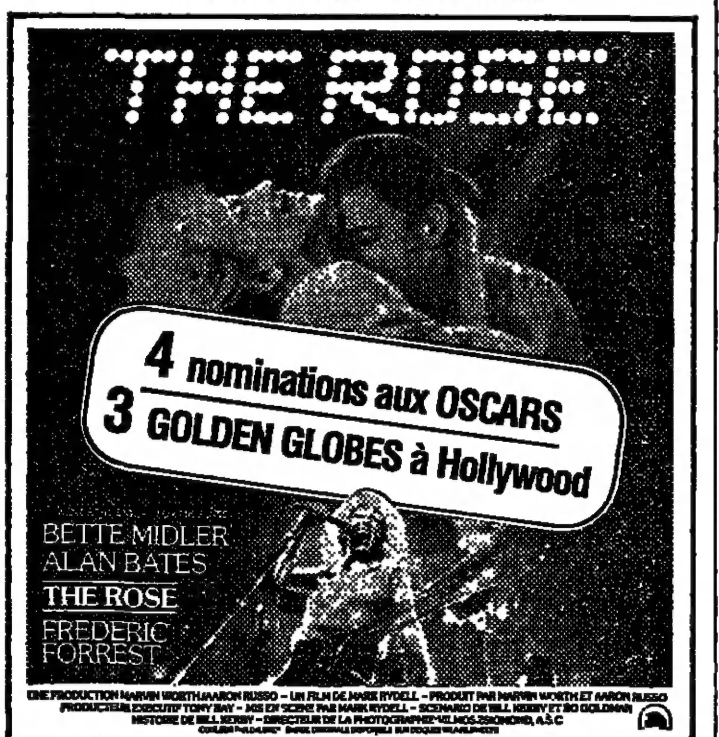
A VIE DE BRIAN (ANG. v.o.) :
Cinny-Société, 5° (354-20-12) ;
Cinny-Société, 5° (354-20-12) ;
U.G.C. Opéra, 3° (261-52-32) ; 14-
Juillet-Beaugrenelle, 15° (575-73-
79).

JEANES (A. v.o.) : Palace Crois-
Nivert, 15° (574-95-04).

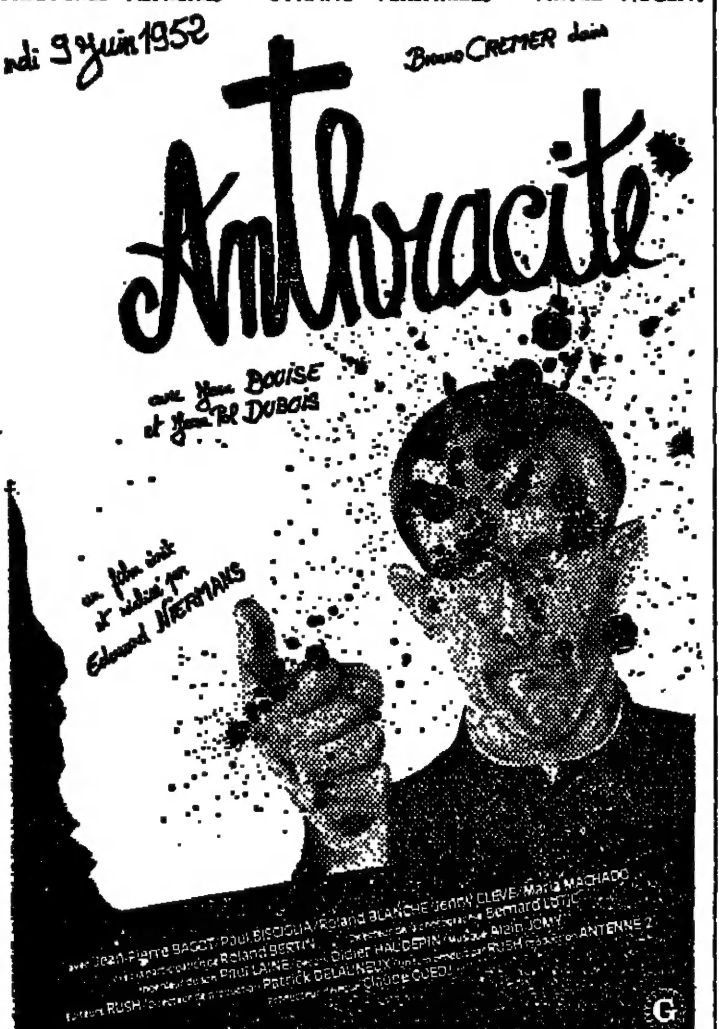
[illegible]

CARRIE (A. v.o.) : Calypso, 1^o (330-30-11), V. S. 23 h. 45.
 ELISE (A. v.o.) : Le Saignap, 1^o (326-45-10), 2^o h. 15.
 (326-45-18), 2^o h. 15.
 ELISE AND THE CATS (A. v.o.) : Saignap, 1^o (326-45-18), 2^o h. 15.
 LES GARÇONS (A. v.o.) : Olympia, 1^o (542-37-43), 18 h. 45. S. et D.
 MARCEL (A. v.o.) : Le Saignap, 1^o (326-45-18), 2^o h. 15.
 Luxembourg, 3^e (533-57-77), 10 h. 15. S. et 24 h.
 NANA (A. v.o.) : Le Saignap, 3^e (323-95-99) : 12 h. 10. S. et D.
 NISSE JOUFLEN (A. v.o.) : Olympia, 1^o (542-37-43), 18 h. 45. S. et D.
 NISSE JOUFLEN (A. v.o.) : Olympia, 1^o (542-37-43), 18 h. 45. S. et D.
 ANNE ET L'AN 2000 (Sous-t.) : Le Saignap, 3^e (323-95-99), 22 h. 15.
 OLIVIA (A. v.o.) : Olympia, 1^o (542-37-43), 18 h. 45. S. et D.
 (323-95-99), 12 h. 25.
 LES NOUVEAUX MONSTRES (It. v.o.) : Le Saignap, 3^e (323-95-99), 18 h. 25.
 LES NOUVEAUX MONSTRES (It. v.o.) : Le Saignap, 3^e (323-95-99), 18 h. 25.
 LES SENTIERS DE LA CLOISRE (A. v.o.) : Le Saignap, 3^e (323-95-99), 18 h. 25.
 SAINTE-GENEVIEVE (AIL.) : Epope de Boles, 3^e (237-57-47), 21 h. 45.
 SONT LES FILLES ET TAI-SI-TOI (A. v.o.) : Luxembourg, 3^e (533-57-77), 10 h. 15.
 SONT LES FILLES ET TAI-SI-TOI (A. v.o.) : Luxembourg, 3^e (533-57-77), 10 h. 15.

BALZAC ÉLYSÉES v.o. Dolby Stéréo - **IMPÉRIAL PATHÉ** v.f.
Dolby Stéréo - **KINOPANORAMA** v.o. en 70 mm son magnétique
HAUTEFEUILLE v.o. - **MAYFAIR** v.o.



MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LES HALLES - LES NATION -
CAMBRONNE PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT - LES 3 MURAT -
IMPIÉRIAL PATHÉ - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - LES 7 PARNASSIENS
TRICYCLES ASNIÈRES - CYRANO VERSAILLES - ARTEL NOGENT



Avec « Anthracite », l'adolescence
prend sa revanche à l'écran.
PIERRE BILLARD (« Le Point »)

هكذا من الأصل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

En Suisse, le métier d'hôtelier est aussi un art

VACANCES
EUROPÉENNES

VU DE CHEZ EUX

Derrière le miroir

par FRANÇOIS GROSS (*)

QUEL jardin d'Eden, sur les quais de Moirax, dans les salons u sur les terrasses de quel yénéralable caravansérail avo vue sur le Léman, des pays vieillards propres, roses de la Légion d'honneur à la boutonnière, échangeant leurs impressions. La France n'est plus pour eux ce qu'elle été, chaque année ils reviennent salués par des concierges q'ont déjà vu mourir l'Empire Romain. Pour ces chers vieux-messieurs descendus du T.E.E. la Suisse est un pays d'ordre de discipline. On y travaille ferme. On y respecte encore les « vraies valeurs ». On y rassemble l'aisance à pleins pommiers comme l'air des montagnes. C'est un plaisir d'être servi par le personnel (généralement étranger) qui respecte l'hôte, se rencontre des vendeurs de vendues savantes. Tout est facile dans ce pays de Coqne où l'on vient « ranger » en argent dans des banques aulaises de tout soupçon. Ainsi la volent-ils, cette Suisse q' fait des envies.

On ne repousse pas l'image. Avec la Corvix, les résidences de Grans-Montina, les vitrines de la Bahnhofstrasse, le chocolat et les montres de précision, elle forme le volet de droite du triptique. La Suisse n'est pas que cela.

Un étranger à esprit plus critique — un Français par exemple — ne verra à Zurich comme à Genève que les temples du réel. Une classe ouvrière, prise au piège de la « paix du travail », assure docilement le séculier d'un capitalisme antédiluvien. L'hypocrisie est à chaque coin de rue, profitant à malheur des autres pour s'enrichir. Conserveurs, voire réclames, les Suisses en ont mis par leur confort excessif sont promis à

un dur réveil quand les réalités sonneront le drape. Assis sur leur magot, ils ont peur et glissent leur tête sous l'aile d'une défense nationale aussi démesurée que démodée.

Fermons le volet de gauche. Ces clichés d'enferment pas davantage le pays que les plus belles images d'Epinal ne dissimulent la France.

On ne peut certes exiger du voyageur, surtout quand il est touriste, qu'il cherche la difficulté. Et Dieu que la Suisse doit être compliquée pour un visiteur ! Si, de surcroît, l'on vient d'une République une et indivisible, on sera facilement tenté de crier « pouce ! » devant cet étrange puzzle. Trois langues officielles et quatre nationales ; deux confessions dominantes ; vingt-cinq cantons (qui n'ont rien de commun avec la circonscription française du même nom) accrochés à ce qui leur reste d'une souveraineté jalouse et, plus encore, à leurs particularismes. La Suisse évolue à son aise dans ce labyrinthe. Même s'il n'en comprend pas les tours et détours, il vit dans l'environnement de ces différences. C'est-à-dire souhaiter qu'au-delà de la façade des banques, des industries horlogères et alimentaires, l'étranger se penche un instant sur cette mécanique de précision ? Serait-il présomptueux de croire que l'on ne porterait pas atteinte aux vacances les plus parées : comment font-ils pour vivre ensemble ?

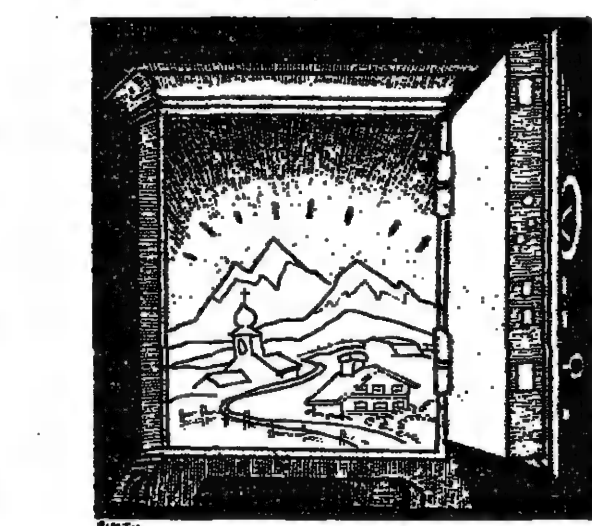
Alors, le libéralisme douillet cher à André Siegfried ? Alors, la suave ploutocratie bancaire, pas chère du tout... ? Cela existe, a existé, existera. Mais une femme n'est pas son corset ; la Suisse n'est pas sa gangue.

(*) Rédacteur en chef de la Liberté, à Fribourg.

L'IMAGE de la Suisse, c'est bien connu, est souvent faite de stéréotypes. Il en est d'agaçants, mais il en est aussi de flatteurs. Cliché pour cliché, on serait tenté de dire que parmi les bienfaits que la Confédération a apportés au monde, il en existe un au moins aussi précieux que le secret bancaire, aussi savoureux que le chocolat, aussi sympathique que la démocratie directe et dont le fonctionnement ne le cède en rien à la plus fine horlogerie : le bon vieux hôtel traditionnel. Certes, la Suisse offre aux touristes du monde entier qui la visitent bien d'autres formules d'hébergement. Du palace international à l'auberge de jeunesse, de la chambre chez l'habitant au terrain de camping, du motel au chalet. En témoignent les chiffres : chaque année, par l'Office du tourisme, les derniers en date faisant état — on admirera la précision toute helvétique — de 1 063 882 lits et places de couchage disponibles. Pas un de moins.

Mais c'est avec l'hôtel traditionnel, « simple mais confortable », vous dit-on, que la fameuse qualité suisse trouve sa meilleure expression. Simple ? Il faut entendre : on y est reçu avec cette gentillesse bonhomme à laquelle les Suisses excellent, sans chichis, sans cette déférence appuyée jusqu'à l'excès qui, ailleurs, embarrasse l'hôte de passage plus qu'elle ne le comble. La taille du bâtiment, son architecture, sa façade fleurie et ses petites balcons de bois évoquent plus la grande maison de famille que le palace et c'est très bien ainsi. Mais pour le reste, les innombrables Hôtels du glacier, Pension du lac et autres Chalets Bellevue qui parsèment la Confédération offrent à leurs clients tous les services des grands établissements hôteliers. Le téléphone fonctionne impeccablement, la télévision aussi, les salles de bains sont étonnantes (et l'eau chaude y est vraiment chaude) et, à la réception, on parle facilement quatre ou cinq langues : français, italien, allemand, bien sûr, mais aussi l'anglais et souvent l'espagnol. Il n'est pas rare que l'hôtel dispose d'une piscine couverte, voire d'un sauna.

C'est le cas par exemple du Schweizerhof de Grindelwald. On parvient à cette petite station de l'Oberland bernois par un petit train à crémaillère qui, d'Interlaken, met une quarantaine de minutes pour escalader quelque 16 kilomètres. Vitesse moyenne qui ne le met certes pas en concurrence avec le T.G.V., mais qui laisse le temps d'admirer un paysage qui le mérite bien. Arrivé en gare — celle-ci, on s'en doute, ressemble plus à un gros jonc de bois peint qu'à Saint-Lazare — on se rend à Zurich-Hauptbahnhof — on re-



(Dessin de PLANTU.)

grette que le trajet soit si court. Sitôt installé à l'hôtel on a, il est vrai, la ressource de poursuivre l'ascension ferroviaire jusqu'à la gare la plus haute d'Europe : celle qui est installée sur la Jungfrau, à plus de 3 000 mètres, là où conduisent, avec un changement, deux autres petits trains qui valent, à eux seuls, le voyage. Un voyage qui permet, si le temps est dégagé, de découvrir de haut le spectacle de la vallée et un fabuleux cortège de sommets enneigés en toutes saisons.

Une grande maison tranquille

Plus de bois que de pierres, dit-on, dans ce climat de Rivières. A Lugano, au restaurant de l'Hôtel du lac, aussi admirablement situé que son nom peut le laisser espérer, il nous faudra par exemple prévenir la réception pour qu'un dîner puisse encore être servi à 20 h 30. « Il faut que je garde quelqu'un en cuisine, n'est-ce pas ? », s'excuse la directrice avec un sourire. Mais les poissons pêchés le matin même dans ces eaux limpides et montagneuses et le petit vin clair du pays savoureux devant la baie qui s'allume peu à peu de mille feux à mesure que tombe la nuit méritent qu'on se donne cette peine si l'on ne peut vraiment ce jour-là dîner à 19 heures, comme tout le monde.

Là encore, on retrouve cette qualité hôtelière suisse qui est, au fond, l'art de donner aux hôtes de passage, sans avoir l'air d'y toucher, tout ce qu'ils peuvent espérer — accueil, prestations, confort, sites — et de ne pas laisser insatisfaits en rien. « On dit volontiers chez vous que la Suisse est chère, explique M. Eugenio Foglia, directeur de l'Office du tourisme de Lugano. C'est sans doute vrai globalement en raison du cours de notre franc, mais si vous établissez le véritable rapport qualité-prix, vous

sous apercevez que la Suisse est très compétitive. » Ici, la clientèle paraît plus jeune, à l'instar de l'établissement, et un petit peu plus résistante. La douceur du soir, il est vrai, incite davantage à sortir que l'air vif de la haute montagne. L'Italie est toute proche, de l'autre côté des trois grands lacs (lacs de Côme, Majeur, et lac de Lugano), que traverse la frontière. Cela se voit à l'architecture et à la végétation. Cela se sent aux fumées des usines qui s'échappent des cheminées. Et cela s'entend, bien sûr, puisqu'on parle l'italien et, de ce fait, plus facilement le français que l'allemand.

Et pourtant, indubitablement, on est bien en Suisse. L'heure des repas est, d'une manière plus générale, le rythme de vie, la prospérité manifeste, l'absence nette des rues et de tout lieu public et privé, viennent, parmi d'autres signes, le rappeler à qui croirait, en ayant franchi le long tunnel du Saint-Gothard, avoir passé la frontière. Sans doute y a-t-il dans l'air un rien de nonchalance que n'explique pas seulement le soleil et qui, au long des paisibles traversées sur le lac, des filandres sur la promenade qui borde la côte, ou encore des séances de bronzage sur la terrasse de l'hôtel, incite les vacanciers à une autre forme de paresse que celle qui peut parfois les tenter en montagne.

Un déjeuner sous les arbres dans l'un des petits restaurants de verdure qui se cachent au-dessus de Lugano. Un café enfin italien après la « tisane » châtie que l'on baptise également de ce nom dans les pays germaniques. Une promenade dans les jardins et les salons de l'extraordinaire villa Favaria, qui abrite, au bord du lac, la collection — Thyssen — Bornemann (surtout si on a la chance de la visiter en compagnie de son jeune et discret conservateur, M. Simon de Pury) : voilà qui se savoure tranquillement, sans hâte, au cœur d'un paysage qui invite à l'épicurisme.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Cette nonchalance est la privation du touriste. Celui-ci ne doit pas l'oublier en regagnant son port d'attache, autrement dit son hôtel. Ici aussi, tout est organisé pour faciliter la vie — et pour qu'il ne se rende pas trop compte des efforts qui lui sont consacrés. « Simple mais confortable », l'hôtellerie moyenne en Suisse ? Oui, mais si le confort est un métier, la simplicité elle, est parfois tout un art. Ces hôteliers ne sont pas seulement des professionnels consciencieux, ce sont aussi un peu, à leur façon, des artistes.

BERNARD BRIGOLLEUX.

Vacances européennes : nous avons continué dans « le Monde du tourisme et des loisirs » du 23 août avec la « Yougoslavie un « tour » d'Europe au cours duquel nous proposons chaque semaine à nos lecteurs des formules originales de séjours. Pour chacune de nos étapes, nous avons demandé à un observateur du pays d'aider les visiteurs français à aller au-delà des clichés et des préjugés. La semaine prochaine : le Portugal.

Wisez sur la région d'Evolène

« La vallée du vrai Valais »

Très fréquentée l'été par les alpinistes venant se mesurer avec la Dent Blanche, la région d'Evolène (Les Haudères, Arolla, La Drac, La Sage) près de Sion, dans le Valais suisse, avait presque dernières années un certain retard pour la saison d'hiver, faute de pistes skiables suffisantes.

Il fallait donc envisager la construction d'installations mécaniques capables d'attirer des milliers de skieurs, mais en préservant l'aspect d'un paysage exceptionnel, qui seul autorise le slogan : « région d'Evolène, la vallée du vrai Valais ».

Pour résoudre ce problème difficile, les habitants de la région ont pour fonder la Société Télé-Evolène (par souscription actions de 1.000 F.S.), et dès l'hiver 1981, de magnifiques pistes seront ouvertes par des installations à la fois efficaces et discrètes.

Afin de mieux connaître « le vrai Valais », et aussi les possibilités intéressantes de placement dans une région en plein essor, demandez la documentation complète à l'aide de ce bulletin.

Nom _____
Adresse _____
A retourner à : J.-J. MONTET, 4, square Lesage, 75012 PARIS.

AVANT LE DÉPART

TRANSPORTS

● **Avion.** — Le tarif normal en classe touriste entre Paris et Genève (aller-retour) s'élève à 1 200 F et, entre Paris et Zurich, à 1 330 F. Les compagnies Air France et Swissair proposent un tarif « excursion » sur certains vols qui ramène le prix du vol Paris-Genève (aller-retour) à 800 F.

● **Train.** — Les prix (aller-retour) du transport ferroviaire les suivants : Paris-Genève : 478 F en première classe et 315 F en seconde ; Paris-Lausanne : 424 F et 283 F ; Lyon-Genève : 144 F et 96 F ; Lyon-Lausanne : 213 F et 141 F.

● **Auto.** — Le réseau autoroutier est totalement gratuit. Prix du litre de super : de 2,75 F à 3 F.

LOGEMENT

● **Hôtels.** — Une personne paiera, pour une nuit avec petit déjeuner, de 50 F à 75 F dans un établissement économique et de 200 F à 300 F dans un hôtel de luxe.

● **Auberges historiques et chalets-hôtels.** — Le cadre historique et les fastes d'autrefois coûtent en moyenne de 90 F à 150 F pour une personne, une nuit avec le petit déjeuner.

● **A la ferme.** — Les agents de voyage vendent des forfaits d'une semaine à la ferme avec petit déjeuner à partir de 340 F pour une personne. En traitant directement avec l'habitant, on obtient des prix nettement moins élevés. Une nuit sans petit déjeuner : de 22 F à 30 F.

● **F.F.V.T. Vacances Voyages** (208-20-15), Interphone (355-44-25).

A FAIRE

Au pays de la nature efficacement protégée, on visitera avec intérêt l'exposition d'horticulture et de paysage qui se tient à Bâle, jusqu'au 12 octobre, sur 48 hectares.

● **Crux** qui ont déjà fait connaissance avec les « écomusées » français compareront avec profit ces réalisations avec le musée en

plein air de l'habitat rural hévélique situé à Ballenberg, près du lac de Wyss, et ouvert jusqu'à la fin du mois d'octobre.

Les amateurs de vacances à thème, d'activités et de cours consulteront les six opuscules édités par l'Office national suisse du tourisme : du dessin aux sports nautiques en passant par la randonnée, le golf et le cyclisme, ces ouvrages fournissent des exemples détaillés de séjours organisés. Ainsi, quatorze jours peuvent être consacrés à des cours (trois heures par jour) de hatha-yoga ou de rajayoga (455 F) à Coslano. Ou encore sept jours en salle à travers le Jura avec hébergement et pension complète dans des auberges de campagne ou en dortoir (2 227 F). Et aussi sept jours pour pêcher dans le Helder (demi-pension et permis de pêche : à partir de 663 F).

A LIRE

● **Guide bleu** : 115 F environ.
● **Guide Negal** : 115 F environ.
● **La Suisse d'aujourd'hui**, éd. Jeune Afrique : 78 F environ.
● **La Suisse, petite planète**, Louis-Albert Zbinden : 20 F environ.
● **Offices nationaux suisses du tourisme**, Agence officielle des chemins de fer fédéraux suisses, 11 bis, rue Serbelli, 75009 Paris. Tél. : 742-45-45. Du lundi au vendredi, de 9 h. à 19 h.

la Tunisie

Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

Les nombreuses formules de vacances que nous vous proposons ont été étudiées et préparées par des gens du pays

Pensez à vos vacances ! de septembre

1 semaine par vol spécial PARIS / PARIS

TUNIS 1170 F
JERBA 1400 F

Tunisie
CIRCUIT DE LA PRESSE
CENTRE-VALAIS
TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu • 75001 Paris
☎ 296.02.25 et 296.14.23
Demandez votre programme de voyage

Dix-silos pour gagner un

A l'endume

A côté des vagues de la Tampe, de la Vache et de Lassolas, Volcain a toujours un pied-à-terre. Four sa part, à Rouilly-Bas, sur les bords du lac d'Aulnay près de Clermont-Ferrand, Anne-Marie Roux est à demeure. Comment ne pas être fille de ce pays d'ailleurs, lorsqu'on porte le même prénom que celui de l'héroïne de Gaspard des Montagnes, d'Henri Pourrat.

Anne-Marie Roux s'est forgeron et professeur en la matière. Tout a commencé en 1873 lorsque le grand-père Roux s'est installé dans le village : il y avait là deux bâtiments distincts, de part et d'autre d'une petite cour en bordure de route. A gauche, la forge ; en face, la maison dont la salle commune

Je faisais office d'auberge on de lieu de réunion. Anne-Marie expliquait à mon grand-père comment j'organise mon grand-auberge. La maison disposait d'une grande cuisine, ma grand-mère y faisait ses repas, et les clients de mon grand-père, en attendant que leur travail soit terminé, y assésent avec une chaise de bois.

Ses parents déçus, les

Les curieux ont commencé à venir : parfois, il y avait trente personnes dans l'atelier.

Un comment, depuis quatre ans, chaque matin du lundi au dimanche, le samedi, les gens apprennent, ceux qui ne peuvent, eux aussi, s'initier au travail de la forge, l'initiation pouvait déboucher sur des ateliers personnels pour les plus

Marie hérite de la maison et de l'atelier : « A ce moment-là, précise-t-elle, les congés n'étaient pas organisés comme aujourd'hui. On ne partait pas encore de villages de vacances ni de maisons familiales, mais j'ai senti qu'il y avait un besoin notamment assigné sous l'œil d'Anne-Marie, qui n'empêche pas de prodiguer ses conseils aux néophytes.

A Rollas-Bas, le travail à la forge est conçu et proposé en saison comme une animation et une activité de loisir pour les estivants. Hors saison, à partir

VACANCES ET HISTOIRE

Échec aux camisards en Vivarais

complicité de la population décuplaient leur redoutable fluidité et l'imprévu de leur action. Par exemple, la cavalerie d'Antoine Morel, dit « Catinat », recrutée en Camargue, fut constamment supérieure à celle du roi. Quant à Cavalier, comaisseant admirable

blement le terrain, il eut l'intelligence de se constituer, dans les grottes d'Euset, des magasins généraux qui lui permirent de se refaire, aussi longtemps qu'ils ne furent pas dénoncés. Y opéraient, avec ou sans anesthésie au sac de sable, les chirurgiens Tavani et Chabrier.

Dans ces conditions, si les camarades perdirent les batailles de Vagnas (10 février 1703), de la Tour-de-Bihot (30 avril 1703), de Nérac (17 mai 1703), ils gagnèrent celles du Mas - Rouge (24 décembre 1702), de Sauve (17 janvier 1703), du Devols-de-Martignargues (15 mars 1704) et du Plan - de Fontmort (12 mai 1704), sans compter les innombrables embuscades où les troupes régulières laissaient des morts sans savoir d'où venaient les coups. Bien souvent, contre Cavalier, les bandes de paysans et de marcheurs se crurent en présence d'un général expérimenté, expressément venu de l'étranger.

An cadran de l'Histoire

Mais le point crucial de la guerre des Camilleards fut Vagnas. Vainqueur à 8 heures du matin, Cavalier, qui voulait franchir l'Ardeche, pour porter cette

De quel poids eût donc pesé, autour du tapis vert, le soulèvement du Vivarais ?

En vain les camilleards avaient-ils attendu le débarquement des alliés, dont la promesse avait fait illusion à Roland. Il ne se produisit que beaucoup trop tard, en 1710, après qu'ils eurent

grière en Vivarais, bailli intérieurement battu à 9 heures du soir. Dans ses *Mémoires*, une longue phrase est destinée à planer sur cette journée un doute que le commandant Blachères dissipe avec la minute d'un homme de terrain. A lire Cavalier, on croirait qu'il s'agit de deux journées consécutives. Or il s'agit bien du même 10 février 1703, dans un pays couvert de neige et où tout est tombé en ruine. Chargés de couvrir le Vivarais, les royaux venus du Nord traversent la rivière de nuit, malgré les ordres reçus. Trompés par un huguenot de rencontre, ils déposent les armes. Mais il oblige le maréchal duc de Noailles à réduire sa pression sur le Lamprognan. Un an s'écoulera avant qu'Abraham fasse un complot. Justet avaient tenté de soulever le Vivarais. Le terrible hiver de 1700 s'y prêtait, les soldats du roi désertant de plus en plus. L'empressement intempestif de deux prophètes fit tout rater. En fait, l'heure féérique n'avait sonné que pour les cavaliers de la brigade le 10 février 1703, mais on n'avait pas voulu l'en-tendre. La neige l'avait étouffée.

ANDRÉ SÉVERAC.

RÉSIDENCES | secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne

A 15 KM DE ROYAN (17)

Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m² terr. + parking 3.500 m² bord plage. Terr. + Construct. 900.000 F T.T.C.

Centre Commercial 985 m² couvert, 1 ha terr., parking, prévu essence. Terr. + Construct. 1.050.000 F T.T.C.

Renseignements : M. BEAUFFES,
71719 Royan-Plage 1 (4M 96-80-71)

N° 1.131 - A proximité de MIRAMON
belle maison de caractère, pierre appareillée, vue imprenable sur les Pyrénées. Hall, 3 grandes pièces, 4 ét. salle de bains, w.-c., garage, cellier, réfect. Vue de la vallée.

PRIX de la maison : 550.000 F + 25.000 F l'hectare jusqu'à 83 hectares

DEMOULINS CESTRUC
33156 CASSANON, tel. (63) 09-35-36

A 15 KM DE ROYAN (17)

- Pavillons bord direct plage, 2, 3 et 4 F. Récervoir, village de Barzan Plage, parcs de 500.000 F T.T.C. villas + gar. de 250.000 à 700.000 F T.T.C.
- Terrains viabilisés avec dalle béton prête à couler à partir 150.000 F avec terrains de 500 à 2.000 m²

de la mi-septembre, Anne-Marie Roux n'aura sa forge que les lundi et samedi après-midi.

En Auvergne, où tant de forges de campagne ont fermé, Anne-Marie Roux est à couvert : elle a mérité déjà l'attention. Mieux, dans son souci de retrouver des techniques anciennes, de les maintenir, de les transmettre, Anne-Marie Roux estime qu'il y a une forme d'action culturelle à mener,

paraissent à la préservation d'un métier ancien — un univers où l'on demandait intérêt à l'artisan — une semaine n'est-il pas possible que ces Anne-Marie Roux pour y apprendre, que succès, une technique particulière de souder que les forgerons pratiquaient : « eux seuls ».

Si le téléphone sonne à l'urgence sur le bureau d'atelier, Anne-Marie se lève : « Il n'y a personne à l'atelier, pendant ces heures où seuls forgeront. » Difficile de le lui trouver. Anne-Marie Roux à Romilly-Bas, son atelier est à l'enseigne : La Forge Marie.

CHRISTIAN LASSALAS.

★ Maison Auvergne, 53, avenue
Franklin - Roosevelt, 75008 Paris.
Tél. : 225-17-7

la Sainte-Baume

animait un atelier pour les
enfants.

Le temps (libre du début de l'après-midi était réservé à des auditions, à un « tremplin » : chacun pouvait y présenter textes, compositions, chansons; lire, interpréter, chanter. Un public complice et critique ainsi des amateurs chevronnés des nouvelles prometteuses, du plaisir et des coups, des illuminés trônant le psychodrame, des s'importer qui « s'oblièrent de leur dévotion et de leurs premières citations, la qualité s'enlève croissant au cours de la semaine.

Ensuite, et toujours sur le

temps libre, presque tous les stagiaires se retrouvaient pour une heure de chorale animée par Philippe Caillard.

Le soir, enfin, spectacle, au pluriel car il y en avait deux ! Chacun des animateurs redevenait vedette et se succédèrent tous de chani, mimes, talents poétiques...

Ce n'était plus de la colonisation mais de la boulimie, plus de la production mais d'une

khavovisme, plus de la passion
mais de la déraison, car à
l'apérif ou après le spectacle,
guitares et chansons, accordéons
et danses étaient encore de la
partie.

Au bilan, côté stagiaire comme côté animateurs, de interrogations sur le rythme de la surconsommation, sur la durée et la forme des ateliers : évaluer classer davantage ou ouvrir plus largement ? Être ou ne pas être vedette ?

Mais au total, une réussite pour une deuxième année et qui témoigne de la vitalité de la nouvelle chanson française.

MICHEL LECOINTE.
★ Centre international de l'
Sainte-Beuve, Plan-d'Aups
83840 Saint-Zacharie. Tél.
(42) 04-50-19.

RÉSIDENCES

ou principales

Campagne • Mer • Montagne

A 15 KM DE ROYAN (17)

Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m² terr. + parking 3.500 m² bord plage. Terr. + Construct. 900.000 F T.T.C. Centre Commercial 985 m² convert. 1 ha terr., parking, prés essence. Terr. + Construct. 1.050.000 F T.T.C.

Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage, T. (45) 98-80-71

N° 1131 - A proximité de MIRAMON
belle maison de caractère, pierres apparentes, vus imprenables sur la Gironde. Hall, 2 grandes pièces, 4 ch., salle de bains, w.c., garage, cellier, restaurant, Plus bâtiment à restaurer. PRIX de la maison : 550.000 F + 35.000 F l'hectare jusqu'à 62 hectares.

DEMOBILIS-SERVICES
32150 CAZAUQUET, (02) 98-55-34

A 15 KM DE ROYAN (17)

- Pavillons bord direct plage, 2, 3 ou 4 P l'hectare villages de Barzan-Plage, à partir de 550.000 F T.T.C. villas + gar. de 253.000 à 700.000 F T.T.C.
- Terres viables avec dalle béton prête à couler à partir 185.000 F avec bornes de 500 à 1.000 m²

Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage, T. (45) 98-80-71

Café-théâtre à la Sainte-Baume

PIERRE-GEORGES est, dit-on, dominicain. A la Sainte-Baume, il est le « Père éternel » en bleu-jean régnant fraternellement sur un stage où souffle l'esprit de la chanson : la deuxième Semaine internationale du café-théâtre et de la chanson. Dans cette haute vallée provençale où, d'après la légende, les saintes Maries sont venues, le reste de leur vie, confier à une grotte de la vallée leurs secrets de la vie du Seigneur, ont trois stagiaires se sont réunis voilà quelques semaines autour d'une moderne passion, ont fait entendre un autre chant.

Il y avait là des gens du métier et des « touristes » de la chanson, des professeurs en rupture de belles lettres et des étudiants poètes, des intellectuels chanteurs et un paysan musicien vendéen, un employé de banque et une pharmacienne ; une majorité de jeunes et quelques anciens au verbe toujours alerte ; un peu plus de provinciaux que de Parisiens et nettement plus de femmes que d'hommes.

Pendant six jours, douze ateliers (obligatoirement le même chaque matin, tournants dans la soirée) ont ouvert aux stagiaires quelques-unes des arcanes de la création musicale, gestuelle ou poétique : on y a travaillé la taxte avec Jacques Bertin, la composition musicale et l'arrangement avec Didier Cavallet, le corps et le mot avec Gilles Elbez, le burlesque avec Reiner Wettler, la voix avec Annick Lemaire, la guitare avec Jean Strik, le mime avec Pinot et Matho, les expressions multiples d'un événement avec Jean Signé. Michèle Bernard proposait « chansons sans étiquette » et Eva Grifquiez, productrice de « fibre percours variétés », illustrait « poésiespiration, chants profonds ». Enfin Renée Mayoud animait un atelier pour les enfants.

Le temps (libre du début de l'après-midi de 14h30 à 18h30) était réservé à des auditions, à des « troupes » : chacun pouvait y présenter ses textes, compositions, chansons ; lire, interpréter, chanter. Un public complice et critiqueur ainsi des amateurs chevronnés des novices prometteurs, de plouts et des couacs, des illuminés brûlés le psychodrame, des n'importe-qui « éblouis de laupendice et de leurs premières citations, la qualité allant croquer au cours de la semaine.

Ensuite, et toujours sur le temps libre, pressés par les ateliers se retrouvaient pour une heure de chorale animée par Philippe Calfiard.

Le soir, enfin, spectacle au plural (il y en avait trois !). Chacun des animateurs traduisait vedettes et se succédant tours de chant, mimes, rituels poétiques...

Ce n'était plus de la cocoonation mais de la bouillie ; plus de la production mais de l'ethnovoïanisme, plus de la passion mais de la déraison, car à l'après-midi on après le spectacle, guitares et chansons, accordées et danses étaient encore des parties...

Au lieu, n'ôté stagiaires comme côté animateurs, d'interrogations sur le rythme et la surcommunication, sur le duré et la forme des ateliers : spéclifier davantage ou ouvrir plus largement ? Etre ou ne pas être vedette ?

Mais au total, une réussite pour une deuxième année et qui témoigne de la vitalité de la nouvelle chanson française.

MICHEL LECOINTE.

* Centre international de la Sainte-Baume. Plan d'Aups. 83100 Sainte-Baume. Tél. : (04) 04-50-13.

Dixkilos pour gagner un million

VNGT M France d'amanda à l'endume Olivier Douv quinze jours de suspension. Jockey Alain Laqueux, est l'épique de l'enquête commissaire de la Société d'encouragement sur les cours contradictoires de la pouliche Eysa (1). Cette fois, les immisaires ne se sont pas pichés à une police de garde-impêtre ou de dame contractant en mal de contrivention. Hiver Doublet, qui a conduit carrière de chevaux comme jockey, Kiljaro, Irish Playboy, vainqueur, volait un mois, dix-huit jours, est un des entraîneurs les plus en vogue de la nouvelle génération. Alain Laqueux est le jockey vedette du millésime 1980. Il a devant de sept victoires et plus classement annuel ses suivants les plus directs — Saint-Martin-Gilbert, Freddy Head, — et, si la suspension qui le frappe il aurait eu toutes chances de remporter à la fin de la saison le Challenge de la croix d'or.

L'aire Gold Eysa est l'arche d'une forme de stratégie hippique qui s'est faite par ruse, la grande purge du prix Bide abattu, mais elle a de quelques mois en vogue se profiler à nouveau. Elle consiste à faire courir un cheval assommé de sa valeur réelle à plusieurs reprises pour faire passer son poids dans un handicap.

Gold Eysa avait, l'an passé, effectué une assez bonne carrière, se classant notamment quatrième dans le Poult d'essai des pouliches. Mais elle n'était pas tout à fait de 14-16 points, la seule qui intressait au propriétaire de l'épique. Celle-ci décidait donc de vendre. Bonne affaire par contre pour un amateur de handicap Gold Eysa avait assez de poids et assez de compétence pour gagner un handicap au 14-16. A condition toutefois de faire oublier aux handicapeurs ses meilleures performances.

Apparemment était le premier objectif de la pouliche. A partir du moment où elle changeait de camp, elle courait plusieurs fois obacurément. L'explication donnée maintenant par la détentrice qu'elle avait le cœur fatigué et par conséquent besoin d'un traitement et d'une remise en confiance. Les handicapeurs qui ne peuvent juger que ce qu'ils voient, se fessent à la connaissance de la course en l'ure, d'une balise de qualité le pouliche. Ils la balisent progressivement dans leur belle de poids. On arrivait au prix de Franceville, le 18 août à Deauville. Le

poids attribué à la pouliche était alors de 58,5 kilos. Un poids normal pour le Gold Eysa des derniers mois, mais très favorable pour l'ex-bonne Gold Eysa de la Poul d'essai. Un chancelier pouvait conclure, à l'examen de la liste des partants, que celle-ci ne contenait aucun concurrent ayant suivi une semblable approche et dont une soudaine et identique régression pouvait bouleverser les pronostics. C'était le jour « J ». Gold Eysa gagnait facilement.

Le communiqué de la Société d'encouragement annonçant les sanctions contre Doublet et Laqueux constatait que ce jour-là elle coûtait dix kilos de mieux que dans ses trois premières tentatives de l'année. En d'autres termes, un kilo équivalait, dans les rapports théoriques, poids-distance, à une longueur. — Gold Eysa avait couru dans ses trois premières courses de l'année dix longueurs en dessous des possibilités manifestées le 18 août.

Comme par hasard, ce jour-là, 300 000 francs environ avaient été joués sur ses chances, au lieu de 20 000 francs lors de sa tentative précédente le 8 juillet à Compiègne, dans une course en apparence plus facile.

Un coup de caveçon

Tels sont les faits patents, objectifs. Pour les interpréter, il faut bien les raccorder à certaines rumeurs. Selon celles-ci, un propriétaire ayant des rapports avec l'écure, mais qui ne serait pas le propriétaire de Gold Eysa, aurait éparpillé un gros pari sur les chances de la pouliche le 18 août chez des bookmakers allemands. Il aurait ainsi gagné plus de 1 million de francs. Ce sont les bookmakers allemands qui auraient joué le plus large pari des 300 000 francs engagés au P.M.U. le 18 août sur les chances de la pouliche. Car, à la façon d'assurances se couvrant partiellement auprès d'une caisse de réassurance, ils se seraient garantis par des paris — cette fois non dissimulés — en France auprès du P.M.U.

Scénario difficile à contrôler mais qui ne peut, au moins dans l'essentiel, qu'être proche de la vérité, à moins d'échapper à toute logique.

Que des bookmakers d'outre-Rhin aient perdu 400 000 francs ou 500 000 francs (selon l'importance de leurs paris de couverture), il n'y a pas à ce quel pleurer dans les chaumières. Mais dans les trois courses où, selon le communiqué de la Société d'encouragement, Gold Eysa s'est promanée dix lon-

Embarquement pour les Philippines

A SIATQUES géographiques, espagnoles depuis 1564, ces sept mille îles entre Chine et Malaisie ont naturellement une cuisine tout influencée. Originale, parfois dépayssante peut-être pour nous, savoureuse et mal connue puisque Paris n'en connaît qu'une ambassade. Mais quelle ambassade !

Mora, sa fête du logis dont on se demande si elle est plus charmante que mystérieuse ou le contraire, se partage entre ses quatre restaurants de Manille (dont trois français) et ces Isles Philippines (17, rue Laplace, 5, tél. : 633-18-59).

Si vous avez l'occasion de commander à l'avance, alors régalez-vous de la marinade de dorade grillée (comme aux îles Polillo), de la langue de veau en croûte ou des poulets aux épices avec des nouilles de Manille. Autrement, pour commencer, tâtes de l'empanadita (tarte

au poulet), des kahol bicol (escargots au lait de noix de coco), de l'alimango (chair de crabe crémée), le tout avec l'inévitable bol de riz.

Puis goûtes les gambas dans une sauce à base de corail de petites crabes et citron ; exquise. L'adobo (de porc et poulet marinés), plus principal des îles. Celui des grandes fêtes, porc croustillant servi avec une sauce au foie (lechon kawali), un succulent canard mariné aux herbes, aussi, et, enfin, la version philippine du puchero espagnol (grand pot-au-feu).

Ben d'autres mets encore et jusqu'aux desserts, un gâteau de fromage blanc, un autre de bananes, un pie aux « racines mauves » (patates douces), la mousse au mangka (le fruit du jacquier), de la noix de coco confite...

Dans un décor ravissant avec

(si le temps le permet, on ne sait jamais !) un petit jardin secret, vous ferez, à quelques pas du Panthéon, le voyage le plus inattendu.

Et vous découvrirez une cuisine très personnalisée sur le bœreau de laquelle se sont penchées les cuisines chinoise, malaise, indienne, espagnole, mais en quelque sorte adoucies.

Un menu et la carte, relativement bon marché. Ouvert en août.

LA REYNIERE

TOURISME

HOTELS RECOMMANDES

Stations thermales

65160 LE BOULOU (Py.-Or.)
La station du Pô et de la Vézère allie, allégée, équilibre d'altitude, grotte, diable, escarpement. HOTEL DES ROCHES le N.M. HOTEL DU GRILLON d'Or. N.M. HOTEL DU CANTOU N.M.

Allemagne

BADEN-BADEN

Golf Hôtel Gd part, plein plein air + couv., sauna, tennis, golf. Prix spés. juillet-août : ch. av. s.d.b. w.c. demi-pension 180 FF. Tél. (03-48-2241) 23.891. Tél. 18.174.

Suisse

ASCONA Monte Verità

Maison renommée. Situation magnifique et tranquille. Pentes chauffées. France. Tél. 1941/25-12.12.

LETSIN (Alpes Vaudaises) Altitude 1350 m. 25 km de Montreux. Climat vivifiant 65 km promenades. Pêche, randonnée, tennis, minigolf.

12 Pous. des 60 F.F. Offres détaillées par Office Tourisme. CH-1854 LETSIN. Tél. : 1941/25-22-44.

38 lits. Assurances. Services personnalisés. Cuisine française. Pous. compl. t.h. de 100 à 180 F.F. Tél. : 1941/25-94-12-35.

HOTEL DE LA PAIX 35 lits. Cachet montagnard authentique. Cuisine et service des patrons. Prix réduits en mai, juin et septembre. Tél. 1941/25-94-12-35.

Pardon Linda !

J'ai dit, à Antoine 2, que Deauville-la-Sab ne comptait pas de bons restaurants. J'ai eu tort. J'oubiais le gentil « Baroque » (dans l'ancien hôtel de la ville, 85, rue du Général-Leclerc, tél. 82.24.33), où officie Linda. Ceux qui l'ont connue au « Bar » d'Antoine 2 (dans la rue de la ville, 85, rue du Général-Leclerc, tél. 82.24.33) savent l'originalité de son petit chef en salade, du tout Linda, des filets de sole au safran, etc. Ici, elle y ajoute une maitrise de laperceuse en gelée au risling (pourquoi pas au cidre ?), des plats de foie gras, une bouillabaisse normande (rouge, sole, lotte), dont remille et exotisme ne sont point exclus, des petits poissons vinaigrés au saumon fumé bien grillés, un fromage blanc aux herbes et ses desserts habituels, dont le plus sage mousses au chocolat amer.

Les prix sont assez doux (Dames ! on est à Deauville !), mais le rapport qualité-prix est incontestable, et cette cuisine de femme, entre « planches » et « tables », réconcilie avec les bords de mer des V.I.P. — L.R.

OCÉANIE

LE TOUR DU MONDE

De 27 septembre au 28 octobre : RIO - SANTIAGO - ÎLE DE PAQUES - TAHITI - MOOREA - RANGIROA - NOUVELLE ZÉLANDE - SINGAPOUR
Prix : 17.400 F

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris
Tél. : 261-82-70

Snack-bar - Pizzeria

LA TOCADE

Daniel GIRAULT

Avenue du Général-de-Gaulle

Tél. : (40) 60-29-90

Rive gauche

LE PETIT ZINC

25, rue de Buci - Paris 6

Le Furstemberg

25, rue de Buci - Paris 6

Le Munich

25, rue de Buci - Paris 6

GHEZ HANSI

25, rue de Buci - Paris 6

le point de rencontre

2, rue Camborne 15° (métro Camborne).

Formule 37 F SC ou Repas de 40 à 60 F

Salles de réunions - Séminaires Repas d'affaires

RÉOUVERTURE

le 2 septembre

Chez Les Anges

54, Boulevard de Laeken-Maubourg, Paris 7°

Tél. 705.89.86 et 555.69.26

FRANÇOIS BENOIST

Ferme le Dimanche soir et le Lundi

Parking Exploité des Invalides

Rive droite

SOUPERS après minuit Ouverts en août

HUITRES COQUILLAGES FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE

LE VAUDEVILLE

Coquillages chauds Poissons Pâtisseries

29, rue Vienne - 75002 Paris

place de la Bourne

233.39.39 Tous les jours

TERMINUS NORD

Foie gras Choucroute paysanne Plats du jour

23, rue de Dunkerque 75010 Paris

Face Gare du Nord

Réouverture : 824.48.72

Tous les jours

OUVERT TOUT L'ÉTÉ : dans un cadre de verdure...

1980

Déjeuners dans un ancien WAGON

RESTAURANT de la Cie Internationale des Wagons-Lits

Prononcez SON NOM... ET TOUT LE MONDE SURGIT

SES SPÉCIALITÉS

4 OCTOBRE 1883 : IL ÉTAIT UNE FOIS...

L'ORIENT EXPRESS

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

1883-1914

Philatélie

TRENTA-CINQUIÈME ANNÉE

(Suite.)

Pour fêter la trentième-cinquième année de notre chronique philatélique nous avons le 26 juillet, proposé à nos lecteurs de répondre à un questionnaire destiné à recueillir les données de la philatélie en 1980.

Parmi ceux-ci 389 sont domiciliés en région parisienne, 554 dans les autres régions et 27 à l'étranger. 329 sont abonnés à nos autres revues et 12 autres à nos revues de la région.

Ils totalisent 12648 années de lecture de notre chronique philatélique, soit en moyenne 12 ans chacun (soit 64 % de nos lecteurs ont lu le Monde des philatélistes au moins une fois).

Nous adressons nos vifs remerciements à ceux qui ont pris la peine de nous répondre, nous permettant de mieux apprécier l'intérêt qu'ils prennent à notre chronique.

A. V.

Calendrier des manifestations avec bureau temporaires

06000 Pau, du 6 au 15 septembre. — Pous exposés. Pous cachets.

06250 La Caille, les 6 et 7 septembre. — 19° Journées internationales aux fromages. Pous cachets.

06300 Virey, Centre culturel Valéry-Larbaud, les 6 et 7 septembre. — 19° Journées de l'Académie d'études postales.

07100 Mâcon (Mâcon), le 7 septembre. — Pous de la Vigne et du Vin mâconnais.

07300 Reims (bas de la ville), le 14 septembre. — Journées « Portes ouvertes ».

MONACO : Suite de la seconde tranche du programme 1980

Le 15 août dernier, nous avons publié le début de la seconde tranche du programme 1980, aujourd'hui nous donnons la suite.

30 Série « Princesses et Princeses » (suite de la galerie d'art du palais princier, deux valeurs, 5.00 F :

4.00 F, Prince Albert I^{er}, né en 1848, prince régnant de 1889 à 1922, peint par L. Bonatti ;

4.00 F, Princesse Alice, épouse d'Albert I^{er} (1857-1935), peint par L. Macternick ;

Format 36x36 mm. Gravure de Saint-Exupéry en taille-douce aux couleurs, par feuilles de dix timbres ;

60 Timbre « Croix-Rouge monégasque » :

6.00 F, Océan au soleil, composition allégorique, par Pierrette Lambert ;

Format 48x36 mm. Gravure de Claude Lely. Impression taille-douce aux couleurs, par feuilles de dix timbres ;

30 Émissions groupées, cinq timbres, 7.50 F :

1.50 F, VII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, VIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, IX^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, X^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XI^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XIV^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XV^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XVI^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XVII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XVIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XIX^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XX^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXI^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXIV^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXV^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXVI^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXVII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXVIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXIX^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXX^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXXI^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXXII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXXIII^e Festival international du cirque, Monaco ;

1.50 F, XXXIV^e Festival international du cirque, Monaco ;

Jeux

échecs N° 880

UNE MORTELLE IMPRUDENCE

Championnat de Yougoslavie (Août 1980)
Blancs : VELIMIROVIC
Noirs : TRINGOV
Défense : Milovan, Atanas Kora.

1. e4 e5
2. Cf3 Cc6
3. d4 d5
4. Cxd5 Cxd5
5. g4 (a) a5 (b) a6 (c) a7
6. f3 g4
7. f4 g5
8. f5 g6
9. f6 g7
10. f7 g8
11. f8 g9
12. f9 g10
13. f10 g11
14. f11 g12
15. f12 g13
16. f13 g14
17. f14 g15
18. f15 g16
19. f16 g17
20. f17 g18
21. f18 g19
22. f19 g20
23. f20 g21
24. f21 g22
25. f22 g23
26. f23 g24
27. f24 g25
28. f25 g26
29. f26 g27
30. f27 g28
31. f28 g29
32. f29 g30
33. f30 g31
34. f31 g32
35. f32 g33
36. f33 g34
37. f34 g35
38. f35 g36
39. f36 g37
40. f37 g38
41. f38 g39
42. f39 g40
43. f40 g41
44. f41 g42
45. f42 g43
46. f43 g44
47. f44 g45
48. f45 g46
49. f46 g47
50. f47 g48
51. f48 g49
52. f49 g50
53. f50 g51
54. f51 g52
55. f52 g53
56. f53 g54
57. f54 g55
58. f55 g56
59. f56 g57
60. f57 g58
61. f58 g59
62. f59 g60
63. f60 g61
64. f61 g62
65. f62 g63
66. f63 g64
67. f64 g65
68. f65 g66
69. f66 g67
70. f67 g68
71. f68 g69
72. f69 g70
73. f70 g71
74. f71 g72
75. f72 g73
76. f73 g74
77. f74 g75
78. f75 g76
79. f76 g77
80. f77 g78
81. f78 g79
82. f79 g80
83. f80 g81
84. f81 g82
85. f82 g83
86. f83 g84
87. f84 g85
88. f85 g86
89. f86 g87
90. f87 g88
91. f88 g89
92. f89 g90
93. f90 g91
94. f91 g92
95. f92 g93
96. f93 g94
97. f94 g95
98. f95 g96
99. f96 g97
100. f97 g98
101. f98 g99
102. f99 g100
103. f100 g101
104. f101 g102
105. f102 g103
106. f103 g104
107. f104 g105
108. f105 g106
109. f106 g107
110. f107 g108
111. f108 g109
112. f109 g110
113. f110 g111
114. f111 g112
115. f112 g113
116. f113 g114
117. f114 g115
118. f115 g116
119. f116 g117
120. f117 g118
121. f118 g119
122. f119 g120
123. f120 g121
124. f121 g122
125. f122 g123
126. f123 g124
127. f124 g125
128. f125 g126
129. f126 g127
130. f127 g128
131. f128 g129
132. f129 g130
133. f130 g131
134. f131 g132
135. f132 g133
136. f133 g134
137. f134 g135
138. f135 g136
139. f136 g137
140. f137 g138
141. f138 g139
142. f139 g140
143. f140 g141
144. f141 g142
145. f142 g143
146. f143 g144
147. f144 g145
148. f145 g146
149. f146 g147
150. f147 g148
151. f148 g149
152. f149 g150
153. f150 g151
154. f151 g152
155. f152 g153
156. f153 g154
157. f154 g155
158. f155 g156
159. f156 g157
160. f157 g158
161. f158 g159
162. f159 g160
163. f160 g161
164. f161 g162
165. f162 g163
166. f163 g164
167. f164 g165
168. f165 g166
169. f166 g167
170. f167 g168
171. f168 g169
172. f169 g170
173. f170 g171
174. f171 g172
175. f172 g173
176. f173 g174
177. f174 g175
178. f175 g176
179. f176 g177
180. f177 g178
181. f178 g179
182. f179 g180
183. f180 g181
184. f181 g182
185. f182 g183
186. f183 g184
187. f184 g185
188. f185 g186
189. f186 g187
190. f187 g188
191. f188 g189
192. f189 g190
193. f190 g191
194. f191 g192
195. f192 g193
196. f193 g194
197. f194 g195
198. f195 g196
199. f196 g197
200. f197 g198
201. f198 g199
202. f199 g200
203. f200 g201
204. f201 g202
205. f202 g203
206. f203 g204
207. f204 g205
208. f205 g206
209. f206 g207
210. f207 g208
211. f208 g209
212. f209 g210
213. f210 g211
214. f211 g212
215. f212 g213
216. f213 g214
217. f214 g215
218. f215 g216
219. f216 g217
220. f217 g218
221. f218 g219
222. f219 g220
223. f220 g221
224. f221 g222
225. f222 g223
226. f223 g224
227. f224 g225
228. f225 g226
229. f226 g227
230. f227 g228
231. f228 g229
232. f229 g230
233. f230 g231
234. f231 g232
235. f232 g233
236. f233 g234
237. f234 g235
238. f235 g236
239. f236 g237
240. f237 g238
241. f238 g239
242. f239 g240
243. f240 g241
244. f241 g242
245. f242 g243
246. f243 g244
247. f244 g245
248. f245 g246
249. f246 g247
250. f247 g248
251. f248 g249
252. f249 g250
253. f250 g251
254. f251 g252
255. f252 g253
256. f253 g254
257. f254 g255
258. f255 g256
259. f256 g257
260. f257 g258
261. f258 g259
262. f259 g260
263. f260 g261
264. f261 g262
265. f262 g263
266. f263 g264
267. f264 g265
268. f265 g266
269. f266 g267
270. f267 g268
271. f268 g269
272. f269 g270
273. f270 g271
274. f271 g272
275. f272 g273
276. f273 g274
277. f274 g275
278. f275 g276
279. f276 g277
280. f277 g278
281. f278 g279
282. f279 g280
283. f280 g281
284. f281 g282
285. f282 g283
286. f283 g284
287. f284 g285
288. f285 g286
289. f286 g287
290. f287 g288
291. f288 g289
292. f289 g290
293. f290 g291
294. f291 g292
295. f292 g293
296. f293 g294
297. f294 g295
298. f295 g296
299. f296 g297
300. f297 g298
301. f298 g299
302. f299 g300
303. f300 g301
304. f301 g302
305. f302 g303
306. f303 g304
307. f304 g305
308. f305 g306
309. f306 g307
310. f307 g308
311. f308 g309
312. f309 g310
313. f310 g311
314. f311 g312
315. f312 g313
316. f313 g314
317. f314 g315
318. f315 g316
319. f316 g317
320. f317 g318
321. f318 g319
322. f319 g320
323. f320 g321
324. f321 g322
325. f322 g323
326. f323 g324
327. f324 g325
328. f325 g326
329. f326 g327
330. f327 g328
331. f328 g329
332. f329 g330
333. f330 g331
334. f331 g332
335. f332 g333
336. f333 g334
337. f334 g335
338. f335 g336
339. f336 g337
340. f337 g338
341. f338 g339
342. f339 g340
343. f340 g341
344. f341 g342
345. f342 g343
346. f343 g344
347. f344 g345
348. f345 g346
349. f346 g347
350. f347 g348
351. f348 g349
352. f349 g350
353. f350 g351
354. f351 g352
355. f352 g353
356. f353 g354
357. f354 g355
358. f355 g356
359. f356 g357
360. f357 g358
361. f358 g359
362. f359 g360
363. f360 g361
364. f361 g362
365. f362 g363
366. f363 g364
367. f364 g365
368. f365 g366
369. f366 g367
370. f367 g368
371. f368 g369
372. f369 g370
373. f370 g371
374. f371 g372
375. f372 g373
376. f373 g374
377. f374 g375
378. f375 g376
379. f376 g377
380. f377 g378
381. f378 g379
382. f379 g380
383. f380 g381
384. f381 g382
385. f382 g383
386. f383 g384
387. f384 g385
388. f385 g386
389. f386 g387
390. f387 g388
391. f388 g389
392. f389 g390
393. f390 g391
394. f391 g392
395. f392 g393
396. f393 g394
397. f394 g395
398. f395 g396
399. f396 g397
400. f397 g398
401. f398 g399
402. f399 g400
403. f400 g401
404. f401 g402
405. f402 g403
406. f403 g404
407. f404 g405
408. f405 g406
409. f406 g407
410. f407 g408
411. f408 g409
412. f409 g410
413. f410 g411
414. f411 g412
415. f412 g413
416. f413 g414
417. f414 g415
418. f415 g416
419. f416 g417
420. f417 g418
421. f418 g419
422. f419 g420
423. f420 g421
424. f421 g422
425. f422 g423
426. f423 g424
427. f424 g425
428. f425 g426
429. f426 g427
430. f427 g428
431. f428 g429
432. f429 g430
433. f430 g431
434. f431 g432
435. f432 g433
436. f433 g434
437. f434 g435
438. f435 g436
439. f436 g437
440. f437 g438
441. f438 g439
442. f439 g440
443. f440 g441
444. f441 g442
445. f442 g443
446. f443 g444
447. f444 g445
448. f445 g446
449. f446 g447
450. f447 g448
451. f448 g449
452. f449 g450
453. f450 g451
454. f451 g452
455. f452 g453
456. f453 g454
457. f454 g455
458. f455 g456
459. f456 g457
460. f457 g458
461. f458 g459
462. f459 g460
463. f460 g461
464. f461 g462
465. f462 g463
466. f463 g464
467. f464 g465
468. f465 g466
469. f466 g467
470. f467 g468
471. f468 g469
472. f469 g470
473. f470 g471
474. f471 g472
475. f472 g473
476. f473 g474
477. f474 g475
478. f475 g476
479. f476 g477
480. f477 g478
481. f478 g479
482. f479 g480
483. f480 g481
484. f481 g482
485. f482 g483
486. f483 g484
487. f484 g485
488. f485 g486
489. f486 g487
490. f487 g488
491. f488 g489
492. f489 g490
493. f490 g491
494. f491 g492
495. f492 g493
496. f493 g494
497. f494 g495
498. f495 g496
499. f496 g497
500. f497 g498
501. f498 g499
502. f499 g500
503. f500 g501
504. f501 g502
505. f502 g503
506. f503 g504
507. f504 g505
508. f505 g506
509. f506 g507
510. f507 g508
511. f508 g509
512. f509 g510
513. f510 g511
514. f511 g512
515. f512 g513
516. f513 g514
517. f514 g515
518. f515 g516
519. f516 g517
520. f517 g518
521. f518 g519
522. f519 g520
523. f520 g521
524. f521 g522
525. f522 g523
526. f523 g524
527. f524 g525
528. f525 g526
529. f526 g527
530. f527 g528
531. f528 g529
532. f529 g530
533. f530 g531
534. f531 g532
535. f532 g533
536. f533 g534
537. f534 g535
538. f535 g536
539. f536 g537
540. f537 g538
541. f538 g539
542. f539 g540
543. f540 g541
544. f541 g542
545. f542 g543
546. f543 g544
547. f544 g545
548. f545 g546
549. f546 g547
550. f547 g548
551. f548 g549
552. f549 g550
553. f550 g551
554. f551 g552
555. f552 g553
556. f553 g554
557. f554 g555
558. f555 g556
559. f556 g557
560. f557 g558
561. f558 g559
562. f559 g560
563. f560 g561
564. f561 g562
565. f562 g563
566. f563 g564
567. f564 g565
568. f565 g566
569. f566 g567
570. f567 g568
571. f568 g569
572. f569 g570
573. f570 g571
574. f571 g572
575. f572 g573
576. f573 g574
577. f574 g575
578. f575 g576
579. f576 g577
580. f577 g578
581. f578 g579
582. f579 g580
583. f580 g581
584. f581 g582
585. f582 g583
586. f583 g584
587. f584 g585
588. f585 g586
589. f586 g587
590. f587 g588
591. f588 g589
592. f589 g590
593. f590 g591
594. f591 g592
595. f592 g593
596. f593 g594
597. f594 g595
598. f595 g596
599. f596 g597
600. f597 g598
601. f598 g599
602. f599 g600
603. f600 g601
604. f601 g602
605. f602 g603
606. f603 g604
607. f604 g605
608. f605 g606
609. f606 g607
610. f607 g608
611. f608 g609
612. f609 g610
613. f610 g611
614. f611 g612
615. f612 g613
616. f613 g614
617. f614 g615
618. f615 g616
619. f616 g617
620. f617 g618
621. f618 g619
622. f619 g620
623. f620 g621
624. f621 g622
625. f622 g623
626. f623 g624
627. f624 g625
628. f625 g626
629. f626 g627
630. f627 g628
631. f628 g629
632. f629 g630
633. f630 g631
634. f631 g632
635. f632 g633
636. f633 g634
637. f634 g635
638. f635 g636
639. f636 g637
640. f637 g638
641. f638 g639
642. f639 g640
643. f640 g641
644. f641 g642
645. f642 g643
646. f643 g644
647. f644 g645
648. f645 g646
649. f646 g647
650. f647 g648
651. f648 g649
652. f649 g650
653. f650 g651
654. f651 g652
655. f652 g653
656. f653 g654
657. f654 g655
658. f655 g656
659. f656 g657
660. f657 g658
661. f658 g659
662. f659 g660
663. f660 g661
664. f661 g662
665. f662 g663
666. f663 g664
667. f664 g665
668. f665 g666
669. f666 g667
670. f667 g668
671. f668 g669
672. f669 g670
673. f670 g671
674. f671 g672
675. f672 g673
676. f673 g674
677. f674 g675
678. f675 g676
679. f676 g677
680. f677 g678
681. f678 g679
682. f679 g680
683. f680 g681
684. f681 g682
685. f682 g683
- 686.

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — Au moment de quitter l'Algérie, où il n'a pu régler l'affaire de famille, le docteur Rieux s'installe dans une petite maison de campagne de France, et qui risquent de voir pour y rentrer clandestinement.

Vendredi 29 août.

C'est « Rose de sable » qui a ouvert la porte. Rieux, pris par la main, est conduit en sonce vers une grande pièce faiblement éclairée. Une fois assis par terre, il se trouve entouré de lui plusieurs corps d'adolescents assoupis. Les silhouettes sont trois ou quatre adultes se découpaient sur les fenêtres ouvertes sur la baie d'Alger. Au scintillement des cargos millés en rade se mêle zigzagant, le fumet d'une pipe.

La veille, Rieux s'est endormi en se tenant dans sa poche l'adresse confiée par « Rose de sable ». Au matin, c'était décidé : il tarderait son retour en France, sous prétexte de surprendre M. Kheddadi ministre de la culture, et il irait voir le soir, où étaient rassemblés les jours rescapés du port. Pour ne pas s'égarer sa curiosité éme, il s'installait à « devoir d'abandon » au hasard », ont les surprises de ces jours derniers, après tant d'années sans histoire, lui semblaient des signes du destin.

الغريب

Le fursur de pipe ayant fait de présider la réunion, Rieux se fait la réflexion que les croqueurs de bouffardes du monde entier ont le chic pour asservir les auditoires à leurs remugles et aux généralités lapines qui vont avec. Une nouvelle prière lui en est donnée à l'instant. Le fumet rouge :

« D'après Lumière et barbelée, qui a dépassé les vingt-huit mille exemplaires, l'enquête, comment dire ?, au suppon nietzscheen envers nos systèmes de pensée. Avec le Front de l'irrapport, à paraître pour les fêtes, l'irai, comment dire ? beaucoup plus loin. La tête l'a bien senti, qui m'a déjà invité avant de m'voir lui... »

La pipe crépite :
« Moi qui ai été communiste et maoïste, je dis en connaissance de cause que la seule menace contre l'homme vient du maoïsme, qui s'entête à nier l'évidence de sa mort pour annoncer par tous les médias... Le combat avec ses armes, à que le raisonnement sur les réalités éco-

nomiques, c'est entrer dans son jeu criminel. Ce qu'il faut, c'est lui opposer les refus de la politique et les besoins d'irrépressible qui montent un peu partout, autour du pape, de l'islam... »

Le nouveau trace des croix dans l'espace.

« Ce qu'attendent de vous mes amis du Vatican, c'est que vous dressiez ces appétits de sacré contre le collectivisme porteur de goule. »

La pipe rosit de bonheur :

« De Monsieur Letévre aux Frères musulmans ! »

Un coopérant gauchiste-barbu se lève comme un diable, va vers le fumet :

« Quand tu as fini de vendre ton anti-communisme à l'édition bourgeoise et aux intégristes romains c'est bien toi, qui ou merde, qui travailles dans un cabinet ministériel ? »

« Je l'attends, celle-là, se tapote la pipe. Il est tellement plus facile de critiquer le prince que de le conseiller ! »

« Alors explique-nous comment un des derniers Etats de droit, comme vous dites, traite froidement le statut juridique de ses immigrés à la situation de l'emploi ? »

Une voix chantante, en retrait, prolonge la question :

« Et les réduits, quel, Bon Dieu, faut le dire, à leur force de travail ? »

« Le voilà bien le marxisme attardé !, crachote la pipe. Si les hommes comme vous perdent à ce point l'esprit de résistance au mal absolu, c'en est fait, comment dire ?, de notre civilisation ! »

La voix chantante enchaîne :

« Prenez les petits expulsés que nous recueillons ici par dizaines. Est-ce digne d'un Etat de droit et de liberté de laisser sa police les renvoyer ici, sans instruction ni appel, pour le seul crime de relater ses propres carences ? Des dangers pour l'ordre public, dites-vous ? J'en serais devenu moi-même, voyez-vous, si on m'avait donné aussi peu de chances au départ... »

« Vous n'allez tout de même pas vous comparer à ces petits voyous ? »

« Et je rougis parfois, insiste la voix douce, de n'être pas, comme eux, une menace pour votre ordre légitime ! »

Le fumet cure sa pipe, la bourre, la rallume, et, alléguant un rendez-vous à l'ambassade, gagne la sortie.

« Soit, concède-t-il, il y a eu quelques décisions malencontreuses, c'est inévitable ; mais ce sont toujours les mêmes cas que citent les bonnes âmes, avec un plaisir ambigu que nous connaissons bien... »

Il serre sous le bras les dossiers qu'on lui a remis.

Roman-reportage
de Poirot-Delpech

X. — Les justes

« Je ferai le nécessaire, promet-il. Car nous sommes sérieux, nous ! Nous agissons, au lieu d'ameuter les journaux ! »

الغريب

Rieux s'y perd, entre cet ancien marxiste qui en appelle au ciel et ces spiritualistes accrochés à la religion des faits. A Paris, les milieux scientifiques qu'il fréquente ne suivent guère les débats d'idées à la mode. Le coopérant gauchiste-barbu lui explique que leur collectif d'aide aux expulsés a accepté de recevoir le penseur officiel à pipe parce qu'il se recommandait, dans sa croisade pour les V.S.O.P. (les Valeurs Suprêmes de l'Occident, en Péril) d'un haut dignitaire de la Curie.

Rieux n'a retenu des propos du visiteur que le propos final : « Nous, nous sommes sérieux ». Le ministre amant d'Anne-Sophie répétait la même expression le jour où il a consenti à ôter son concubine chez les Rieux. C'était en 1977, peu avant les élections législatives. Il craignait pour la majorité, et assurément à élargir sa base ouvrière. A l'époque, il s'occupait plus ou moins

des immigrés. « Un marchepied », disait-il. Il a démontré à table que les étrangers acceptant moins bien les tâches pénibles, les bas salaires, les contrats limités, l'absence de promotion et de vie syndicale — d'où l'idée ! — la seule solution « sériuse » serait de les « précariser », en mettant en concurrence les jeunes paysans de l'Ouest, les manoeuvres des DOM-TOM, ou encore en rendant leur expulsion plus facile, donc mieux « dissuasive ». Rieux rapproche ces paroles des mesures qu'il découvre aujourd'hui. Il se souvient que le ministre s'appuyait sur une enquête de son ministère auprès des chefs d'entreprise. Le « lien » qui lui manquait, à Mansourah, entre la richesse des uns et la pauvreté des autres était tout à coup sur l'occasion.

« Tu peux nous filer le rapport ? Ça nous servira dans les instances en cours. Car nous voulons épuiser les voies juridiques. Elles obligent le pouvoir à prendre de nouveaux textes qui démentent son libéralisme de façade... Or c'est ce que tu peux faire d'autre ? »

Pour le rapport, Rieux verra Anne-Sophie en rentrant. Comme autre coup de main à la cause immigrée, il ne voit pas. Il est tout surpris qu'on le mette à contribution, sans même lui demander ce qu'il fait là, et qu'on le tutoie d'emblée. Il n'a pas milité depuis vingt-trois ans, lorsque, à Alger déjà et dans une clandestinité comparable, des chrétiens lui signalaient des cas de sévices à transmettre à une commission de juristes parisiens. En 1968, il a été découragé de suivre le mouvement le jour où ses étudiants ont voté contre la recherche des groupes sanguins, jugée « policière », et pour l'allocation d'un microscope aux fils d'ouvriers... Les désillusions de ses amis engagés l'ont conforté dans son attitude de bûcheur apolitique. La recherche à plein temps lui épargne le reniement de ces anciens révolutionnaires, devenus pour la plupart marchands de cliniques ou consultants à neuds papillon et reliures au mètre. Il les plaint d'avoir à répondre au rituel : « Combien vous dois-je, docteur ? » un « 200 franc » nerveux.

D'une certaine façon, il s'est gardé disponible pour le désintéressement. Il prend goût à l'ardeur dont ces inconnus débordent, et le crédite.

« Je peux joindre le ministre de l'Intérieur, propose-t-il, comme pour payer son entrée.

Inutile, coupe le barbu. L'archevêque d'Alger lui a écrit : le ministre l'a assuré de ses sentiments chrétiens, mais il n'est revenu sur rien... »

L'homme à la voix chantante n'est pas si catégorique. Il jette une couverture sur « Rose de sable » et Ali, qui se sont endormis dans des coussins. Il demande à Rieux d'agir quand même auprès du ministre à leur intention.

« Ces deux-là en valent la peine, l'en réponds. Ils ont chuté parce que la délinquance est devenue leur patrie, et l'exil, voyez-vous, leur royaume... Mais il y a en eux, leur vie clandestine le prouve, une exigence qui, dans le bien ou le mal selon les chances que nous leur donnerons, peut faire, je dirais, des ravages... »

الغريب

Chute, exigence, bien, mal, ravages : ces mots ont sonné familiers aux oreilles de Rieux, sans qu'il se rappelle sur le moment à quel passé ils se rattachaient. En redescendant vers son hôtel, cela lui revient. L'homme à la voix chantante ne peut être qu'un prêtre.

Depuis l'âge de vingt ans, Rieux a perdu le contact avec la religion de son enfance. « La communication a été coupée », plaisante-t-il. Comme beaucoup d'anciens croyants, il a jugé suicidaire l'évolution de l'Eglise, sans chercher à la comprendre. Il a ironisé sur l'erreur de marketing qu'elle aurait commise en préférant au dogme et au rite immuables recherchés par la clientèle potentielle les aléas des sciences humaines. Il voyait mal ce qu'avait gagné le clergé à troquer la soutane pour des héliques de marquis et des complets de receveurs de la R.A.T.P.

Se soir, il trouve touchants ce vocabulaire d'âme et la raideur ingénue qu'il recèle. Il se souvient d'un amoncellement parti en souriant pour la déportation, des abbés Barthez, Bérenguer et Scotto rencontrés ici même pendant la guerre d'Algérie, et qui témoignaient dangereusement contre la violence. Des noms de Justes lui reviennent en mémoire : Michelet, Mandouze, Clavel, Germaine Tilton. Par-delà Mauriac, Bergançon.

Sauvent-ils l'essentiel ? Sont-ce eux, le sel de la terre ? Rieux ne saurait le dire. Mais que des individus opposent obstinément certains principes aux habiles sans chercher leur intérêt ni celui d'une cause : quel luxe anachronique ! Quel rafraîchissement !

Demain :

MON VIEUX CHRISTIAN

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps France entre le vendredi 29 août à 6 heures et le samedi 30 août à 6 heures :

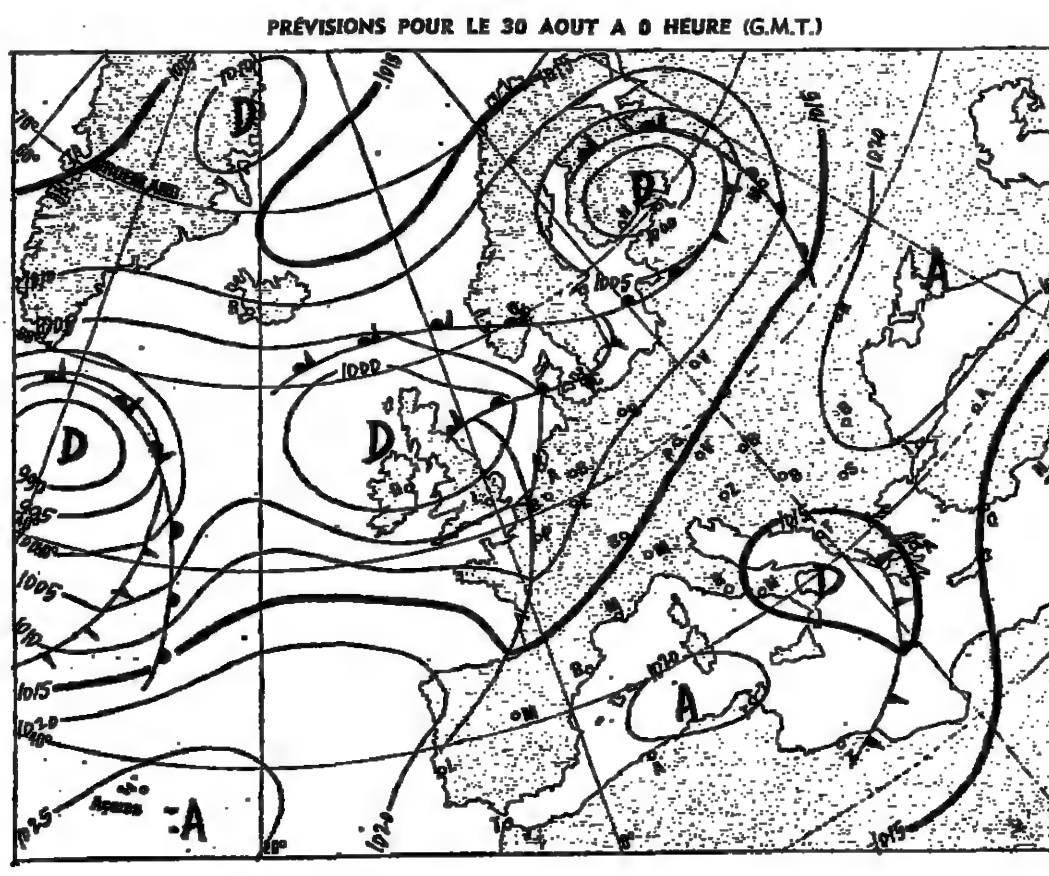
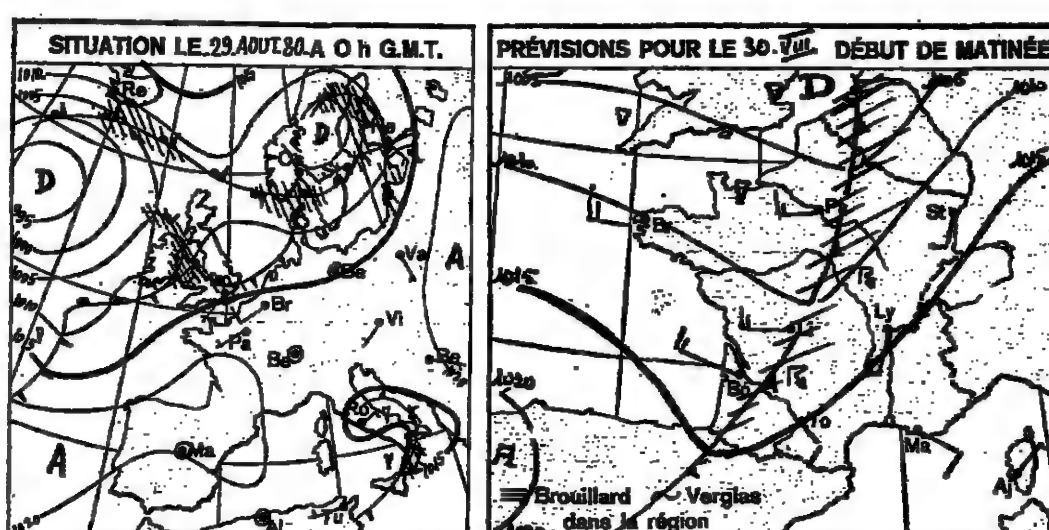
Un front froid venant de l'Atlantique abordera la Bretagne vendredi 29 août après-midi et traversera l'Espagne samedi 30 août.

Samedi 30 août, une zone de temps couvert et pluvieux descendra en fin de nuit et le matin les régions s'étendant de l'Aquitaine aux Pyrénées. Les pluies seront accompagnées d'orages se décalant ensuite vers l'Est. A travers les Pyrénées, le Massif Central, le Jura, le Bourbonnais et l'Alsace, elles s'écarteront les Alpes ainsi que les vallées méditerranéennes, où la pluie sera suivie d'un ciel variable avec quelques éclaircies et de lages.

Le vendredi 29 août, à 6 heures, la pression atmosphérique s'élève au niveau de la mer à 1015,5 millibars, soit 752,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 août ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Ajaccio, 25 et 16 ; Brest, 15 ; Bourges, 22 et 14 ; Bordeaux, 22 et 14 ; Caen, 21 et 15 ; Clermont-Ferrand, 20 et 14 ; Dijon, 25 et 15 ; Grenoble, 23 et 16 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille, 25 et 17 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 25 et 15 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 21 et 15 ; Pau, 25 et 15 ; Perpignan, 25 et 19 ; Rennes, 22 et 17 ; Strasbourg, 22 et 14 ; Tours, 25 et 15 ; Toulouse, 25 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 16.

PROBABILITES POUR LE DIMANCHE 31 AOUT Des Alpes à la Côte d'Azur, temps très nuageux avec quelques ondées à caractère orageux. Apparition d'éclaircies en cours de journée. Languedoc, Provence, vallée du Rhône, ensoleillée avec un mistral modéré. Dans le sud-ouest, le Massif Central et la région pyrénéenne, beau temps, passage nuageux avec quelques brouillards en début de journée. Dans le nord-est, temps nuageux avec éclaircies et passages nuageux succédant à la tendance au brouillard. Dans la Manche et de l'ouest à l'est, les températures sont dans la normale. (Documents établis avec le support technique spécial de la météorologie normale.)



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 29 août 1980 :

UN DÉCRET

● Étendant à la collectivité territoriale de Mayotte la compétence du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA).

UNE CIRCULAIRE

● Du ministre de la justice donnant connaissance d'une lettre du ministre des affaires étrangères relative à la caducité de la convention franco-vietnamienne du 15 septembre 1954 et de ses annexes.

UN AVIS

● Aux exportateurs relatif au tarif des prélèvements et des taxes applicable aux exportations vers les pays tiers.

BREF

CIRCULATION

CYCLISTES DANS LES RUES LE 31 AOUT. — Le Mouvement de défense de la bicyclette (M.D.B.) invite les cyclistes à « sortir leurs vélos et à rouler en ville », le dimanche 31 août, en fin de journée. Le M.D.B. demande aux cyclistes d'aller sur les lieux où se concentrent les automobilistes, afin d'inciter ceux-ci, qui rentrent de vacances et qui retrouveront les embouteillages habituels à prendre la résolution de laisser autant que possible leur voiture et à utiliser souvent le vélo pour leurs propres déplacements.

LOTTO

TIRAGE N° 35

DU 27 AOUT 1980

18

24

31

36

45

48

NUMERO COMPLEMENTAIRE

28

NOMBRE DE GRILLES
GAGNANTES

RAPPORT PAR GRILLE
GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS

18

728 173,80 F

5 BONS NUMEROS

54

83 115,80 F

+ complementaire

5 BONS NUMEROS

3 586

3 755,80 F

4 BONS NUMEROS

138 517

97,20 F

3 BONS NUMEROS

2 051 057

9,40 F

PROCHAIN TIRAGE LE 3 SEPTEMBRE 1980

VALIDATION JUSQU'AU 2 SEPTEMBRE 1980 APRES-MIDI

économie

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

• Le blocus est levé dans de nombreux ports • Les négociations sont à nouveau interrompues

Calmé après la tempête, dans la journée du jeudi 28 août, les blocus ont été levés dans plusieurs ports où le trafic reprenait normalement. C'était le cas à Dunkerque, à Calais, à Dieppe, à Cherbourg, à Granville, à Saint-Malo et à Saint-Pierre.

Encore sous le coup des interventions muscées de la marine nationale, les marins-pêcheurs de Port-en-Bessin ont décidé, à l'issue de leur assemblée générale du jeudi 28 août, de poursuivre leur action revendicative et ont

envoyé, avec les représentants de tous les ports de la Manche, un nouveau blocus du port d'Antifer. Cette nouvelle action se ferait avec les artisans pêcheurs, de Bretagne et de la façade Atlantique, et pourrait réunir une flotte de plusieurs milliers de chalutiers. Les ports de Fos et d'Antifer libérés, il ne reste désormais sous blocus que le port de Saint-Nazaire et de Douges qui n'est pas alimenté depuis une quinzaine de jours. L'importance de l'approvisionnement de Douges est double.

10 millions de tonnes de trafic par an, mais surtout il est le point de départ du pipeline qui alimente les forces européennes de l'OTAN.

Conflit dans le conflit, les marins-pêcheurs et transporteurs ont repris ce vendredi matin le blocus de Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche français.

Parmi les gestes de solidarité, on retiendra la décision de la Fédération des syndicats maritimes C.G.T., qui appelle les marins de com-

merce à observer un arrêt de travail de vingt-quatre heures le 3 septembre.

Les négociations qui se déroulaient jeudi à Paris, à propos de la pêche industrielle à Boulogne, n'ont pu aboutir à un accord, mais une nouvelle rencontre est prévue le 2 septembre. Ce vendredi, une réunion devait se tenir au comité central des pêcheurs maritimes où les collaborateurs de M. La Theule devaient détailler, pour les professionnels, les mesures prises par le ministre le 26 août.

LA RENCONTRE ENTRE SYNDICATS, ARMATEURS ET POUVOIRS PUBLICS

Une mission exploratoire va se rendre sur place

Tant que les discussions ne sont pas rompues, tout espoir n'est pas perdu. C'est concrètement le seul motif de satisfaction que pouvaient avoir, jeudi, soit au soir, responsables syndicaux des marins-pêcheurs, armateurs de Boulogne-sur-Mer et fonctionnaires de la marine marchande, à la sortie de la deuxième réunion de la commission nationale de conciliation.

Autour de M. François Essig, directeur général de la marine marchande, et d'un représentant du ministère du travail, six délégués des armateurs, trois de la C.F.D.T., trois de la C.G.T., ont tenté, comme le prévoit la réglementation du travail maritime, de concilier les points de vue des parties engagées dans le conflit. Sans succès, malgré quatre heures et demie de réunion plénière et une heure trente de suspension de séance permettant des contacts informels et discrets.

M. Essig, écartant toute nouvelle aide de l'Etat aux armateurs ou des facilités dans l'application des mesures annoncées au mois d'avril, le patronat n'a guère modifié ses propositions initiales. Certes, les armateurs ont accepté de ne réduire les équipages que de trois marins au lieu de quatre, mais il faut se souvenir qu'il y a une semaine ils avaient envisagé une réduction de deux membres. Certes, maintenant le patronat de la pêche ne parle plus d'une réduction du nombre des salariés en fonction du coût du

carburant que pour les seuls officiers : mais puisque, pour éviter des licenciements, les marins devront à tour de rôle rester à terre, ils perdront nécessairement une partie de leur part sur les revenus de la pêche.

Les syndicats ne pouvaient accepter de telles propositions. La C.F.D.T. expliqua : « Les armateurs ont essayé de nous faire avaler une baisse des effectifs : nous ne sommes pas entrés dans ce jeu ». Elle renouvela sa proposition : « Faites partir tous les chalutiers avec vingt-deux hommes, comme le prévoit la convention collective et, pendant ce temps, nous négocierons la modification ». Refus des armateurs car, « dans ces conditions, la moitié d'entre nous devraient déposer leur bilan ». Mais pour la C.F.D.T. : « On ne négocie pas un traité de paix en pleine guerre, il faut d'abord signer un armistice ».

La C.G.T. a été encore plus nette : « Il est impossible d'arriver à un accord à Boulogne, d'ici et d'abord il n'y a pas une négociation nationale sur la pêche et une réduction du coût du carburant ».

Dans ces conditions, que peut donner le nouveau rendez-vous pris pour le mardi 2 septembre ? D'ici là, syndicats et armateurs doivent débattre de l'amenagement des conditions de travail à bord des chalutiers, ce qui est bien connu pour un aussi vaste sujet. Surtout M. Jean de Rango,

chef du service des gens de la mer à la direction générale de la marine marchande, doit se rendre à Boulogne-sur-Mer pour tenter de rapprocher les points de vue. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour envoyer cette mission ?

L'optimisme — modéré — de M. Essig est des armateurs est-il justifié ? Les syndicats, eux, ne sont guère optimistes. Et M. Guy Langagne, maire socialiste de Boulogne-sur-Mer, a déclaré, lui, « tristes et inquiets ».

Parmi les partis politiques, seul le P.R. se félicite « de la fermeté du premier ministre, du ministre de l'Intérieur, du ministre des transports » dans le conflit de la pêche. M. Jacques Blanc, son secrétaire général, député U.D.F. de la Loire, a souligné, le 28 août, que « le bon sens l'emporte, que la concertation aboutisse et que les Français, une fois de plus, fassent le mépris avec lequel le P.C. et la C.G.T. traitent des libertés ».

Le P.R. continue à critiquer l'attitude du gouvernement et de M. La Theule, qui, pourtant, appartient au parti gaulliste. M. Guy Guermeur, député P.R. du Finistère, a estimé que les propositions gouvernementales « incitent sans raison sur une chambre à air percée, alors qu'il faut changer la roue ». Il a proposé l'élaboration d'une loi d'orientation maritime, et l'instauration d'une conférence nationale.

ASSURANCES ET « BATAILLES NAVALES »

Les propriétaires des bateaux de pêche qui ont été endommagés lors des « batailles navales » de Fos et d'Antifer le 26 août ont demandé des indemnités pour les dégâts qu'ils subissent. Les embarcations par les contrats d'assurance. Au Centre de documentation et d'information de l'assurance, on précise en effet que les patrons pêcheurs de Port-en-Bessin, notamment, avaient été avisés que le blocus du canal d'Antifer était illégal. Ils ont donc pris un risque volontaire en affrontant la marine nationale. Il n'y a pas eu d'accident au sens strict du terme. De même, explique-t-on, si un automobiliste provoque délibérément un accident, il ne sera pas couvert par sa compagnie d'assurance.

Les seuls contrats d'assurance qui pourraient jouer, ajoute-t-on, sont ceux qui couvraient les marchandises embarquées à bord des chalutiers et qui risquaient de se trouver avariées ou endommagées.

A Boulogne-sur-Mer paralysé par les camions des mareyeurs

Le « blocus du blocus »

De notre correspondant

Lille. — Peu de commentaires, ce vendredi matin 29 août, à Boulogne-sur-Mer sur les débats de la commission nationale de conciliation de jeudi. Une partie des délégués des syndicats de marins est rentrée dans la nuit ; une partie se trouve toujours à Paris pour participer au comité central de pêche. C'est samedi matin à 10 heures que les marins devraient tenir une assemblée générale.

Les propositions des armateurs (dix-neuf hommes au lieu des dix-huit engagés alors que, actuellement, il y en a vingt-deux à bord) ne sont pas approuvées comme une nouveauté : cette proposition avait été faite auparavant et refusée. En fait, on en revient toujours au point de départ qui a provoqué l'escalade du conflit il y a maintenant plus d'un mois : l'application de la convention collective aussi bien pour le nombre d'hommes à bord que pour les salaires.

Le maire de Boulogne, M. Guy Langagne, dans une ville à nouveau bloquée vendredi matin, à la fois par la mer (des chalutiers sont dans le port) et par la terre (des camions des industries alimentaires bloquent à nouveau les routes) vient de lancer un nouvel appel au calme (1), mais estime que les armateurs n'ont pas fait.

Quoi qu'il en soit, la situation de paralysie totale à Boulogne ne peut pas durer, et on ne peut pas continuer à jouer au « blocus du blocus ». C'est vraiment un jeu trop dangereux. La petite haine des pêcheurs à la venue d'un envoyé de M. Essig, le directeur de la marine marchande, qui sur place à Boulogne pourrait dans les jours qui viennent multiplier les contacts et trouver les bases d'un compromis qui soit acceptable par tous. Les marins, en tout cas, après un conflit aussi dur, ne veulent pas reprendre la mer sans obtenir un minimum de garanties pour l'avenir.

GEORGES SUEUR.

Les grossistes en mer de Zungu redoutent une tension des cours du poisson au début de septembre, notamment sur les poissons fins. Cependant, les professionnels estiment que le prix des espèces ordinaires devrait rester abordable, le mois de septembre étant généralement calme.

La direction du marché de Rungis vient de s'engager à fournir une information régulière pour signaler aux consommateurs les achats les plus intéressants. Les niveaux des importations sont restés très importants : 140 tonnes jeudi 28 août sur un total de 280 tonnes (soit 48,3 %) alors qu'habituellement les livraisons étrangères représentent le tiers des arrivages.

Les gouvernements des Neuf ignorent nos propositions

affirment les experts de Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conflit de la pêche française n'a pas encore suscité de réactions officielles de la part des instances communautaires. La commission européenne est en vacances au mois d'août. M. Gundlach, le commissaire responsable de ce secteur, ne sera à Bruxelles qu'au début de la semaine prochaine. Pourtant les experts européens « de permanence » sont agacés par les attaques de tous bords qui sont lancées à l'encontre des institutions communautaires. Persuadés que la commission est le bon médiateur, voire l'arbitre, d'un conflit avant tout national, ils rappellent l'embûche le rôle de Bruxelles qui est de faire des propositions et de surveiller la bonne exécution des décisions du conseil des ministres. Autrement dit l'Europe des Neuf est de surcroît et principalement les Etats membres.

Sur le problème, immédiat, de la réduction du prix du gazole, la lettre de la commission relative à l'incompatibilité de l'aide du gouvernement français par rapport aux règles de concurrence incrites dans le traité de Rome a été envoyée à Paris dès le 22 juillet, c'est-à-dire avant le début du conflit. Les experts bruxellois rappellent ensuite que, en 1974, après le premier choc pétrolier, la commission avait accepté des aides nationales de ce type pour une période de deux ans au maxi-

garantis à un niveau élevé et les importations peuvent effectuer à des cours très bas. Si l'on relève trop les prix des productions nationales, les consommateurs se détournent vers les importations. Le résultat de cette politique est l'accroissement constant des achats de la C.E.E. ces dernières années : 887 000 tonnes en 1975 et 1 million 40 000 tonnes en 1979.

Troisième point : la réglementation de la pêche dans la zone communautaire des 200 milles. Les Neuf n'ont pas discuté jusqu'ici, lors de leur réunion du 21 juillet dernier à Luxembourg, les propositions de la commission portant sur la répartition des quotas de capture par espèce et par état membre. Les experts européens se montrent particulièrement amers sur ce point : « Ils vont nous rendre responsables de cet échec alors que nombre de gouvernements ne veulent pas consentir les sacrifices nécessaires, à savoir une réduction des prises pour tout le monde ».

Seules la France et l'Italie consentent des ristournes sur le carburant

Actuellement la situation est tout autre. Seules la France et l'Italie consentent des ristournes. Même si la commission avait voulu répéter l'opération de 1974, l'emprisonnement de 1974, l'emprisonnement de 1974, l'emprisonnement de 1974, elle ne l'a fait qu'en de rares occasions.

Quant au fonctionnement du marché du poisson, la Commission n'est pas non plus exempte de tout reproche. Il est vrai que l'organisation commune a été décidée par les Neuf et qu'elle comporte une lacune grave en matière d'importation. Le « prix de référence » en vigueur est théorique, en ce sens que, contrairement au « règlement du marché commun agricole », il ne pénalise pas automatiquement les importations qui entrent dans la C.E.E. à bas prix. La commission aurait pourtant la possibilité, alors, de fermer les frontières (elle ne l'a fait qu'en de rares occasions).

La concurrence des pays tiers a conduit toutefois les organisations de producteurs, en Allemagne et au Royaume-Uni, à fixer des « prix de retrait » (prix d'achat du poisson introduit transformé en produits pour l'alimentation du bétail) plus élevés que ceux qui sont prévus par le budget communautaire.

Mais cette initiative a pour effet de favoriser les importations car il ne sert à rien d'avoir des prix

AGRICULTURE

La récolte de céréales dans la C.E.E. devrait atteindre un niveau record

A la lumière des résultats observés à la fin du mois d'août, 1980 devrait être une année de croissance record pour l'agriculture française, a indiqué mercredi 27 août, M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture. Le volume de la production agricole devrait progresser de 4,5 %, augmentation d'autant plus remarquable qu'elle suit deux années (1978 et 1979) de forte production.

Ces bons résultats s'expliquent essentiellement par le niveau record de la production de céréales qui devrait progresser de 7 % par rapport à l'an passé par l'explosion de la production de protéagineux et d'oléagineux (+ 90 % par rapport à l'an passé). Le secteur du sucre connaît également une situation très favorable, compte tenu du niveau élevé des cours mondiaux. Le ministre de l'Agriculture s'est également félicité de l'évolution du commerce extérieur agricole qui, au rythme actuel, devrait dégager un excédent de 15 milliards de francs en 1980.

M. Méhaignerie a toutefois reconnu que, outre les crises conjoncturelles (viande de porc, de mouton), deux problèmes importants restaient

à régler au cours des prochaines semaines. D'une part, le maintien du revenu des agriculteurs qui, en dépit des bonnes récoltes, ne devraient guère progresser cette année, du fait du décalage existant entre le rythme de hausses des prix agricoles (moins de 10 % en moyenne) et celui des produits nécessaires aux agriculteurs pour faire fonctionner leurs exploitations (12 à 14 % en moyenne). Ce problème devrait être examiné au cours de la prochaine conférence annuelle.

D'autre part, M. Méhaignerie n'a pas caché que l'importance du volume de la production, notamment de céréales, ne serait pas sans poser un problème de financement au niveau communautaire. En effet, une partie de la production céréalière devra être exportée, mais, les cours mondiaux restant inférieurs de 25 à 30 % aux cours communautaires, ces exportations devront être subventionnées — par des « restitutions » — par la C.E.E. Comme l'explique ci-dessous notre correspondant à Bruxelles, le problème devrait être surtout aigu pour le budget 1981, compte tenu de l'importance des récoltes prévues dans les autres pays de la Communauté.

De notre correspondant

à l'exportation (300 francs la tonne actuellement). Ce délai doit permettre de reporter le paiement d'une bonne partie des restitutions en 1981.

La seconde porte sur les achats publics. Compte tenu d'une manière générale de la mauvaise qualité des blés récoltés, on estime, dans les milieux communautaires, que les organismes nationaux d'intervention pourraient « déclasser » certaines productions, qui, de ce fait, seraient payées au prix garanti fixé pour les céréales fourragères, et non pas à celui — très attractif — consenti pour les blés panifiables. Pour les trois derniers mois de la campagne précédente (c'est-à-dire depuis le 1^{er} mai), et le premier trimestre de celle en cours (à savoir jusqu'au 31 octobre), les instances communautaires ont autorisé les Etats membres à procéder à des achats publics. Au 31 juillet, 2 millions de tonnes avaient été achetées à l'intervention dont 850 000 tonnes en France et 870 000 tonnes en Allemagne.

Afin d'éviter une trop forte augmentation du budget 1981 dans le secteur des céréales — ce que la Commission européenne se refuse à envisager en raison des difficultés soulevées

par le Parlement européen au sujet des dépenses agricoles des Neuf, — on souhaite à Bruxelles éviter les achats qui pourraient engendrer le système actuel de garanties.

Certains experts européens estiment déjà que le prix garanti pour le blé panifiable est trop élevé par rapport à la qualité exigée. Aussi, ajoutent-ils, faut-il au moins que les organismes d'intervention nationaux appliquent strictement la réglementation communautaire en refusant de payer au prix fort des productions de qualité médiocre. Même si cette condition était remplie, il n'est pas sûr qu'une hausse substantielle des dépenses pour le soutien du marché céréalière soit évitée, d'autant que la production d'orge des Neuf devrait également augmenter sensiblement cette année : 40 millions de tonnes contre 38 millions en 1979.

Etant données ces prévisions de récolte, les achats publics pour l'orge pourraient s'accroître de façon significative (160 000 tonnes pour la campagne précédente). A titre d'exemple, on cite à Bruxelles, le cas des producteurs irlandais et britanniques qui porteraient, pour la première fois, des quantités importantes à l'intervention.

M. S.

TOURISME

SUPPRESSION DE L'AIDE AUX PORTS DE PLAISANCE

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, a déclaré, le 25 août, au cours d'une émission d'Antenne 2, que le gouvernement avait décidé de ne plus accorder d'aide aux ports de plaisance.

La contribution de l'Etat à la construction pouvait atteindre 20 à 50 % du montant des travaux. Les nouveaux ports seront donc à la seule charge des collectivités locales ou des établissements publics régionaux. En effet, les promoteurs privés sont très réservés à l'égard de ces équipements, qu'il leur est interdit, depuis 1979, de remblayer par le moyen d'une opération de promotion immobilière.

La concurrence des pays tiers a conduit toutefois les organisations de producteurs, en Allemagne et au Royaume-Uni, à fixer des « prix de retrait » (prix d'achat du poisson introduit transformé en produits pour l'alimentation du bétail) plus élevés que ceux qui sont prévus par le budget communautaire.

Mais cette initiative a pour effet de favoriser les importations car il ne sert à rien d'avoir des prix

MARCEL SCOTTO.

M. André Giraud, ministre de l'industrie, n'avait pas dédaigné, lui non plus, de dramatiser la situation en adressant à M. Séguin un télégramme dans lequel il attirait son attention sur « la responsabilité très grave » que porterait la C.G.T. si elle provoquait une nouvelle dégradation du barrage de sécurité conduisant à Lagreche. Initiative

Flins tard, au cours d'une réunion publique tenue devant la mairie d'Aïes, le secrétaire général de la C.G.T. a annoncé qu'une « marche sur Paris » des mineurs venus de tous les bassins houillers de France serait organisée le 20 octobre prochain. « Nos délégués seront tous les moyens de notre pouvoir, a-t-il assuré, pour exploiter le charbon français. »

Le représentant du Koweït critique la politique des grands pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP

Au nombre des divergences sur la « stratégie », deux faisaient l'objet de discussions jeudi : le

Certains sont venus de Noyen, d'autres de Chambéry, la plupart travaillaient sur la ligne du T.G.V. Tour à tour les autres chantiers ont fermé ; alors ils se sont retrouvés sur le dernier gros secteur encore

Toujours dehors, par
temps, sans foyer, sans
ont des immigrés parmi
« C'est dur, très dur,
Algérie. Certes sur les
où il y a du matériel

manque d'organisation et des petits chefs et qui dit, à propos des grévistes, « *chacun ses problèmes* ». Sur les cent cinquante il n'en resterait plus que quatre-vingts selon la direction, certains ayant été ramassés d'autres ayant renoncé.

ment (le Monde du 2 août). « Nous voulons nôtre que deux par bungalow. Nous voulons de l'eau chaude pour nous laver. Nous voulons un réfrigérateur pour nous rafraîchir. Nous voulons un pouvoir chasser nos ganelles. Nous défendons notre dignité. C'est anormal également que le temps de travail ne soit pas payé, qu'on soit obligé de changer de chantier pendant le week-end », s'inscrivent dans le défilé.

Le passage de vola insulste pour montrer leurs félicités de paix.

Les salaires oscillent entre 2 450 francs et 2 700 francs. La C.G.T. réclame 3 000 francs pour la province, et 3 200 francs pour Paris. M. Alain Vassard, secrétaire général de l'union départementale de l'Yonne, se demande pourquoi, bien que ce soit le département de Giral qui soit payé de la même façon que celui attribué à d'autres sociétés sur la ligne du T.G.V., et alors que le travail est le même, les ouvriers de Desquenne et Giral sont moins bien rémunérés... M. Giral conteste ces chiffres, affirmant qu'il faut y ajouter les frais de déplacement et précise qu'il a lancé, il y a quelque temps, l'idée d'un projet de création d'une quarantaine de sociétés de la même classe sociale nationale permettant d'héberger décemment les ouvriers du rail.

estime à 20 millions de francs sur un chiffre d'affaires annuel de 150 millions de francs la perte de l'entreprise. Les travaux d'entretien courant ont été confiés à d'autres sociétés. Des renouvellements de voies plus importants, comme à Metz, ont échappé, en grande partie, à Desquenne et Giral, et d'autres sont compromis si le conflit persiste.

Et maintenant, pourrait-il cesser ?

Toutefois, les négociations ont échoué sur les licenciements. Lors de la réunion de la commission nationale de conciliation, le 6 août, alors qu'un terrain d'entente semblait avoir été trouvé, M. Giral a refusé de reconsidérer plus d'une dizaine de licenciements sur les quarante et un annoncés par lesquels onze délégués ou militants syndicaux

« Patron de droit divin »

Président de la commission sociale de la fédération patronale des travaux publics, M. Jean-Louis Giral, quarante-six ans, ne se veut pas « un patron social », mais il estime être dans son droit. « Vous savez, dit-il, actuellement la loi n'est pas favorable aux patrons. Elle ne leur laisse que trois, quatre ou cinq jours de préavis, elle ne condamnera... Numéro un en France dans la pose et l'entretien des voies, l'entreprise Desquenne et Giral, qui travaille pour environ 80 % avec la S.N.C.F. et la R.A.T.P., affronte pour la première fois un conflit d'emergence. M. Giral estime, pour sa part, que tout cela est absurde. Les patrons, dit-il, ont pris depuis dix ans l'habitude d'écouter sans interruption deux autres grèves en 1976 et 1977, qui s'étaient soldées par des échecs. » De son côté, la C.G.T. qualifie M. Giral de « patron de droit divin » et lui reproche d'avoir attendu près de deux mois pour commencer à négocier. « Faux, rétorque-t-il, car nous avons eu des négociations le 12 mai, il y a eu une réunion le 27 mai, le 28 mai, le 29 mai, le 30 mai, le 31 mai, le 1er juin, le 2 juin, le 3 juin, le 4 juin, le 5 juin, le 6 juin, le 7 juin, le 8 juin, le 9 juin, le 10 juin, le 11 juin, le 12 juin, le 13 juin, le 14 juin, le 15 juin, le 16 juin, le 17 juin, le 18 juin, le 19 juin, le 20 juin, le 21 juin, le 22 juin, le 23 juin, le 24 juin, le 25 juin, le 26 juin, le 27 juin, le 28 juin, le 29 juin, le 30 juin, le 1er juillet, le 2 juillet, le 3 juillet, le 4 juillet, le 5 juillet, le 6 juillet, le 7 juillet, le 8 juillet, le 9 juillet, le 10 juillet, le 11 juillet, le 12 juillet, le 13 juillet, le 14 juillet, le 15 juillet, le 16 juillet, le 17 juillet, le 18 juillet, le 19 juillet, le 20 juillet, le 21 juillet, le 22 juillet, le 23 juillet, le 24 juillet, le 25 juillet, le 26 juillet, le 27 juillet, le 28 juillet, le 29 juillet, le 30 juillet, le 31 juillet, le 1er août, le 2 août, le 3 août, le 4 août, le 5 août, le 6 août, le 7 août, le 8 août, le 9 août, le 10 août, le 11 août, le 12 août, le 13 août, le 14 août, le 15 août, le 16 août, le 17 août, le 18 août, le 19 août, le 20 août, le 21 août, le 22 août, le 23 août, le 24 août, le 25 août, le 26 août, le 27 août, le 28 août, le 29 août, le 30 août, le 31 août, le 1er septembre, le 2 septembre, le 3 septembre, le 4 septembre, le 5 septembre, le 6 septembre, le 7 septembre, le 8 septembre, le 9 septembre, le 10 septembre, le 11 septembre, le 12 septembre, le 13 septembre, le 14 septembre, le 15 septembre, le 16 septembre, le 17 septembre, le 18 septembre, le 19 septembre, le 20 septembre, le 21 septembre, le 22 septembre, le 23 septembre, le 24 septembre, le 25 septembre, le 26 septembre, le 27 septembre, le 28 septembre, le 29 septembre, le 30 septembre, le 1er octobre, le 2 octobre, le 3 octobre, le 4 octobre, le 5 octobre, le 6 octobre, le 7 octobre, le 8 octobre, le 9 octobre, le 10 octobre, le 11 octobre, le 12 octobre, le 13 octobre, le 14 octobre, le 15 octobre, le 16 octobre, le 17 octobre, le 18 octobre, le 19 octobre, le 20 octobre, le 21 octobre, le 22 octobre, le 23 octobre, le 24 octobre, le 25 octobre, le 26 octobre, le 27 octobre, le 28 octobre, le 29 octobre, le 30 octobre, le 31 octobre, le 1er novembre, le 2 novembre, le 3 novembre, le 4 novembre, le 5 novembre, le 6 novembre, le 7 novembre, le 8 novembre, le 9 novembre, le 10 novembre, le 11 novembre, le 12 novembre, le 13 novembre, le 14 novembre, le 15 novembre, le 16 novembre, le 17 novembre, le 18 novembre, le 19 novembre, le 20 novembre, le 21 novembre, le 22 novembre, le 23 novembre, le 24 novembre, le 25 novembre, le 26 novembre, le 27 novembre, le 28 novembre, le 29 novembre, le 30 novembre, le 1er décembre, le 2 décembre, le 3 décembre, le 4 décembre, le 5 décembre, le 6 décembre, le 7 décembre, le 8 décembre, le 9 décembre, le 10 décembre, le 11 décembre, le 12 décembre, le 13 décembre, le 14 décembre, le 15 décembre, le 16 décembre, le 17 décembre, le 18 décembre, le 19 décembre, le 20 décembre, le 21 décembre, le 22 décembre, le 23 décembre, le 24 décembre, le 25 décembre, le 26 décembre, le 27 décembre, le 28 décembre, le 29 décembre, le 30 décembre, le 31 décembre, le 1er janvier, le 2 janvier, le 3 janvier, le 4 janvier, le 5 janvier, le 6 janvier, le 7 janvier, le 8 janvier, le 9 janvier, le 10 janvier, le 11 janvier, le 12 janvier, le 13 janvier, le 14 janvier, le 15 janvier, le 16 janvier, le 17 janvier, le 18 janvier, le 19 janvier, le 20 janvier, le 21 janvier, le 22 janvier, le 23 janvier, le 24 janvier, le 25 janvier, le 26 janvier, le 27 janvier, le 28 janvier, le 29 janvier, le 30 janvier, le 31 janvier, le 1er février, le 2 février, le 3 février, le 4 février, le 5 février, le 6 février, le 7 février, le 8 février, le 9 février, le 10 février, le 11 février, le 12 février, le 13 février, le 14 février, le 15 février, le 16 février, le 17 février, le 18 février, le 19 février, le 20 février, le 21 février, le 22 février, le 23 février, le 24 février, le 25 février, le 26 février, le 27 février, le 28 février, le 29 février, le 30 février, le 31 février, le 1er mars, le 2 mars, le 3 mars, le 4 mars, le 5 mars, le 6 mars, le 7 mars, le 8 mars, le 9 mars, le 10 mars, le 11 mars, le 12 mars, le 13 mars, le 14 mars, le 15 mars, le 16 mars, le 17 mars, le 18 mars, le 19 mars, le 20 mars, le 21 mars, le 22 mars, le 23 mars, le 24 mars, le 25 mars, le 26 mars, le 27 mars, le 28 mars, le 29 mars, le 30 mars, le 31 mars, le 1er avril, le 2 avril, le 3 avril, le 4 avril, le 5 avril, le 6 avril, le 7 avril, le 8 avril, le 9 avril, le 10 avril, le 11 avril, le 12 avril, le 13 avril, le 14 avril, le 15 avril, le 16 avril, le 17 avril, le 18 avril, le 19 avril, le 20 avril, le 21 avril, le 22 avril, le 23 avril, le 24 avril, le 25 avril, le 26 avril, le 27 avril, le 28 avril, le 29 avril, le 30 avril, le 31 avril, le 1er mai, le 2 mai, le 3 mai, le 4 mai, le 5 mai, le 6 mai, le 7 mai, le 8 mai, le 9 mai, le 10 mai, le 11 mai, le 12 mai, le 13 mai, le 14 mai, le 15 mai, le 16 mai, le 17 mai, le 18 mai, le 19 mai, le 20 mai, le 21 mai, le 22 mai, le 23 mai, le 24 mai, le 25 mai, le 26 mai, le 27 mai, le 28 mai, le 29 mai, le 30 mai, le 31 mai, le 1er juin, le 2 juin, le 3 juin, le 4 juin, le 5 juin, le 6 juin, le 7 juin, le 8 juin, le 9 juin, le 10 juin, le 11 juin, le 12 juin, le 13 juin, le 14 juin, le 15 juin, le 16 juin, le 17 juin, le 18 juin, le 19 juin, le 20 juin, le 21 juin, le 22 juin, le 23 juin, le 24 juin, le 25 juin, le 26 juin, le 27 juin, le 28 juin, le 29 juin, le 30 juin, le 31 juin, le 1er juillet, le 2 juillet, le 3 juillet, le 4 juillet, le 5 juillet, le 6 juillet, le 7 juillet, le 8 juillet, le 9 juillet, le 10 juillet, le 11 juillet, le 12 juillet, le 13 juillet, le 14 juillet, le 15 juillet, le 16 juillet, le 17 juillet, le 18 juillet, le 19 juillet, le 20 juillet, le 21 juillet, le 22 juillet, le 23 juillet, le 24 juillet, le 25 juillet, le 26 juillet, le 27 juillet, le 28 juillet, le 29 juillet, le 30 juillet, le 31 juillet, le 1er août, le 2 août, le 3 août, le 4 août, le 5 août, le 6 août, le 7 août, le 8 août, le 9 août, le 10 août, le 11 août, le 12 août, le 13 août, le 14 août, le 15 août, le 16 août, le 17 août, le 18 août, le 19 août, le 20 août, le 21 août, le 22 août, le 23 août, le 24 août, le 25 août, le 26 août, le 27 août, le 28 août, le 29 août, le 30 août, le 31 août, le 1er septembre, le 2 septembre, le 3 septembre, le 4 septembre, le 5 septembre, le 6 septembre, le 7 septembre, le 8 septembre, le 9 septembre, le 10 septembre, le 11 septembre, le 12 septembre, le 13 septembre, le 14 septembre, le 15 septembre, le 16 septembre, le 17 septembre, le 18 septembre, le 19 septembre, le 20 septembre, le 21 septembre, le 22 septembre, le 23 septembre, le 24 septembre, le 25 septembre, le 26 septembre, le 27 septembre, le 28 septembre, le 29 septembre, le 30 septembre, le 31 septembre, le 1er octobre, le 2 octobre, le 3 octobre, le 4 octobre, le 5 octobre, le 6 octobre, le 7 octobre, le 8 octobre, le 9 octobre, le 10 octobre, le 11 octobre, le 12 octobre, le 13 octobre, le 14 octobre, le 15 octobre, le 16 octobre, le 17 octobre, le 18 octobre, le 19 octobre, le 20 octobre, le 21 octobre, le 22 octobre, le 23 octobre, le 24 octobre, le 25 octobre, le 26 octobre, le 27 octobre, le 28 octobre, le 29 octobre, le 30 octobre, le 31 octobre, le 1er novembre, le 2 novembre, le 3 novembre, le 4 novembre, le 5 novembre, le 6 novembre, le 7 novembre, le 8 novembre, le 9 novembre, le 10 novembre, le 11 novembre, le 12 novembre, le 13 novembre, le 14 novembre, le 15 novembre, le 16 novembre, le 17 novembre, le 18 novembre, le 19 novembre, le 20 novembre, le 21 novembre, le 22 novembre, le 23 novembre, le 24 novembre, le 25 novembre, le 26 novembre, le 27 novembre, le 28 novembre, le 29 novembre, le 30 novembre, le 31 novembre, le 1er décembre, le 2 décembre, le 3 décembre, le 4 décembre, le 5 décembre, le 6 décembre, le 7 décembre, le 8 décembre, le 9 décembre, le 10 décembre, le 11 décembre, le 12 décembre, le 13 décembre, le 14 décembre, le 15 décembre, le 16 décembre, le 17 décembre, le 18 décembre, le 19 décembre, le 20 décembre, le 21 décembre, le 22 décembre, le 23 décembre, le 24 décembre, le 25 décembre, le 26 décembre, le 27 décembre, le 28 décembre, le 29 décembre, le 30 décembre, le 31 décembre, le 1er janvier, le 2 janvier, le 3 janvier, le 4 janvier, le 5 janvier, le 6 janvier, le 7 janvier, le 8 janvier, le 9 janvier, le 10 janvier, le 11 janvier, le 12 janvier, le 13 janvier, le 14 janvier, le 15 janvier, le 16 janvier, le 17 janvier, le 18 janvier, le 19 janvier, le 20 janvier, le 21 janvier, le 22 janvier, le 23 janvier, le 24 janvier, le 25 janvier, le 26 janvier, le 27 janvier, le 28 janvier, le 29 janvier, le 30 janvier, le 31 janvier, le 1er février, le 2 février, le 3 février, le 4 février, le 5 février, le 6 février, le 7 février, le 8 février, le 9 février, le 10 février, le 11 février, le 12 février, le 13 février, le 14 février, le 15 février, le 16 février, le 17 février, le 18 février, le 19 février, le 20 février, le 21 février, le 22 février, le 23 février, le 24 février, le 25 février, le 26 février, le 27 février, le 28 février, le 29 février, le 30 février, le 31 février, le 1er mars, le 2 mars, le 3 mars, le 4 mars, le 5 mars, le 6 mars, le 7 mars, le 8 mars, le 9 mars, le 1

A lors que la grève touche la majorité de l'entreprise au mois de juin (quatre cents grévistes, selon la direction, six cents, selon la C.G.T.), quatre délégués du personnel sont licenciés et les incidents se multiplient. Le 12 juin à Cisseil (Seine-et-Oise), le mécanicien de la société, surpris de gréviste, tire un coup de feu en l'air pour le déloger. Le lendemain, les grévistes qui se rendent au siège social, aux Mureaux (Yvelines), trouvent derrière les grilles entourant les bâtiments des vigiles et des chiens policiers. Le 18 juin à Clitely, un chef d'entreprise au volant de sa voiture veut forcer le passage et blesse un gréviste au pied. Mais il n'y aura pas d'antagonisme entre grévistes et non-grévistes. Les forces de l'ordre interviennent pourtant dans plusieurs reprises pour déloger les locaux occupés. Une vingtaine de constab-

Les militants C.G.T. y croient encore et déclarent vouloir continuer la lutte. Au campement de la Croix-de-Nante, les travailleurs immigrés se sont installés dans une situation précaire, à la merci des trousseurs policiers, des provocateurs et des lanceurs de bombes. Ils n'ont pu rallier tous les camarades travaillant sur la ligne du T.G.V. mais ils croient à la victoire sur condition de changer et qu'ils ne sont pas battus quatre mois pour rien.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) Le grève sur la ligne du T.G.V. touche uniquement la société Desquenne et Girard et pas les autres sociétés.

(2) On estime à environ mille mille le nombre des posteurs de voies en France. Dans l'entreprise Desquenne et Girard, il y a environ cent cinquante employés. Il y a près de six cents travailleurs immi-

elles-ci, tandis que les pays en développement semblent convenir qu'il sera difficile de tenir ces institutions à l'écart des négociations.

Quant à l'ordre du jour, les pays européens malgré les réserves de certains d'entre eux, accepteraient finalement les cinq thèmes proposés par les « 77 » : matières premières, énergie, commerce, développement, monnaie et finances. Les la mesure où tous ces sujets sont interdépendants, l'un ou l'autre d'eux ne peut être traité en principe sans les autres et où, de ce point de vue, on ne peut se contenter de

(1) E&P
11. 4. 82

**M. Carter propose la création
d'un million d'emplois d'ici à 1982**

(Suite de la première page.) Immeuble

Le programme comprend une série de mesures, en majorité d'ordre fiscal, propres à relancer les investissements, l'emploi, la consommation, et à aider les secteurs industriels — surtout la sidérurgie et l'automobile — et les régions — le nord et l'est industriels — en difficulté.

Le Président propose ainsi un million de créations d'emplois supplémentaires pour l'année civile 1981, dont 65 % vont aux entreprises, et 35 % aux particuliers, 150 milliards de subventions supplémentaires de prêts du gouvernement pour l'année financière 1981 qui commence le 1^{er} octobre.

Deuxième le présent, cet programme sera soumis au Congrès au mois de janvier 1981, c'est-à-dire après l'élection présidentielle, devant permettre la création de deux cent mille emplois supplémentaires dans les douze mois suivants et un million d'emplois de plus en

Touffier, M. Carter continue de s'opposer au principe d'une réduction massive d'impôts pour l'année prochaine, telle que la préconise le Congrès. « Ce n'est pas le moment », a-t-il dit, « d'ouvrir les voies aux réductions d'impôts à la va-vue qui ne serviraient qu'à relancer l'inflation. »

Le président des Etats-Unis a aussi proposé d'augmenter de 800 millions de dollars, dans les budgets fédéraux, la recherche scientifique dans les domaines propres à accroître la productivité industrielle. En outre, 800 millions de dollars seront consacrés à la rénovation des lignes de chemins de fer, 600 millions aux autoroutes et aux transports en commun régionaux, 500 millions à l'éducation, 100 millions à l'environnement, 175 millions à l'isolation des

M. Reagan a insisté sur le fait que dans le cas où M. Carter les entérine, la preuve d'efficacité du programme du gouvernement Blancs l'abandonnera. Le budget fédéral qu'il se propose de 36 milliards.

Les propositions les plus acclamées par les millions de chômeurs américains, la démocratisation du crédit et du prêt.

Les salaires oscillent entre 1 et 2 700 francs et 3 000 francs pour les autres. L'un ou l'autre des Neuf semble s'être emparé pour mot d'ordre de *« aller aux »*, mais de ne pas dialoguer Nord-Sud pour des procédures ou pour deux leurs interventions directes, mais étrangères de la part d'ailleurs tenu un 7 août à New-York, qu'ils prenaient « la reprise lancée par les ».

GERARD VIRATELE

« ... pas Durfom, comme ... par erreur dans ... ».

« Patron de droit »
Président de la fédération sociale de la fédération des travaux publics, M. Giral, quarante-six ans, pas « un patron social », mais un homme d'affaires.

« à en outre présenté aide aux populations munies, reflet — un des préoccupations par le sénateur Després totalisant des dollars en 1981 et le plus en 1982 seront cette région: d'afavori-
mesures devraient se préconiser: la prolonga-tion-neuf à cinquante-ans de l'allocation de plein salaire, une impôts de 10 % pour de salaires mariés sans mariés pouvant déclaration (souvent favorisés), d'impôt, spéciaux milles déshérités, dont sociales sont —

tion des électeurs de
ennemis des ingéren-
sances, particulièrement
dominante. Mais il
a indiqué que seules
ces qui feraient la
leur vitalité pourraient
une aide financière
importante de la Maison
publique au passage
à la politique d'équi-
valence, annoncée l'année
passée, mais qui n'a
pu obtenir, par un déficit
de dix milliards, le même
de dix milliards, en 1981.
de M. de Carter ont été
des scepticismes par les
affaires qui parlent de
économistes. Ces les
sont les mêmes qui traitent
de la « prudence »
politique.

NICOLÉ BERNHEIM.

...ation des
d'hygiène
ation des
t revalori-
déplace-

La direction affirme que pour ceux qui ont signé qu'ils ne travaillaient pas pendant la nuit, la pose des volets a pris deux mois de retard par rapport au calendrier prévu. Les chantiers de Chambéry et de la Sarthe ont été terminés à temps. Les chantiers de

estime à 20 millions de francs sur un chiffre d'affaires annuel de 150 millions de francs la perte des entreprises. Les travaux d'entretien courant ont été confiés à d'autres sociétés. Des renouvellements de viles plus importants, comme à Metz, ont échappé, en grande partie, à Desquennes et Giral, et d'autres sont compromis si le conflit persiste.

Et comment pourrait-il cesser à tout ?

Toutes les négociations ont échappé sur le licenciement. Lors de la réunion de la commission nationale de conciliation, le 6 août, alors qu'un terrain d'entente semblait avoir été trouvé, M. Giral a refusé de reconsidérer plus d'une dizaine de licenciements sur les quarante qu'il a annoncé parmi lesquels onze délégués ou militants syndicaux

C.G.T., pour la centrale, qui est le seul syndicat ouvrier représenté. « C'est une façon de dire que les patrons ne veulent pas négocier », mais M. Giral est intraitable. « Je pense de réintégrer les meneurs, ceux qui se sont fait remarquer », comme il dit. Et il ajoute : « Je ne veux pas transformer un conflit ouvert en un conflit à l'intérieur de l'entreprise. » Comment en sortir ? M. Giral, qui est membre de la commission exécutive du syndicat, insiste sur la permanence du C.N.P.F., affirme que ses propositions sont toujours valables. La C.G.T. a demandé une réunion de la commission paritaire du Syndicat national des entrepreneurs de travaux de voies ferrées, dont M. Giral ne fait plus partie depuis trois ans. Les négociations vont-elles enfin, redémarrer ?

Le climat est loin d'être l'apaisement, malgré une certaine union due à la longévité de cette bataille du rail digne d'un conflit du dix-neuvième siècle. Manifestation, la direction de l'entreprise compte sur un pourrissement et crie qu'il n'y a guère plus de deux cents grévistes, alors que la C.G.T. avance encore la chiffre de dix.

Les militants C.G.T. y croient encore et déclarent vouloir continuer la lutte. Au campement de la Croix-de-Hauts, les travailleurs immigrés se sont installés dans une situation précaire, à la merci des tracasseries policières, des provocateurs et des lanceurs de bombes. Ils n'ont pu rallier tous leurs camarades travaillant sur la ligne du T.G.V. mais ils croient qu'enfin leur condition va changer et qu'ils ne seront plus battus quatre mois pour rien.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) La grève sur la ligne du T.G.V. touche uniquement la société: Desquenne et Girard et pas les autres sociétés du secteur.

(2) On estime à environ huit mille le nombre des peureux de Desquenne et Girard. Ils comptent cent cinquante employés, 15 à 30 ans de plus, travaillant surtout

[illegible]

AFFAIRES

Les départs volontaires en pré-retraite dans le groupe sidérurgique Sacilor-Sollac

Les syndicats accueillent avec réserve les propositions de la direction

Metz. — La direction du groupe Sacilor-Sollac a annoncé jeudi à Hagondange une nouvelle vague de suppressions d'emplois. Celle-ci sera de l'ordre de mille quatre cents à mille six cents emplois dans les prochains mois. Cette réduction des effectifs s'ajoute aux huit mille cinq cents emplois dont la suppression a été décidée en 1979 lors du plan de restructuration en cours.

Mais, selon la direction, il ne serait pas nécessaire de recourir à des licenciements. En effet, ce sont mille quatre cents à mille six cents personnes qui pourraient prendre leur retraite par anticipation dès l'âge de cinquante ans, comme le prévoit la convention de protection sociale de la sidérurgie signée par les

syndicats C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. le 26 juillet 1979. Bien évidemment, pour pouvoir prétendre à cette pré-retraite, le personnel doit faire acte de volontariat. Toujours selon la direction, un sondage au sein de l'entreprise aurait fait apparaître que de nombreux salariés remplissant les conditions requises auraient fait part de leur intention de quitter la société. Ainsi, au total, Sacilor-Sollac aura été amené à réduire globalement ses effectifs de dix mille personnes. Au 1^{er} mai 1979, ceux-ci étaient de trente-deux mille deux cent cinquante; aujourd'hui, le groupe ne compte qu'un peu plus de vingt-six mille salariés.

Ces propositions ont été accueillies avec réserve par les syndicats.

De notre correspondant

P.-D.G. de Sacilor a affirmé : « Nous pensons qu'en 1980 il n'y aura ni aggravation ni diminution du déficit. En tout cas, ces nouvelles mesures ne cachent pas un autre plan. »

De leur côté, les syndicats se sont montrés globalement réservés. La C.G.T., qui est la seule à ne pas avoir signé la convention, note qu'une fois de plus, l'avenir de la sidérurgie française se décide autour d'une table dans les cabinets européens.

La C.F.D.T. pour sa part, « refuse de donner sa caution à une telle opération ».

F.O. de son côté fait remarquer qu'il y aurait d'autres options que celle de réduire les capacités, mais précède cependant la solution retenue, « est humaine et est donc plus favorable que l'application du chômage ».

La C.F.T.C. note que « ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une production d'une tonne en six heures » et estime que la modernisation des installations devient urgente.

Enfin la C.G.C. demande qu'un effort soit fait pour améliorer la production et affirme que le groupe doit favoriser la création d'emplois tertiaires pour compenser la déflation des effectifs.

Comme on peut en juger, les réactions des syndicats sont relativement modérées. A cela trois raisons. La première est qu'ils présentent ces nouvelles décisions en raison de la situation que connaît la sidérurgie depuis le début de 1980, la seconde est que la succession des plans de restructuration et des suppressions d'emplois a créé un climat d'accoutumance à la crise dans les usines

sidérurgiques, climat qui a engendré une véritable démobilité de la base.

Troisième raison enfin et non des moindres, la possibilité de partir en pré-retraite des cinquante ans, accompagnée de garanties salariales non négligeables, est très bien acceptée par la grande majorité des sidérurgistes concernés par cette disposition de la convention sociale.

D'ici quelques jours on devrait savoir si les pouvoirs publics donnent officiellement le feu vert à cette nouvelle opération dans laquelle l'Etat est partie prenante sur le plan financier.

J.-C. BOURDIER.

En Allemagne fédérale

LES ACIÉRIES KLOECKNER NE SUIVront QUE PARTIELLEMENT LES RECOMMANDATIONS DE BRUXELLES

Pour faire face aux difficultés conjoncturelles que connaît la sidérurgie européenne, la commission de Bruxelles a demandé aux industriels du Vieux Continent de réduire leur production de 10 % environ, un programme de production étant en cours d'élaboration par firme et produit par produit (« Le Monde » du 20 juillet).

Cette recommandation avait été acceptée par tous les sidérurgistes européens, sauf par les Allemands qui posent des réserves.

Aujourd'hui le groupe Klockner, troisième producteur d'acier allemand, reprend à son tour une liberté partielle. D'après son directeur, la production d'acier sera réduite de 10 %, mais, en effet, respectant les accords de répartition par produits.

(Publissat)

M. GÉRARD, Jœilliers

Département brillant

8, avenue Montaigne, PARIS-8^e

Tél. : 722-70-91

Prix d'un brillant rond BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT

29 AOÛT : 175.209 F T.T.C. + commission, 4,90 %

ERNAULT - SOMUA

PASSE UN IMPORTANT ACCORD DE COOPÉRATION AVEC TOYOTA

Numéro deux de la machine-outil en France, le groupe Ernauld-Somua vient de passer avec la division spécialisée du numéro un automobile japonais Toyota un important accord de coopération qui porte sur la fabrication de centre d'usinage.

Aux termes de cet accord, une filiale sera créée dont Ernauld-Somua détientra 65 % du capital. Cette filiale construira, dans l'usine Ernauld de Saint-Etienne, des centres d'usinage (machines-outils à commandes numériques très élevées) de leur côté, la C.G.T. et la C.G.C.

De son côté, M. Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne, qui jusqu'à présent n'a pu, faute de recevoir des réponses positives, organiser la réunion de travail qu'il souhaitait voir se dérouler à Saint-Etienne, a renouvelé sa demande d'audience auprès du Président de la République.

Enfin, M. Lucien Pfeiffer, qui avait été chargé par le conseil de la S.N. Manufacture en vue de la demande des pouvoirs publics dans l'attente de concours qu'il estime « hypothétiques » et qui « n'aurait permis que de prolonger son existence sans pour autant en faire une entreprise viable par elle-même », « il est possible et d'un intérêt certain de bâtir de A à Z une autre Manufacture sous forme d'un groupe de sociétés par activités. » Toutefois, estime M. Pfeiffer, « cette construction n'est possible qu'en obtenant d'abord le concours actif des syndicats, puis du personnel, en vue de définir le projet économique et social, les partenaires de la future œuvre, les procédures de prise de décision, la mode de partage des résultats. Ce n'est qu'après la réalisation de ces étapes qu'il conviendra de chercher à réunir les moyens financiers. »

Si les syndicats et certains

M. PETITMENGIN SERAIT NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DES CHARBONNAGES DE FRANCE

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, qui se réunira le 19 septembre, nommerait M. Jacques Petitmengin, directeur général de l'entreprise nationale, en remplacement de M. Paul Gardent. Président du directoire de C.D.F.-Chimie, filiale des Charbonnages, M. Petitmengin avait été rappelé en mai par sa maison mère pour y occuper le poste de directeur général adjoint (« Le Monde » du 19 avril).

Ce retour intervient au moment où le gouvernement venait de décider d'associer les Charbonnages à une politique plus tournée vers l'extérieur que vers le charbon national. Il annonçait plus ou moins l'accession de M. Petitmengin au poste le plus élevé, accession dont la rapidité a été favorisée par la nomination de M. Gardent en juillet au Conseil d'Etat, la cession des deux fonctions n'étant pas compatible.

MONNAIES

Nouvel internationalisme et monnaie

II. — Rompre avec l'atlantisme financier

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

Dans un premier article (« Le Monde » du 29 août), M. Jean-Pierre Chevènement a souligné le désordre actuel du système monétaire international et les raisons politiques pour lesquelles sa réforme n'a pas lieu. Celle-ci est cependant nécessaire : elle devrait comporter notamment un certain retour à l'équilibre.

Il y a dans le rapport de la commission Brandt, concernant notamment le transfert de nouvelles ressources au tiers-monde beaucoup de bonnes propositions. L'objectif d'une aide publique égale à 0,7 % du P.N.B. des pays développés correspond à un accroissement de 30 milliards de dollars par an à l'horizon 1985 : chiffre modeste quand on sait que le déficit des balances de paiement des pays en développement non pétroliers pour atteindre des cent milliards de dollars à l'horizon 1985, il faut que cet objectif de 0,7 %, théoriquement accepté par tous, ne sera pas atteint, à vue humaine, sans que s'exercent des pressions politiques extrêmement fortes.

La commission Brandt, en matière monétaire, propose d'assouplir les conditions d'accès des pays en voie de développement aux prêts du F.M.I. et, au-delà, de leur distribuer une fraction plus importante des nouvelles réserves (D.T.S.) que celles correspondant à leurs quotas-part. Sur ce dernier point la réaction des pays de l'O.C.D.E. est d'ores et déjà négative.

La plupart des pays membres se sont montrés peu disposés à accepter l'idée de l'établissement d'un lien entre les allocations de D.T.S. et l'aide au développement. L'accroissement du transfert de ressources ne doit pas venir interférer avec la question de la création de la réserve d'outros officiels de réserve (1).

Telle est la première limite des propositions de la commission Brandt : l'équilibre et la conservation des pays riches, mais les besoins des pays en voie de développement sont criants, aussi bien pour financer le déséquilibre croissant de leur commerce extérieur que pour faire face aux besoins de plus en plus pressants d'une dette qui dépasse aujourd'hui 350 milliards de dollars. Reste que le rapport Brandt n'est que le rapport d'un homme, et que la mise en place de la réforme doit être l'œuvre de tous.

Le second thème du rapport Brandt est la philosophie libérale qui le sous-tend. Le transfert accru de ressources qu'il préconise, en effet, sur un projet de libéralisation des échanges internationaux et implique que le redéploiement des industries du Nord comme au Sud, les activités à haute technologie, la base des industries de main-d'œuvre banalisées. La relance envisagée par le rapport Brandt aboutirait ainsi à faciliter et à accélérer la mise en place — déjà engagée depuis plusieurs années — d'une nouvelle division internationale du travail.

Cette nouvelle division du

travail peut-elle permettre aux pays en voie de développement de répondre aux besoins essentiels de leurs populations ? Les autorise-t-elle à se doter d'industries modernes, y compris la technologie développée, ce à quoi ils n'entendent pas renoncer ? On peut en douter. Des modèles de développement plus auto-centrés correspondraient certainement mieux à ces deux objectifs. Sans doute faut-il éviter de durcir artificiellement les oppositions : une certaine dose de protectionnisme favorisant les industries naissantes comme la recherche des complémentarités régionales ne sont pas exclusives

du développement des échanges internationaux. L'histoire l'a déjà souvent manifesté.

Encore faut-il que les institutions monétaires internationales ne prétendent pas imposer, comme c'est le cas aujourd'hui, un modèle de développement libéral à la faveur de la tutelle qu'elles exercent et des moyens qu'elles fournissent. La conférence d'Amara (Tunisie), rassemblée en juillet dernier des personnalités progressistes du monde entier, a justement insisté sur le respect de la souveraineté des Etats : l'octroi de financements nouveaux pour un F.M.I. rénové ne doit pas pénaliser ceux qui choisissent une stratégie de développement fondée sur l'extension du secteur public et la planification.

Les voies de la réforme

La réforme et la démocratisation du F.M.I. et de la Banque mondiale sont la première condition de l'avènement d'un nouveau système. Il est devenu non seulement inadmissible mais dangereux pour l'économie mondiale que la voie des pays en développement soit pratiquement étouffée au sein des institutions monétaires internationales.

Le tiers-monde et l'U.R.S.S. — après la Chine — doivent se voir reconnaître au sein du F.M.I. une place correspondant non seulement à leur poids économique actuel mais aussi à leurs perspectives et à leurs besoins de développement.

Le système monétaire international ne peut plus reposer sur la domination d'un partenaire, si puissant soit-il. Il doit être clairement négocié, entre toutes les parties intéressées. Il doit favoriser le développement en établissant un lien entre la création de nouvelles liquidités et l'octroi de ressources supplémentaires aux pays du tiers-monde : une fois de plus, quelles que soient les modalités à adopter, la seule pratique pour réaliser des transferts de ressources de grande ampleur et relativement indolores pour les pays développés, est un prélevement fiscal ou budgétaire ne permettant de réunir des moyens équivalents.

Le nouveau système monétaire devra enfin restaurer la stabilité des changes. Des parités fixes ou en tout cas stabilisées devront remplacer les changes flottants, générateurs d'insécurité.

Pour se substituer au dollar vieillissant, la solution du « premier de monnaie » paraît, a priori, la plus facile à gérer.

Encore faudrait-il que le choix des monnaies révisées corresponde aux cinq grandes pour l'actuel D.T.S.) et leur pondération soient profondément modifiées, pour ne pas faire de la nouvelle unité de compte un succédané du dollar et pour marquer réellement de nouvelles solidarités, en faisant passer les pays du tiers-monde et les pays socialistes. Le rouble devrait, en particulier, trouver pleinement sa place dans le panier définissant la valeur de la nouvelle monnaie internationale.

La fin du rôle privilégié du dollar et le développement du recyclage des surplus pétroliers vers le tiers-monde, soit directement, soit par l'intermédiaire du F.M.I. rénové, conduiraient, sans aucun doute, à une évolution inévitable dans l'état actuel des esprits et des relations internationales que de s'y opposer de façon à ce que les intérêts des pays les plus pauvres soient pleinement pris en compte dans le nouveau système.

On doit certes faire en sorte que l'or ne devienne pas le seul « centre » du nouveau système, ne serait-ce que parce que son stock est très inégalement réparti, au bénéfice des pays riches, de l'U.R.S.S. et de l'Afrique du Sud. Il conviendra, en particulier, de répartir équitablement au profit des pays du tiers-monde les plus-values dégagées par la réévaluation du stock d'or des banques centrales. Réviser, qu'on n'oublie pas de revenir à l'établissement du prix de l'or. La reconnaissance de son rôle monétaire conduira les banques centrales et le F.M.I. à reprendre un contrôle étroit du marché de l'or, actuellement

tégué des risques de change, et de l'évolution de l'inflation mondiale ; plusieurs issues éventuelles complémentaires s'offrent à cet égard :

a) La première, c'est celle de la transformation des actifs plus stables (bons du F.M.I. en « papier de monnaie », par exemple) : le compte de substitution tenté à l'été 1979, mais qui n'a pas été suivi, est une tentative qui n'a pas permis de transférer les balances dollars des banques centrales au F.M.I. alors que la véritable problématique, c'est bien celle de la répartition de ces balances : ce qui supposerait, en fait, soit que la Communauté internationale renonce à cette échéance sur les Etats-Unis, soit que ces derniers soient, d'une manière ou d'une autre, enfin amenés à payer progressivement leurs dettes ;

b) Une deuxième perspective est ouverte par l'utilisation de nouvelles monnaies de réserve : mark, franc suisse, yen, voire, le cas échéant, ECU européen. Celui-ci peut-il définir une « zone de stabilité » à l'abri des turbulences atlantiques ? Et, dans ce cas, peut-il rivaliser avec le dollar ?

Si l'Europe doit à coup sûr fournir à notre pays le champ d'horizon le plus vaste pour une politique pragmatique, faut-il garder à l'esprit que le bon fonctionnement depuis un an du système monétaire européen, essentiellement tenu à la balance des paiements allemande. Outre ses inconvénients intrinsèques, le rattachement du franc à une monnaie plus forte conduirait la France à une politique d'austérité draconienne, qui affaiblirait son économie — le système monétaire européen peut bien constituer un nouveau « continent monétaire » dérivant majestueusement par rapport aux autres (les Etats-Unis, le Japon) : mais, en fait, il ne résout aucun des problèmes posés par l'inflation mondiale, l'anarchie des euromarchés, l'injustice du recyclage des surplus pétroliers et l'absence d'un véritable développement des décisions qui commandent leur avenir. Bien plus, il risque d'accroître encore les difficultés, et les injustices du système actuel, en ne permettant pas de constituer dans un premier temps un moyen de pression sur la politique américaine.

Reste une troisième perspective, qui peut être complémentaire des deux précédentes et surtout de la première, mais qui supposera d'abord, plus qu'il ne le suppose aujourd'hui, une tentative sérieuse de réforme n'aura pu être menée à bien pendant qu'il en est encore temps : je veux parler du retour à l'or comme principal actif de réserve.

Restaurer le rôle de l'or

Il n'y a pas de réforme ambitieuse possible si elle n'est pas également réaliste. D'ores et déjà l'or représente, au prix actuel, près de 60 % des réserves officielles des banques centrales. Les conditions que l'or est ou doit être de monnaie et une galaxie ou une tromperie ! Par ses qualités propres et notamment son caractère inaltérable, l'or joue un rôle essentiel comme actif de réserve. On peut le regretter. Mais il est préférable d'attendre une évolution inévitable dans l'état actuel des esprits et des relations internationales que de s'y opposer de façon à ce que les intérêts des pays les plus pauvres soient pleinement pris en compte dans le nouveau système.

On doit certes faire en sorte que l'or ne devienne pas le seul « centre » du nouveau système, ne serait-ce que parce que son stock est très inégalement réparti, au bénéfice des pays riches, de l'U.R.S.S. et de l'Afrique du Sud. Il conviendra, en particulier, de répartir équitablement au profit des pays du tiers-monde les plus-values dégagées par la réévaluation du stock d'or des banques centrales. Réviser, qu'on n'oublie pas de revenir à l'établissement du prix de l'or. La reconnaissance de son rôle monétaire conduira les banques centrales et le F.M.I. à reprendre un contrôle étroit du marché de l'or, actuellement

lement livré aux seuls fantasmes des spéculateurs, n'est pas également réaliste. D'ores et déjà l'or représente, au prix actuel, près de 60 % des réserves officielles des banques centrales. Les conditions que l'or est ou doit être de monnaie et une galaxie ou une tromperie ! Par ses qualités propres et notamment son caractère inaltérable, l'or joue un rôle essentiel comme actif de réserve. On peut le regretter. Mais il est préférable d'attendre une évolution inévitable dans l'état actuel des esprits et des relations internationales que de s'y opposer de façon à ce que les intérêts des pays les plus pauvres soient pleinement pris en compte dans le nouveau système.

On ne peut évidemment attendre du gouvernement actuel qu'il prenne la non-alignement monétaire sur Washington, condition préalable de toute réforme. Mais c'est le rôle des socialistes et des communistes de MM. Giscard d'Estaing et Barre, dans une orthodoxie hypocrite et d'expliquer aux Français l'enjeu politique décisif des problèmes monétaires internationaux. Il n'y aura pas d'issue à la crise actuelle, qu'on ne renonce aux privilèges du dollar et l'instauration de nouvelles règles du jeu monétaire. A nous de mobiliser l'opinion pour faire de cette grande affaire, en France et dans le monde entier, le test d'un nouvel internationalisme !

FIN

(*) Trentième session du comité exécutif de l'O.C.D.E., mai 1980, rapport de synthèse du secrétariat général.

(*) Secrétaire national du parti socialiste, animateur du CERES.

MARCHES FINANCIERS

21 AOÛT

MARCHE

1350

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PRÉSIDENTIELLES : « Choisir des idées ou des idées ? », par Pierre Lefranc ; « Pour un nouveau référendum », par Claude de Buisson ; « Forger une réelle social-démocratie », par Pierre-Alexandre Bourson ; « L'alternance », par Gabriel Fironnet.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE
LA CRISE POLITIQUE EN POLOGNE : Témoignage : « Sur la voie de la démocratie », par Pierre Tigrid.
ITALIE : les vingt-huit mandats d'arrêt lancés par le parquet visent des extrémistes néo-fascistes de premier plan.
4. AMÉRIQUES
HAÏTI : un million deux cent mille personnes sont menacées de famine.
5. AFRIQUE
UGANDA : l'aide étrangère a permis d'éviter pour six mois le ravitaillement des populations.
5. PROCHE-ORIENT
ISRAËL : la Turquie ferme son consulat à Jérusalem.
5. ASIE
THAÏLANDE : Bangkok ouvre ses frontières avec le Laos.
5. Océanie

SOCIÉTÉ

6. EDUCATION : les suppressions de formations universitaires.
7. JUSTICE : un homme a cassé par la prison.
SPORTS : les internationaux de Flashing-Meadow.

CULTURE

8. CINÉMA : La Maitre de Venise, sauver le passé pour l'avenir.
Le Festival des films du monde à Montréal.
10. PRESSE
La concentration de la presse entraîne le sabotage de deux grands quotidiens au Canada.

LOISIRS ET TOURISME

11. VACANCES EUROPÉENNES : en Suisse, le métier d'hôtelier est aussi un art.
VU DE CHEZ EUX : « Derrière le miroir », par François Gros.
13. Hippisme : Plaisirs de la table ; Philatélie.
14. Jeux.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Sol et moi », roman-reportage de Point-Du-Pic ; Métemorphose ; Informations « services » ; Jeux.

ECONOMIE

17. LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS.
18. ÉTRANGER : à la session des Nations unies sur le développement, le représentant du Koweït critique la politique des grands pays producteurs de pétrole qui ne sont pas membres de l'OPEP.
20. AFFAIRES : les départs volontaires en préretraite dans le groupe sidérurgique Sacilor-Sollac.
MONNAIES : « Nouvel internationalisme et monnaie » (II), par Jean-Pierre Chevènement.

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (18) ; Car-net (7) ; Journal officiel (15) ; Loto (15) ; Programmes spectacles (9-10) ; Mots croisés (14) ; Bourse (21).

Chapo en bois massif

Galerie Chapo
Magasin principal
11, rue de la République - 75001 Paris
Tél. 337.20.00
Forums des Halles
10, rue de la République - 75001 Paris
Tél. 337.20.00
Gourds
10, rue de la République - 75001 Paris
Tél. 337.20.00

A B C D E F H

DEVANT L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JEUNES DÉMOCRATES-SOCIAUX

M. Barre : il n'y a qu'une loi, celle de l'effort national

Fort des éloges qu'il avait reçus la veille de la part du président de la République, M. Raymond Barre a, pour sa part, tenu à se consacrer à l'ensemble des participants de l'université d'été des jeunes du C.D.S., à Sévrier (Haute-Savoie), le langage qu'il affectionne sur le style et le personnel

de la classe politique et sur les réalités économiques. Les commentaires soulignent, vendredi 28 août, le ton assuré du premier ministre, l'avertissement qu'il adresse aux travailleurs du secteur public et le mélange de sévérité et d'intérêt avec lequel il parle du parti socialiste

De notre envoyé spécial

Sévrier. — Le premier ministre s'est rendu d'abord dans les divers « ateliers » auxquels participent les stagiaires puis il s'est adressé à l'ensemble des participants. M. Barre, qui avait été accueilli par M. Yves Pozzo di Porgo, président des J.D.S., et par M. Claude Biraux et Jean-Pierre Abelin, députés de Haute-Savoie et de Haute-Vienne, s'est attaché à répondre aux questions posées d'abord par M. Abelin puis par plusieurs participants.

« La décennie 1980 sera pour le monde et pour la France une décennie difficile, et pour notre

peu partant se déployer la défense des intérêts catégoriels ». Il a déclaré que « cela va à l'encontre de l'intérêt national ». Le premier ministre a évoqué, en réponse à M. Abelin, la situation des travailleurs du secteur public. « Il ne faut pas, a-t-il dit, que le secteur public soit une France à part, la France sous statut où l'emploi et le revenu sont garantis, et la France hors statut où ce sont ceux qui le plus souvent ont à faire face à la concurrence internationale qui paient pour les autres ». Il a affirmé que le gouvernement manifesterait « la plus grande fermeté à l'égard des revendications des salariés » mais fera entendre les revendications des autres catégories. M. Barre a réaffirmé son attachement à l'établissement d'un accord entre les partenaires sociaux sur l'aménagement du temps de travail et sur les bases salariales. « Si c'était possible de donner les raisons qui ont fait échouer ces négociations, vous en seriez la première élue », a-t-il dit en faisant allusion aux intérêts défendus par les parties en présence. Il a souligné, parmi les orientations dans lesquelles peut être recherchée la solution du problème du chômage, l'établissement d'un « programme conjugué de formation professionnelle et de formation

PATRICK JARREAU.

Selon M. Fabius (P.S.)

LE PREMIER MINISTRE « NOUS PRÉPARE UN FUTUR SANS Avenir »

« On se moque des Français », a déclaré M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, jeudi 28 août, en faisant allusion aux félicitations adressées à M. Barre par le quinquennat universel de son arrivée à l'hôtel Matignon. Le député de la Seine-Maritime a appuyé son argumentation par trois articles sortis de son sac à provisions : une botte de carottes, une baguette de pain et un tee-shirt pour enfant, articles qui ont augmenté respectivement de 80 %, 65 % et 60 % en quatre ans. « Le kilo de carottes de bœuf à 16,81 F en 1976 vaut actuellement 23,49 F, soit 45 % de plus », a ajouté M. Fabius, ajoutant l'augmentation de ses salaires, intrigués par un prix aussi bon marché (1).

Après avoir dressé un réquisitoire contre la gestion de M. Raymond Barre, 50 % de hausse des prix en quatre ans, cinq cent mille chômeurs supplémentaires, une dette publique qui est passée de 147 milliards de francs à 358 milliards, M. Fabius a rappelé que les événements extérieurs, notamment la hausse du prix du pétrole, jouaient un faible rôle dans les résultats économiques particulièrement médiocres. « Le poids de la facture industrielle — déficitaire avec les pays les plus industrialisés comme le Japon, les États-Unis ou la R.F.A. — est supérieur au poids de la facture pétrolière », a-t-il ajouté. M. Fabius a conclu : « C'est un futur sans avenir que nous préparons le budget 1981, porte de trompe-façade électorale, et le VIII^e Plan. »

(1) Des relevés faits dans cinq boutiques parisiennes sous ont permis de noter que les prix étaient actuellement vendus entre 63,90 F et 68 F le kilo, selon la qualité. M. Fabius a déclaré : « M. Barre, républicain pour leur bon marché, la vendait à partir de 37,80 F. L'INSEE fait état, d'un prix moyen de... 22,31 F en juillet.

Le numéro du « Monde » daté 29 août 1980 a été tiré à 513 180 exemplaires.

Rémy

l'autre manière
de se meubler !

C'est tout ce que vous avez surpris en arrivant chez Rémy. Guidé, conseillé dans un univers de mille et un trésors, vous imaginez-vous-même votre décoration parmi une diversité que seul un artiste affermi création et tradition peut vous présenter : sculptures, chaises, tables, lampes, assises à manger, tous styles, les de répos, les jumeaux, les tables, tout est réuni d'après des documents anciens dans des lampes et peintures anciennes et en toutes dimensions. Rémy réunit toute votre décoration : tentures, volants, dessus de lit, et peut aussi vous proposer les grandes marques de salons et transformables.

OUVERT EN AOÛT
82, 84 et 75, boulevard St Antoine
Paris XII^e - Tél. 343.65.58

MATELAS • SOMNIFÈRES • ENSEMBLES

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU

Distributeur
Seule adresse de vente :
37 Av. de la République - PARIS 11
Métro Proustier - Proustier 3333
Tél. 337.46.35

LIVRAISON GRATUITE DANS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

Président de la République de Madagascar

M. RATSIRAKA S'ENTRETIENT AVEC M. GISCARD D'ESTAING DU PROJET DE CONFÉRENCE DE PAIX DANS L'Océan Indien.

M. Didier Ratsiraka, président de la République démocratique de Madagascar, qui vient de passer dix jours de « brèves vacances » en Union soviétique, où il a eu un entretien avec M. Vassili Koumetskov, premier vice-président du Soviet suprême, séjourne en France à titre privé. Il devait être reçu, ce vendredi matin 29 août, par M. Giscard d'Estaing. Selon un porte-parole de l'Élysée, il devait s'entretenir avec le chef de l'État de l'ensemble des relations franco-malgaches ainsi que du projet de conférence de paix dans l'Océan Indien.

C'est au cours d'un meeting tenu en juin 1980, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution socialiste malgache, que M. Ratsiraka avait lancé un appel aux États-Unis, à la C.E.E., à l'O.S.A., à la Chine, au Japon, aux pays membres du bureau permanent des non-alignés et à tous les États riverains de l'Océan Indien en vue de tenir une conférence dans la capitale malgache fin 1981 ou en 1982 au plus tard. Cette conférence, selon M. Ratsiraka, devrait décider la réduction des forces navales dans la région et le démantèlement de toutes les bases militaires. Madagascar, qui a confirmé en mai dernier des achats d'armes à l'Union soviétique et à des pays socialistes « amis », revendique toujours, d'autre part, la réintégration dans son territoire des îles Glorieuses et des îles éparpillées du canal du Mozambique, actuellement sous souveraineté française.

En Allemagne fédérale

LE COUT DE LA VIE N'aurait AUGMENTÉ QUE DE 0,1 % EN AOÛT

Wiesbaden (A.F.P.). — L'inflation se ralentit en Allemagne fédérale. Selon l'indice provisoire publié le 28 août par l'Office fédéral de statistiques, le coût de la vie a augmenté de 0,1 % en août contre 0,2 en juillet et 0,5 % en juin. Sur les douze mois, l'augmentation des prix à la consommation a été de 8,5 %. En août comme en juillet, elle avait atteint 6 % en mai et en juin.

Cependant la balance commerciale ouest-allemande aurait été déficitaire en juillet pour la première fois depuis 1965, affirme le bulletin confidentiel *Platzmarkt* publié à Francfort. Selon ce bulletin, les exportations auraient augmenté de 11 % en juillet, mais les importations auraient enregistré un accroissement de 14 %, provoquant ainsi un déséquilibre de l'ordre de 100 millions de marks (26,4 milliards d'importations contre 26,3 milliards d'exportations). La balance commerciale n'avait, il est vrai, enregistré en juillet 1979 qu'un excédent relativement faible de quelque 600 millions de marks.

La R.F.A. aurait néanmoins réalisé un excédent de 4,4 milliards de marks pour les sept premiers mois de l'année 1980 contre 15,5 milliards de marks pour la période correspondante de l'année 1979. Le déficit de la balance des paiements serait quant à lui de quelque 15 milliards de marks de janvier à juillet alors qu'il avait été de 2,6 milliards de marks pour les sept premiers mois de 1979.

Breguet

Rapide, 184 m², 7 pièces, 2 s.d.b., garage 2 voitures. Un de nos 25 modèles.

LE VRAI CONTORI

Le vrai confort d'une maison Breguet, c'est avant tout l'absence de tracas, de soucis, de dépenses inutiles. Breguet ne construit que des maisons modernes, confortables, économiques, sûres, pour une 3^e pièce dans la grande ville. On peut y recevoir tout en profitant de la vue sur la mer, les montagnes et l'océan. Les chambres et les salons sont équipés de meubles livrés de 30 à 65 m² couverts sur mesure par des portes-fenêtres, 2 à 3 salles de bains.

**BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON
SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M² TOUT PRES DE PARIS.**

Domaine de Montesson, à Saint-Witz (94470). A 25 km de Paris. En face de la gare, à 5 km de la forêt de St-Mandé. Lancement d'une nouvelle tranche de maisons 5, 6 et 7 pièces, 121, 138 et 157 m². Terrains de 700 à 1600 m². Tél. 471.56.55.

Domaine des Longs Prés, à Bouffémont (95670). A 21 km de Paris. En face de la gare de Montmorency. Maisons 107 à 126 m². Terrains 250 à 400 m². Tél. 361.38.59.

Domaine de Montesson, à Gometz-la-Ville (91400). A 26 km de l'Est de Paris. 22 km de la Porte d'Orléans par 2 autoroutes. En face de la gare de Châteaufort. Bien desservi par le RER 3 types de maisons de 171 à 278 m². Terrains de 700 à 1100 m². Tél. 675.26.55.

Domaine de Groussy, à Groussy (77410). A 25 km de Paris. Pres d'un espace parc. Maisons 134 à 243 m². Terrains 500 à 1000 m². Tél. 028.30.00.

Domaine des Courtilles, à Courty (77400). A 18 km de Paris, près d'un parc forestier. Maisons 110 à 175 m². Terrains 300 à 500 m². Tél. 028.76.72.

Domaine de Montesson, à Chelles (77300). A 20 km de Paris. Maisons de 122 à 205 m². Certains à sous-sol. Terrains 500 à 900 m². Tél. 028.34.00.

Domaine de la Fontaine, Ozoir-la-Ferrière (77300). En face de la gare. Maisons 123 à 191 m². Terrains 500 à 700 m². Tél. 028.43.83.

Domaine d'Armentières, Ozoir-la-Ferrière (77300). A 25 km de Paris en face de la gare. Maisons 134 à 278 m². Terrains 500 à 1400 m². Tél. 028.22.82.

Domaine de Puteaux, à Episy-sur-Seine (91380). A 20 km de Paris. A 20 minutes de la gare d'Antony par le train. Maisons de 120 à 238 m². Certains à sous-sol. Terrains 350 à 650 m². Tél. 448.16.26.

DANS CHAQUE DOMAINE, VOUS POUVEZ VOUS FAIRE UNE IDÉE DE LA MAISON ET DES TERRAINS. TOUS LES JOURS DE 10 H À 18 H. SANS ENGAGEMENT.

ACHETEZ VOTRE MAISON BREGUET

APR 10 1980